

« Le pessimisme n'est pas une stratégie »

■ Pour le Medef Marne, il n'existe pas de politique ambitieuse, sociale, économique ou culturelle sans une économie forte. *Page 4*

5 des 13 vitraux de la chapelle Palatine dévoilés



■ Le Centre des Monuments Nationaux ainsi que la Fondation du Patrimoine ont dévoilé les premiers vitraux de la chapelle Palatine, située à l'intérieur du Palais du Tau, à Reims. *Page 7*

Le Prince de Lavau, roi du Musée d'Art Moderne

■ Le MAM de Troyes accueille l'exposition du Prince celte, découvert en 2015, lors des fouilles de la prison de Lavau. *Page 6*

Moins de procédures mais des PME plus fragilisées

■ Le Tribunal de Commerce de Charleville-Mézières constate une fragilisation du tissu économique entrepreneurial ardennais. *Page 8*

Portrait

■ L'Ardennaise Karina Braquet. *Page 32*

16 pages d'annonces légales et d'appels d'offres.

Pages 15 à 30

« Élus, entretenez vos routes et vos réseaux »

Pour les acteurs des travaux publics, les années de scrutins municipaux revêtent un enjeu tout particulier. Traditionnellement, l'activité tend à légèrement s'accélérer lors des mois précédant les élections, en 2025 il n'en a rien été. « Nous n'avons pas eu le sursaut dont on avait l'habitude sur nos métiers dans les périodes préélectorales », note Hervé Noël, président de la Fédération des Travaux publics de Champagne-Ardenne. En lieu et place d'une progression habituelle de 7 à 10% de l'activité, les entreprises ont enregistré « un maintien de l'activité avec une légère baisse de 1% ». Et alors que selon une étude de l'Institut Terram, 56% des Français constatent des dégradations de voirie dans leur commune, les acteurs des travaux publics interpellent les candidats aux élections municipales afin qu'ils intègrent ces données dans leurs programmes. « On n'accepte plus d'avoir, dans un village, une rue avec des trous partout », souligne Hervé Noël. « Les infrastructures, qu'elles soient de mobilité, d'eau ou d'énergie, sont un élément clé de la qualité de vie de nos concitoyens. Elles contribuent largement au dynamisme économique, commercial et touristique de nos territoires. Elles permettent leur transformation écologique et leur adaptation aux effets du changement climatique. De plus, elles génèrent de l'emploi local et non délocalisable ». CQFD.

Page 3



L'aide aux victimes, priorité de la Cour d'appel de Reims

C'est une première, appelée à être pérennisée, la réunion de travail sur l'accueil et la prise en charge des victimes d'infractions pénales, à l'initiative de la Cour d'appel de Reims, répond à une directive ministérielle portée par l'ensemble des juridictions concernées. C'est l'essence de cette directive : « L'œuvre de justice ne serait se réduire au seul jugement des auteurs, elle doit être un secours solide et tangible pour les victimes, c'est une exigence démocratique, sociale et républicaines », rappelée par la Procureure Générale, Dominique Laurens, qui a guidé les travaux des chefs de juridiction du ressort : Reims, Charleville-Mézières,

Châlons-en-Champagne et Troyes. Sur la méthode de travail, le Premier Président de la Cour d'appel de Reims, Christophe Regnard a rectifié l'image courante attribuée à la justice : « Nous traitons certes les auteurs des délits, mais nous nous occupons aussi des victimes ». Echanges des bonnes pratiques et projections d'actions correctives par rapport aux difficultés relatées ont ainsi été évoqués pour mieux encadrer le parcours de la victime, accueil, prise en charge, accompagnement durant le procès et après le procès.

Page 10

**IMPACT
MAXIMAL
VISIBILITÉ
TOTALE**
Optez pour la une,
soyez
incontournable



03 26 08 38 30

Retrouvez l'intégralité de votre journal sur

matot-braine.fr



Le PIB de la France



Le PIB accélère au troisième trimestre (+0,5 % après +0,3 %)

Au troisième trimestre 2025, le PIB en volume accélère (+0,5 % en variation trimestrielle, après +0,3 %). La consommation des ménages continue d'augmenter légèrement (+0,1 % après +0,1 %) : le repli des dépenses en produits alimentaires (-1,0 % après +1,5 %) est plus que compensé par le rebond des dépenses en énergie (+1,3 % après -2,3 %) et par la hausse des dépenses en services (+0,1 % après +0,5 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) repart à la hausse ce trimestre (+0,5 % après 0,0 %), portée par l'accélération de la FBCF en information et communication (+1,7 % après +0,4 %) et par le dynamisme de la FBCF en biens d'équipement (+1,7 % après +1,3 %). Les dépenses de consommation des administrations publiques restent dynamiques (+0,5 % après +0,5 %). (INSEE)

Le pouvoir d'achat des ménages



Le pouvoir d'achat des ménages par unité de consommation se replie

Au troisième trimestre 2025, le revenu disponible brut (RDB) des ménages en euros courants augmente de nouveau, au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,2 % après +0,2 %). Les prestations sociales ralentissent légèrement ce trimestre (+0,6 % après +0,7 %), du fait du ralentissement des prestations maladie et de l'effet des réformes de l'assurance chômage. La masse salariale reçue par les ménages augmente à un rythme proche de celui du trimestre précédent (+0,3 % après +0,4 %). Les impôts versés par les ménages accélèrent légèrement (+1,4 % après +1,1 %). Les cotisations sociales à la charge des ménages sont de nouveau en hausse. (INSEE)

Les recettes et les dépenses des administrations



Les recettes et les dépenses des administrations publiques sont en hausse

Au troisième trimestre 2025, les recettes publiques augmentent de 2,7 Md€, sous l'effet du rebond des impôts sur le revenu et le patrimoine (+0,6 Md€) et des recettes liées aux impôts sur les produits (+0,6 Md€). Les cotisations sociales ralentissent (+0,5 Md€). Les dépenses publiques sont également en hausse ce trimestre (+2,6 Md€), mais légèrement moins que les recettes : elles sont tirées par les dépenses de fonctionnement (+0,9 Md€), les transferts sociaux (+0,9 Md€) et, dans une moindre mesure, par les prestations sociales (+0,5 Md€). Ainsi, le besoin de financement des administrations publiques (APU) demeure quasi stable au troisième trimestre 2025 par rapport au trimestre précédent : il s'établit à 5,4 % du PIB, comme au deuxième trimestre 2025. (INSEE)

baromètre

City Book Reims : 6^e édition du guide pensé pour les habitants

Voilà 50 ans que Le Petit Futé – fondé en 1976 par Dominique Auzias et Jean-Paul Labourdette – distille aux globes trotter ses conseils et bons plans. Aujourd'hui, le guide couvre 192 pays et 840 destinations. Spécificité du Petit Futé, il se décline aussi au niveau local, en France, avec 35 villes passées au crible dans les « City Book ». Reims en est ainsi à sa sixième édition. « Né à l'origine comme une maison d'édition de guides de consommation, avec notamment le City Book de Nancy, le Petit Futé s'est ensuite ouvert à l'international. Pour autant, son ADN demeure inchangé : valoriser la consommation locale et s'adresser avant tout aux habitants. Aujourd'hui, cela représente une quarantaine de guides en France et une audience de près de 75 millions de personnes sur le site internet. Notre ambition est de produire du contenu utile, de mettre en lumière les établissements et celles et ceux qui font la qualité d'un territoire, afin d'éclairer les choix des consommateurs », indique Louis Auzias, Directeur général du Petit Futé. « Le City Book de Reims est essentiellement acheté par des locaux. Ça c'est le modèle des City Book. C'est un endroit où l'on va trouver le commerce de proximité. On va trouver aussi bien son coiffeur, son boulanger, son fleuriste, son cordonnier. D'ailleurs, il y a beaucoup de mairies en France - dont celle de Reims - qui l'offrent aux nouveaux arrivants, pour dire : "tenez, vous venez de vous installer dans la ville, vous ne connaissez pas encore votre tissu commerçant, ce guide va vous aider." C'est vraiment un guide de proximité », renchérit Michel Granseigne, Responsable des Régies Locales chez le Petit Futé.

Dans un contexte de concurrence des réseaux sociaux, avec une offre pléthorique en matière de tourisme, le Petit Futé reste pourtant un incontournable et continue de garder une place de choix en matière de références de commerces, hôtels, restaurants. « Internet et les réseaux sociaux,



Ulrich Loue, Chef d'édition du City Book Marne Ardennes, Louis Auzias, Directeur général du Petit Futé et Michel Granseigne, Responsable des Régies Locales chez le Petit Futé.

c'est l'immédiateté. Mais si je décide d'aller sur un territoire, je peux acheter le guide pour préparer mon séjour et consommer sereinement une fois sur place, sans me tromper, parce que nous avons déjà défriché le terrain pour l'utilisateur. La pagination est contrainte, donc ce n'est pas exhaustif. En revanche, les établissements présents sont des lieux que nous connaissons réellement. Ensuite, nous élargissons nous aussi notre audience via les réseaux sociaux. Aujourd'hui, nous avons une communauté d'environ 1,9 million de membres entre les pages nationales et locales. »

Dans la Marne, c'est Ulrich Loue, le responsable d'édition qui anime la page Petit Futé Reims, ce qui permet d'interagir directement avec les personnes intéressées par le territoire. À chaque édition, le guide est enrichi, avec des nouveaux entrants mais aussi, des sortants... « Il y a une gestion des incontournables qui peut

parfois être délicate. On regarde d'abord le rapport qualité-prix et la prestation avant de se dire qu'un établissement est présent depuis 20 ou 30 ans. Le critère, ce n'est pas l'ancienneté. La première question, c'est : qu'est-ce que j'ai comme prestation et qu'est-ce que j'ai pour le prix payé ? Il y a une part de nouveautés très importante, tout simplement parce que de nouveaux établissements ouvrent et que nous avons toujours soutenu les nouveaux », insiste Michel Granseigne. C'est ainsi au sein de l'établissement La Bohème, rue de Châtives, à Reims, ouvert en décembre 2025, qu'Ulrich Loue avait décidé de faire le lancement du City Book Reims, édition 2026.

NASTASIA DESANTI

Retrouvez la liste des Coups de cœur du City Book Reims sur notre site internet : matot-braine.fr

Ils bougent

NOMINATIONS AU SEIN DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE DE LA BPALC

La Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne (BPALC) annonce des changements au sein de son Comité de Direction Générale, marquant une nouvelle impulsion dans la dynamique de la Banque.

Depuis le 1^{er} décembre 2025

- Pascal COTTON est nommé Directeur de l'Exploitation – Territoires et Clients de Proximité.
- Fabrice HAMRAOUI rejoint le Pôle Ressources Humaines & Transformation en qualité de Directeur des Ressources Humaines.

Depuis le 1^{er} janvier 2026

- Sébastien MAURICE, actuel Directeur de l'Audit Interne, deviendra Directeur Efficience et Transformation au sein du Pôle Ressources Humaines & Transformation.

Thibaud BONNET de PAILLERETS, a pris la Direction de l'Audit Interne depuis le 1^{er} janvier 2026. Il rejoint la BPALC après avoir mené un parcours complet à l'Inspection Générale du Groupe BPCE, enrichi par une expérience de superviseur au sein de la Filière BPCE Payments Services.

RECRUTEMENT ET CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES



Contactez

Eric Bohn

03 26 88 17 30

ebohn@eccarrieres.com

AVIGNON - LYON - NANCY - PARIS
REIMS - BARCELONE - SHANGHAI

décideurs

« Élus, entretenez vos routes et vos réseaux »

Travaux Publics. À un mois et demi du premier tour des élections municipales, les acteurs des travaux publics interpellent les futurs élus à intégrer les travaux d'aménagement et d'entretien des infrastructures dans leurs programmes.

Pour les acteurs des travaux publics, les années de scrutins municipaux revêtent un enjeu tout particulier. Traditionnellement, l'activité tend à légèrement s'accélérer lors des mois précédant les élections, les collectivités ayant tendance à vouloir boucler les derniers travaux avant la fin du mandat. 2025 n'étant décidément pas une année comme les autres, il n'en a rien été. « Nous n'avons pas eu le sursaut dont on avait l'habitude sur nos métiers dans les périodes pré-lectorales », note Hervé Noël, président de la Fédération des Travaux publics de Champagne-Ardenne. En lieu et place d'une progression habituelle de 7 à 10% de l'activité, les entreprises ont enregistré « un maintien de l'activité avec une légère baisse de 1% ». Un moindre mal tant l'instabilité nationale et internationale pouvait laisser craindre bien pire à Hervé Noël. « Aujourd'hui, les entreprises s'en satisfont, même si les situations varient selon les métiers : l'industrie routière est en baisse quand on enregistre une progression dans les secteurs de l'eau et de l'énergie ».

Habités aux soubresauts de l'économie, les entrepreneurs des travaux publics ont pris l'habitude de s'adapter. Et si leur président appelle à l'optimisme, il n'en oublie pas pour autant de passer des messages forts aux élus lancés en pleine campagne municipale. Car si les communes et intercommunalités jouent un rôle central dans la commande publique (elle représentent environ deux tiers des travaux publics), l'investissement reste très inégal selon les territoires : les zones rurales n'ont pas retrouvé le niveau d'activité d'avant 2010, notamment en raison de la baisse des dotations et de la fragilisation de la maîtrise d'œuvre locale.

EQUITÉ TERRITORIALE

« Ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui on sent une prise de conscience des habitants et des élus de l'état des infrastructures en globalité ». En effet, selon une étude de l'Institut Terram, 56% des Français constatent des dégradations de voirie dans leur commune.

Des chiffres éloquentes qui rappellent l'importance de l'entretien pour la population mais qui cachent une autre réalité : les réseaux enfouis sont eux aussi largement concer-



Olivier Bernard, Vice-président FTP Marne, membre du SRTP, dirigeant de l'entreprise Viellard, Pascal Julliot, président du SRER (Réseaux secs), directeur de l'entreprise CTP (Cormontreuil), Hervé Noël, président de la FTP Champagne-Ardenne et vice-président FRTP Grand Est, Stéphane Vincent, représentant du syndicat Routes de France et chef de centre Colas à Châlons.

nés puisque 28% des Français ont constaté des pannes de réseaux enterrés et 26% des problèmes d'assainissement. Fait nouveau donc, l'eau potable et l'assainissement, sont eux aussi perçus comme en nette dégradation. Cette dégradation alimente une attente forte d'équité territoriale, notamment dans les zones rurales : « On n'accepte plus d'avoir, dans un village, une rue avec des trous partout », souligne Hervé Noël. Une question qui devient donc un enjeu politique majeur au niveau local, avec des conséquences électorales directes : « Cela signifie que les habitants qui se sentent délaissés sur les territoires ruraux ou dans certains quartiers de ville peuvent apporter une sanction politique immédiate ».

Forte de ce sondage et des attentes exprimées par les citoyens, la Fédération s'adresse donc à tous les candidats afin que ces derniers fassent des infrastructures publiques « une priorité du futur mandat municipal ».

« Les infrastructures, qu'elles soient de mobilité, d'eau ou d'énergie, sont un élément clé de la qualité de vie de nos concitoyens. Elles contribuent largement au dynamisme écono-

mique, commercial et touristique de nos territoires. Elles permettent leur transformation écologique et leur adaptation aux effets du changement climatique. De plus, elles génèrent de l'emploi local et non délocalisable », insiste le président de la FTP Champagne-Ardenne, qui alerte tout particulièrement les élus et l'opinion publique sur la notion de « dette grise ». « Aujourd'hui, on pense qu'on parvient à réaliser des économies d'argent en ne faisant rien. C'est impossible ! »

« Le rôle de l'élu, précise Hervé Noël - qui est lui-même élu local dans une commune rurale marnaise - c'est de dire que dans son mandat, il aura aussi l'obligation de maintenir à niveau son investissement pour l'infrastructure dont il a la responsabilité, et non pas de prôner des gratuités ni des baisses, dans la mesure où il y a des investissements à faire. Aujourd'hui, la population est capable de l'entendre ». En effet, selon Terram, 53% des habitants accepteraient une hausse temporaire d'impôt pour financer l'entretien des infrastructures, « à condition de clarté et d'efficacité ».

PERTES D'EAU CONSIDÉRABLES

Si la difficulté réside dans la tentation de ne réparer que ce que l'on voit, l'argument économique à long terme reste implacable, pour les professionnels de travaux publics. Le manque d'entretien finit en effet par coûter cher, beaucoup plus cher. « On estime qu'il faut multiplier le prix par 7 ou 8 lorsqu'il faut reconstruire au lieu de réparer ». Ce qui vaut pour la route vaut également pour les réseaux d'eau, qui enregistrent des pertes considérables. « La moyenne régionale est à 25% de perte d'eau, cela veut dire que certaines communes ont bien travaillé comme Epernay, par exemple, où il y a très peu de fuites. Et puis d'autres peuvent enregistrer jusqu'à 40% de fuites ». Alors que la durée de vie des canalisations est comprise entre 50 à 80 ans, il faudrait aujourd'hui 167 ans pour renouveler l'intégralité du réseau en poursuivant au rythme actuel de travaux. Le rythme de renouvellement devrait donc au moins être doublé pour éviter une dégradation accélérée, avec les risques sanitaires induits par une canalisation dégradée.

L'inévitable transition énergétique concerne elle aussi les travaux publics, à l'image des réseaux électriques qui devront être massivement renforcés pour faire face à l'augmentation croissante de l'électrification des usages et à l'explosion du numérique et de l'intelligence artificielle. Les besoins sont d'ailleurs chiffrés : 100 milliards d'euros seront nécessaires pour RTE et autant pour Enedis dans les dix prochaines années afin de retravailler l'ensemble des réseaux et de créer les nombreux postes sources nécessaires. Parmi les grands chantiers locaux, Hervé Noël salue notamment celui de la voie des Sacres à Reims, rappelant la rapidité d'exécution malgré les critiques, la grande complexité technique et les contraintes liées aux réseaux enterrés : « Quand on ouvre, on ne sait jamais exactement ce qu'on va trouver. Un chantier de 35 millions en un an et demi, je ne sais pas si cela avait déjà été fait ».

SEUILS A 100 000 EUROS

Sans attendre des chantiers d'une telle envergure, les entreprises des travaux publics de Champagne-Ardenne en appellent surtout à la responsabilité de territoire des élus locaux. D'autant plus que suite aux nombreuses actions menées par la FNTP, un décret en date du 29 décembre 2025, a pérennisé le dispositif prévoyant de fixer le seuil dispensant de publicité et de mise en concurrence à 100 000 € HT des marchés publics de travaux. En effet, ce plafond temporaire, devait prendre fin le 31 décembre 2025 et être ramené à 40 000 € HT. Une bonne nouvelle qui simplifie et accélère les démarches des élus locaux pour des petits travaux, dans le respect du Code de la Commande Publique.

« Un vrai combat pour les territoires », souligne Hervé Noël, qui pourrait encourager les petits travaux essentiels sans complexité excessive, pour des communes qui disposent aujourd'hui d'une trésorerie estimée à plus d'1 milliard d'euros dans le Grand Est. « Une commune bien gérée doit être au moins légèrement endettée, sinon elle ne prépare pas l'avenir », souligne le président de la FTP Champagne-Ardenne.

BENJAMIN BUSSON

Patronat. Pour le Medef, il n'existe pas de politique ambitieuse, sociale, économique ou culturelle sans une économie forte et des entreprises en bonne santé.

Medef Marne : « *Le pessimisme n'est pas une stratégie* »

Même absent de la cérémonie de vœux du Medef Marne, Damien Sionneau a tenu à laisser un message fort à ses adhérents par écran interposé en affirmant : « *le pessimisme n'est pas une stratégie* ». S'il a déploré l'illisibilité du climat économique et politique, le Président de l'organisation patronale marnaise regrette surtout la propension française à prendre des décisions publiques trop souvent « *défavorables aux entreprises et au bon fonctionnement de notre économie* ». Face à cet environnement instable, il rappelle à quel point les entreprises sont des acteurs solides et dynamiques : « *elle innove, investissent, embauchent fortement, exportent* » et elles restent « *l'avant-garde des grandes transitions énergétiques, numériques et sociétales* ». Pour 2026, la trajectoire du Medef est assumée : « *rester volontariste, rester lucide* », dans un « *optimisme de combat* » fondé sur l'ingéniosité et la capacité d'action des entrepreneurs.

Au niveau national, le Medef veut rappeler aux gouvernants qu'« *il n'existe pas de politique ambitieuse, sociale, économique ou culturelle sans une économie forte et des entreprises en*



Christian Brethon, président du Medef Grand Est.

bonne santé ». Une ambition incarnée dans les 35 propositions du Medef « *véritables feuille de route économique pour redonner à notre pays le goût de l'action et de la réussite collective* ».

Sur le plan marnais, l'organisme patronal entend renforcer son accompagnement de proximité et se posi-

tionne « *plus que jamais à vos côtés sur le terrain* », adresse Damien Sionneau aux adhérents à qui il veut offrir « *les meilleurs outils pour transformer les défis en opportunités* ». Pour ce faire, la structure multipliera les rencontres centrées sur les réalités des chefs d'entreprises : rendez-vous business champenois, réunions thématiques sur la RSE, la facturation électronique, l'innovation ou le logement. Dans un contexte d'élections municipales, le Medef affirme également sa volonté de porter la voix des entrepreneurs dans le débat public local. « *Notre ambition est claire : faire de nos collectivités de véritables partenaires de l'entreprise, capables de simplifier l'action publique, d'accroître l'attractivité du territoire et de soutenir un développement économique durable* ».

CAP SUR LA JEUNESSE

Dans la foulée, Christian Brethon l'affirme : en ce début d'année, c'est le moment d'oser. « *Oser regarder en face les difficultés de notre pays sans perdre de vue ce qui fait notre force* », précise-t-il. Sur le plan économique, le constat du Président du nouveau Medef Grand Est est lucide, celui d'une économie sous

pression, dans un contexte de plus en plus instable, avec des entreprises en première ligne. « *Nos concurrents en Europe, en Amérique du Nord, en Asie, en Afrique font des choix clairs : ils sécurisent le cadre fiscal, misent sur l'investissement, accompagnent leurs entreprises, simplifient et stabilisent les règles du jeu* », souligne-t-il, quand en France le manque de lisibilité s'amplifie, la fiscalité s'alourdit pour les entreprises, et les dispositifs essentiels à la compétitivité comme la trajectoire de baisse des impôts de production et des aides à l'apprentissage sont remis en cause.

« *Les entreprises se trouvent ainsi à devoir avancer avec un sac à dos de plus en plus lourd, alors même qu'elles ont besoin d'agilité pour investir, recruter, augmenter les salaires, se transformer... et pourtant, malgré ce contexte, la croissance tient encore, l'emploi résiste et l'innovation progresse* », observe le Président du Medef régional. Si la résilience du tissu économique animée par « *des millions d'entrepreneurs qui continuent d'assumer leurs responsabilités* », permet au pays de tenir le choc, la situation n'est pas tenable à long terme. Lorsque la fiscalité se trans-

forme en « *concours de l'imagination punitive* », ce sont des investissements différés, des embauches reportées et des projets délocalisés, insiste Christian Brethon. Pour ce dernier, il faut davantage se pencher sur la jeunesse, qui représente un enjeu économique, social et sociétal majeur. « *Notre grande ambition, mais aussi notre intérêt le plus rationnel, c'est de faire réussir les jeunes* ». Or les chiffres sont alarmants : près de 400 000 jeunes ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, 17 % des collégiens ne maîtrisent pas les savoirs de base en mathématiques et un jeune sur quatre sort de l'université sans diplôme. Si l'on ajoute à cela la perspective de la suppression de 70 000 contrats d'apprentissage, il y a urgence à agir pour la jeunesse. « *Le choix de la jeunesse et les compétences, c'est pour nous un combat prioritaire* ».

Et à l'heure de présenter ses vœux, Christian Brethon s'engage : « *Quelles que soient les difficultés, nous choisirons l'action plutôt que la résignation, le courage plutôt que le renoncement, la confiance dans l'initiative plutôt que la tentation de la défiance et du repli* ».

BENJAMIN BUSSON

Santé. Stéphanie Rist, ministre de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées s'est rendue à la Maison de Santé Pluriprofessionnelle (MSP) de Taissy pour faire des annonces concernant le renforcement des compétences des infirmiers.

La ministre de la Santé annonce des mesures en faveur des infirmiers



Stéphanie Rist, Ministre de la Santé aux côtés de Guillaume Michaux, Directeur de la Maison de Santé pluriprofessionnelle de Taissy, dans la Marne et d'Anne-Sophie Romagny, Sénateur de la Marne et Rapporteur de la Loi « Infirmières ».

« *Nous sommes trop souvent considérés comme de simples exécutants*. » Cette phrase prononcée par Véronique Pechey, Présidente du Conseil régional de l'Ordre des infirmiers, lors d'une table ronde organisée à la Maison de Santé Pluriprofessionnelle de Taissy, résume assez bien le

sentiment partagé par la profession et l'orientation nouvelle du métier que souhaite donner la Ministre de la Santé, Stéphanie Rist, à la profession d'infirmier. « *La loi dite « Infirmières », votée en juin 2025, va permettre aux infirmiers de recevoir directement des patients ayant des plaies chroniques ou aiguës. C'est à dire que demain, si vous vous*

blessez et que vous avez une plaie, vous pourrez aller directement chez l'infirmier plutôt que de passer par le médecin traitant », explique celle qui est médecin rhumatologue de formation et connaît donc bien le système de santé. « *C'est une mesure d'accès aux soins, mais aussi une mesure de reconnaissance des compétences des infirmiers* », poursuit-elle en précisant qu'il y a également des négociations en cours sur la rémunération liée à cette reconnaissance.

« *L'État accompagne cette transformation par des moyens financiers renforcés : 80 M€ pour aider les régions à financer l'ouverture de 5 500 places supplémentaires en instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) ainsi qu'un engagement du gouvernement à revaloriser les infirmiers en pratique avancée et à construire, avec la profession, une rémunération à la hauteur des responsabilités exercées* », précise également Anne-Sophie Romagny, Sénateur de la Marne, Membre de la commission des Affaires

sociales et de la Délégation aux entreprises et Rapporteur de la Loi « Infirmières ».

REDÉFINITION DES MISSIONS

Cet enjeu de redéfinition des missions s'inscrit « *en coopération avec les autres professionnels* », notamment les médecins généralistes, qui ont pour leur part souvent le sentiment d'être « *une variable d'ajustement* ». L'objectif est ainsi non seulement de reconnaître les compétences des infirmiers mais aussi de désengorger les cabinets de médecine générale afin de redonner aux médecins les moyens d'effectuer leurs actes. Car l'attractivité et le modèle proposé – comme ce qui peut se faire au Centre Gutenberg Santé à Taissy – font ainsi partie des problématiques abordées. « *Dans notre écosystème, nous avons réussi à créer une dynamique attractive pour les jeunes médecins* », se félicite Guillaume Michaux, Directeur de la Maison

de Santé pluriprofessionnelle. « *Mon rôle, c'est l'articulation entre les professionnels en veillant à la cohérence des discours : que le patient n'entende pas un message différent selon qu'il parle au médecin, à l'infirmier ou au pharmacien. Ici, cela facilite beaucoup de choses*. » Réaction de la Ministre : « *Je suis très favorable à ce que les professionnels s'organisent comme ils le souhaitent, car chaque territoire est différent*. »

« FORMATION – EXPERTISE – RESPONSABILITÉ »

Sébastien Bateau, vice-président de l'Ordre des Médecins de la Marne a tenu pour sa part à mettre en avant l'importance du triptyque « *Formation – Expertise – Responsabilité* ». « *Nous faisons face à un double effet de cisaillement : peu d'installations, beaucoup de départs. La situation est extrêmement tendue. Plus de 12 000 médecins formés attendent une installation, mais ne s'installent pas car la médecine libérale actuelle ne les satisfait*

pas. Tant que nous ne comprendrons pas ce qui freine l'installation, nous ne répondrons pas aux enjeux territoriaux », insiste celui qui est également médecin généraliste, installé à Tinquex. « *La téléconsultation ne peut pas répondre seule aux besoins complexes : soins palliatifs, psychiatrie, annonces graves... Elle tend à capter les actes simples et à laisser les situations lourdes aux autres, sans reconnaissance financière adéquate. Le temps médical est essentiel : soigner, demande du temps !* » Après plusieurs jours de grève, les médecins généralistes avaient ainsi suspendu leur mouvement après des engagements donnés par le gouvernement. « *L'idée est de recréer de la confiance, que les médecins reprennent le dialogue avec l'Assurance maladie et avec le gouvernement, pour travailler sur tous les enjeux auxquels ils sont confrontés* », assure Stéphanie Rist.

NASTASIA DESANTI



© Région Grand Est - Direction de la Communication - 4201 - Janvier 2026 - Crédit photo : FotoArtist/ adobestock.com

En 2025 :

- ✓ **3^e région** la plus attractive de France
- ✓ Près de **200 projets** d'investissements étrangers annoncés
- ✓ **5 000 emplois** créés ou sauvés

Source : Business France

Choose  **!**
CHOOSE GRAND EST

La Région
Grand Est

ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE

Patrimoine. Le musée d'Art moderne de Troyes accueille l'exposition du Prince celte, découvert en 2015 lors des fouilles préliminaires à l'extension de la ZAC du Moutot et à la construction de la prison de Lavau. Remarquable.

Le Prince de Lavau, roi du Musée d'Art Moderne

Dix ans après sa découverte, le Prince de Lavau trône au musée d'Art moderne. Lui qui reposait depuis 2 500 ans dans les terres de Lavau. Il avait trente ans, avait une dentition exceptionnelle et était issu d'un milieu privilégié. Le torse en or d'un kilo qu'il arborait autour du cou, les nombreux bijoux et bracelets en or, en ambre, en corail et en fer laissent même penser à un statut royal. Sa mort reste encore une hypothèse, peut-être une chute de cheval ou de char. C'était cinq siècles avant Jésus-Christ.

Pourtant, le visage de celui que l'on nomme le Prince de Lavau est révélé au musée d'Art moderne de Troyes dans une sublime exposition ouverte jusqu'en juin. Elle occupe 530 m² consacrés aux 80 objets issus de la nécropole et aux 153 autres prêtés et exposés dont Eric Blanchegorge, conservateur en chef du patrimoine et directeur des musées de Troyes, est le commissaire général.

Un voyage dans un temps qu'on ne mesure pas, qui éclaire et convainc les plus novices de la richesse de l'archéologie. « La fouille était tenue secrète pour éviter les pillages », confie Jacques Gachowski, maire de Lavau, commune de 1000 habitants que le Conseil départemental et Troyes Champagne Métropole ont accompagnée financièrement



Le chaudron, pièce majeure de l'exposition.

pour les fouilles. Dix ans après, le résultat est là pour découvrir ce trésor exceptionnel.

UN TRÉSOR QUI RESTERA AU MUSÉE DE TROYES

Un trésor déterrée par les archéologues de l'Inrap qui creusent chaque année les 700 km² artificialisés en France pour établir un diagnostic et recueillir les informations sur les sites. « En vingt ans, la France est devenue un grand site archéologique », explique Domi-

nique Garcia président de l'Inrap. « On peut moderniser un pays sans freiner les travaux. Nous ne sommes pas là pour libérer du terrain, mais pour en partager la connaissance. Il est essentiel que ces découvertes retournent vers le public. »

TOP MONDIAL DES DÉCOUVERTES

Classée dans le top 10 mondial des découvertes exceptionnelles, la nécropole elle-même date de l'âge du Bronze, soit 12 siècles avant J.C. Le Prince de Lavau y a pris place

dans l'enclos dédié aux ancêtres à l'âge du Fer. Une insertion de la tombe princière sans doute réalisée par un architecte tant le choix des emplacements montre une parfaite organisation. Elle était emplie d'objets précieux du V^e avant JC déposés aux funérailles du Prince qui ont rassemblé les foules tant le sol semble tassé.

L'exposition à la scénographie étudiée met également en avant la mixité culturelle de cette période avec des objets provenant de Grèce comme l'oenoché grecque que les celtes ont embellis de garnitures d'or et d'argent, signe d'un grand réseau méditerranéen dont Lavau était un point de liaison.

ÉCOUTEZ LE SOL

Depuis 2015, une quarantaine de personnes du C2RMF analysent et restaurent les objets, les statues, bijoux, chaudrons entreposés dans le tumulus de 8 mètres de hauteur à l'origine accessible par un portique où reposait le prince celte inhumé sur son char. Dix ans de travaux et de restauration, deux millions d'euros et « un travail de fourmis réalisé par une quarantaine de personnes », comme l'explique Isabelle Chardonner, directrice de la DRAC Grand Est. « En archéologie, on prescrit un diagnostic, on fouille et on rend le terrain ». En 2025, sur 8 000 dossiers, 8 % ont nécessité une

fouille archéologique en France. Dans le Grand Est, sur les 92 fouilles archéologiques de l'année, une cinquantaine étaient réalisées dans l'Aube. « Le sous-sol de notre territoire a encore beaucoup de choses à nous dire, à condition de prendre le temps de l'écouter. »

MARIE BÉATRICE PADIRAC

Exposition « Lavau, un prince celte en bord de Seine 450 ans avant notre ère » : Musée d'Art moderne de Troyes. Nombreux ateliers, conférences et animations autour de l'exposition jusqu'au 21 juin.



Le visage du Prince reconstitué grâce à la technologie.

Startup. Le Crédit Agricole devient partenaire de la Technopole de l'Aube pour mutualiser les actions de soutien aux startups.

La Technopole de l'Aube, Village de l'entrepreneuriat



L'officialisation du partenariat en présence notamment de Philippe Pichery (Conseil départemental), Laurent Tinet (Crédit Agricole) et Mickael Noblot (Technopole).

La Technopole de l'Aube, le Crédit Agricole Champagne Bourgogne et le Village by

CACB signent un partenariat pour permettre aux entreprises d'aller au bout de leur projet et d'élargir leurs

réseaux. Plutôt que de construire une structure dédiée au Village by CACB, la banque s'est rapprochée de la Technopole pour mutualiser les ressources et les actions avec la Technopole de l'Aube. Les 12 000 m² de locaux troyens qui incubent 74 entreprises « collent parfaitement avec ce que nous faisons au Village », explique François Tinel, directeur général adjoint du CACB. « Accélérer de jeunes créateurs, leur permettre de se consacrer pleinement à leur produit pour qu'à la fin, la probabilité de survie et la vitesse à laquelle ils arrivent à atteindre leur objectif soient plus fortes. »

Les 47 Villages CACB comptent 200 startups, 800 partenaires des grands comptes aux petits acteurs locaux. Les Villages connectent ainsi les acteurs et provoquent

des mises en relation, y compris sur la poursuite des projets dans leur phase d'industrialisation. Ils proposent aussi des actions de développement sur la commercialisation, les RH, le marketing. Par ailleurs, trois écoles d'ingénieurs jouxtent la Technopole et la plupart des étudiants sont sensibilisés à l'entrepreneuriat. Soixante d'entre eux sont déjà dans l'incubateur. « Nous avons ainsi un lien avec la jeunesse et des futures startups », explique Mickael Noblot, directeur de la Technopole.

LES LEADERS ÉCONOMIQUES DE DEMAIN

Le partenariat avec le Village CACB se traduit par la mise en place d'une salle dédiée aux couleurs du Village by CACB, un partenariat financier et par la présence des représentants

de la banque chaque semaine sur le site pour accompagner les entrepreneurs.

Philippe Pichery, conseiller départemental de l'Aube, évoque quant à lui « un plaisir particulier car l'histoire fait que j'ai été à l'origine de ce projet de Technopole. Nous sommes à une époque où on ne peut plus faire des choses sans réfléchir. Le Crédit Agricole a estimé qu'il était plus opportun d'apporter une pierre à un édifice qui existe déjà plutôt que de construire autre chose à côté. Ce sont les startups que nous soutenons aujourd'hui qui seront, demain, les leaders de notre économie. Il faut avoir de l'ambition et dire les choses. Cette Technopole a déjà eu des succès retentissants et nous voulons poursuivre dans cette voie ».

MARIE BÉATRICE PADIRAC

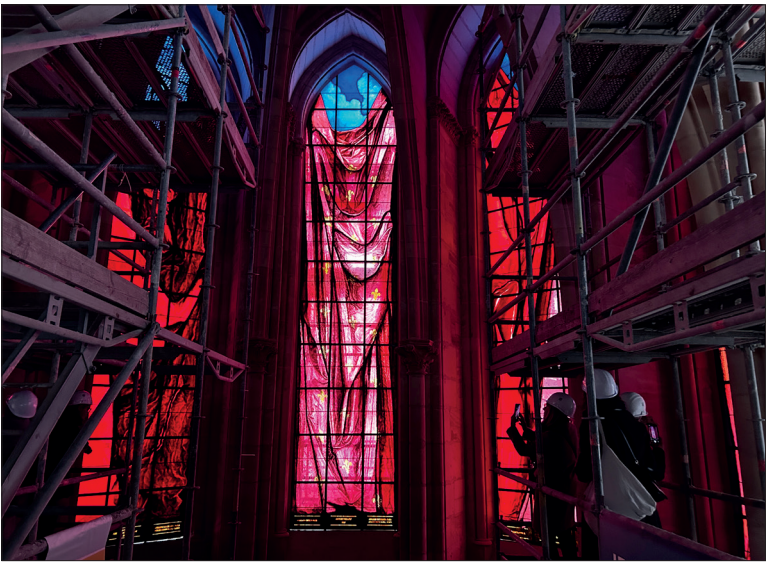
Patrimoine. Le Centre des Monuments Nationaux ainsi que la Fondation du Patrimoine ont dévoilé les premiers vitraux de la chapelle Palatine, située à l'intérieur du Palais du Tau.

Cinq des treize vitraux de la chapelle Palatine dévoilés

« **M**agnifique », « unique », « époustouflant »... Les qualificatifs ne manquaient pas dans la bouche des mécènes* des vitraux de la chapelle Palatine du Palais du Tau venus découvrir, en avant-première, cinq d'entre eux. Treize vitraux, mesurant chacun 8 mètres sur 2 mètres devraient, à terme, être installés d'ici la fin de l'année 2026. Leur conception a été confiée aux artistes Anne et Patrick Poirier, qui, après avoir visité la cathédrale attenante ont été frappés par le travail effectué sur chaque statue, l'édifice rémois en comptant plus de 2 300 ! « Nous avons imaginé des drapés rappelant ceux des statues, et puis, nous avons voulu apporter de la lumière et de la chaleur dans un lieu qui était très sombre, très froid. » Une chaleur qui se retrouve notamment dans la couleur quasi monochrome de chaque vitrail, dont la réalisation a été confiée aux artisans des ateliers Duchemin et Simon-Marq. Le projet en lui-même a été engagé il y a quatre ans, par le Centre des Monuments Nationaux (CMN).

1,3 M€ RÉCOLTÉS

Devant l'ampleur de la restauration, la Fondation du Patrimoine est intervenue, en 2024, avec la proposition de trouver un mécène par vitrail, ce dernier voyant son nom gravé dans le verre à jamais. Montant du ticket :



Les premiers vitraux ont été dévoilés.

100 000 €. Le succès a été au rendez-vous avec 1,3 million d'euros récoltés et des entreprises emblématiques du territoire investies et enthousiastes. À l'heure d'un monde où l'obsolescence programmée est devenue la règle, c'est à contre-courant que ces dernières sont venues inscrire leur nom dans la postérité, renouant ainsi avec une tradition ancestrale. « Je voudrais rappeler que du haut de cette cathédrale, 33 Rois de France nous contemplent ici – et plus particulièrement Saint Louis,

dont nous commémorons cette année les 800 ans du sacre. Nous vivons aujourd'hui un moment historique. Nous sommes véritablement dans l'histoire de Reims », insiste Pierre Possémé, Président de la Délégation Champagne-Ardenne de la Fondation du Patrimoine. « Nous sommes habitués au mécénat, mais là, nous étions face à un projet qui aurait pu nous dépasser. Or, en une année, le projet a été bouclé, avec l'intégralité des vitraux financés de cette manière. » Le mécénat s'inscrit aujourd'hui

comme un élément essentiel de la préservation du patrimoine. « Il permet aux acteurs privés de contribuer concrètement à sa sauvegarde et, quelque part, de se l'approprier », souligne le co-fondateur du Bâtiment Associé. « Lorsqu'on participe financièrement, on a le sentiment que ce patrimoine nous appartient. Une étude de la Fondation montre qu'un euro donné au patrimoine génère 21 euros de retombées économiques. Imaginez ce que représente un million d'euros mobilisé pour un site comme celui-ci ! Ce sont des retombées pour l'hôtellerie, la restauration, les entreprises du bâtiment, les métiers d'excellence, les maîtres verriers, les artistes. Le patrimoine permet l'expression artistique et fait vivre tout un écosystème. »

Répondant aux régulières remises en question de la défiscalisation (60 % du montant du don pour la fraction inférieure ou égale à 2 M€ ; 40 % pour la part du don supérieure à 2 M€), Pierre Possémé ajoute : « L'État récupère largement ces montants par les emplois créés, les cotisations sociales, la TVA et les résultats des entreprises. C'est un système gagnant-gagnant. »

NASTASIA DESANTI

* Les mécènes des treize vitraux : Famille Mulliez ; Fondation du Patri-

PAROLE DE MÉCÈNE
Philippe Gayet, Président de la FFB Grand Est et à la tête de l'entreprise éponyme : « L'entreprise Gayet est née en 1911. Elle aura bientôt 115 ans. Nous avons déjà mené une action de mécénat pour nos 100 ans, sur la statuette de la Grande Rose. Nous allons également inaugurer prochainement le mécénat que nous avons réalisé pour l'orgue, à travers la console déportée, à laquelle nous allons donner le nom de ma grand-mère, Marthe Gayet. Cette inauguration aura lieu à l'Ascension, après la rénovation complète de l'orgue. Le Palais du Tau s'inscrit naturellement dans notre histoire, dans celle de notre famille, qui est rémoise depuis toujours. C'est aussi une tradition de transmission, qui correspond à nos valeurs dans le bâtiment. Le monument historique représente beaucoup pour nous, et c'est l'ensemble de ces valeurs qui se retrouvent dans cette œuvre. »

moine ; Famille Pingat ; le Club des Mécènes de la Marne ; la Maison Pol Roger ; l'Ordre des Coteaux de Champagne ; la Fédération Française du Bâtiment ; l'Entreprise Gayet ; la Fondation Caisse d'Epargne Grand Est Europe ; le Bâtiment associé ; Philanthropic ArsNova ; l'Hôtel de la Paix.

Enseignement Choisir l'Université de Reims Champagne-Ardenne : un pari gagnant

À quelques jours de la Journée Portes Ouvertes du 7 février, l'Université de Reims Champagne-Ardenne publie les résultats de ses enquêtes d'insertion professionnelle et de poursuite d'études. " Ils confirment, chiffres à l'appui, la qualité des formations, la valeur des diplômes délivrés et la réussite des étudiants, qu'ils choisissent une insertion professionnelle rapide ou la poursuite d'études ", confie la Direction de l'Université.

LICENCES PROFESSIONNELLES : UNE INSERTION PLUS RAPIDE ET PLUS STABLE QUE LA MOYENNE NATIONALE

Les résultats des licences professionnelles illustrent pleinement l'efficacité des formations et la qualité des compétences acquises par les diplômés :

- 61 % des diplômés sont entrés directement sur le marché du travail avec un accès au premier emploi qui intervient en moyenne seulement 3 mois après l'obtention du diplôme
- 37 % ont fait le choix d'une poursuite d'études, souvent dans une logique de spécialisation ou de montée en compétences
- À 12 mois, 93,2 % des diplômés sont en emploi, un taux qui progresse encore à 18 mois, avec près de 80 % en emploi pérenne (CDI ou situation équivalente), traduisant une insertion durable.
- À 12 mois, 83,6 % occupent un emploi salarié, soit 4 points de plus que la moyenne nationale. Plus encore, l'emploi stable affiche un écart de + 6 points, confirmant une insertion plus durable et sécurisée. Cette dynamique

s'amplifie à 18 mois, avec 83,5 % des diplômés en emploi salarié, soit près de 5 points au-dessus du national, tandis que l'emploi stable demeure 5 points supérieur aux moyennes nationales. " Ces écarts significatifs témoignent de la forte employabilité des diplômés et de la reconnaissance de leurs compétences par les employeurs. " Le salaire mensuel moyen de ces diplômés est de 2 060 € et 67 % des diplômés exercent en Champagne-Ardenne, ce qui illustre à la fois la valeur des formations sur le marché du travail et l'ancrage territorial fort de l'université, au service du développement économique local.

LICENCES GÉNÉRALES : UN TREMPLIN VERS LA RÉUSSITE EN MASTER

Les résultats des licences générales confirment leur rôle central dans les parcours de réussite académique :

- 86 % des diplômés de licence poursuivent leurs études
 - Plus de 70 % font le choix de poursuivre leur cursus au sein de l'université de Reims Champagne-Ardenne
- Ces résultats traduisent : la qualité des enseignements dispensés en licence, la lisibilité et la cohérence des parcours licence-master, la confiance durable des étudiants dans l'université pour construire leur avenir académique et professionnel.

Énergie TotalEnergies accompagne les PME des territoires via un dispositif de prêts à taux zéro

Dans la Marne, trois entreprises ont ainsi été soutenues en 2025, pour un montant total de 85 000 €, contribuant

à la création ou au maintien de 47 emplois. Parmi elles, ANTIVOL, société rémoise spécialisée dans les solutions de sécurité pour les bâtiments, a bénéficié d'un PTZ de 25 000 €. Son directeur général, Lucas Ecrepont, témoigne du rôle décisif de ce soutien. « Le prêt à taux zéro de TotalEnergies est un véritable levier pour moderniser l'entreprise dans une dynamique de croissance durable, tout en maintenant nos 15 emplois. »

À l'échelle du Grand Est, 11 PME ont été accompagnées en 2025, représentant 345 000 € de prêts et 202 emplois créés ou préservés. « Nous sommes fiers d'accompagner des projets qui créent de la valeur et de l'emploi dans les territoires », souligne Gilles Pouret, directeur régional de TotalEnergies Grand Est.

Économie circulaire L'Aisne récompensée pour son réemploi public

Plusieurs collectivités de l'Aisne ont été distinguées par la plateforme Agorastore pour leurs pratiques exemplaires en matière de réemploi des biens publics. Le Conseil départemental de l'Aisne, la CPAM de l'Aisne et la Ville de Laon ont chacun obtenu une médaille d'argent, tandis que le SIRTOM de Laonnois a décroché le bronze. Cette reconnaissance s'inscrit dans le cadre du programme « Meilleurs Vendeurs 2025 », qui évalue les acteurs publics selon les recettes générées, le volume de biens remis en circulation et la diversité des équipements valorisés. En misant sur la revente structurée de matériels inutilisés, ces collectivités conjuguent économies budgétaires, gestion plus transparente et réduction du gaspillage.

En bref

Justice. C'est avec gravité mais aussi avec une détermination lucide que Thierry Collet a fait le bilan 2025 de la juridiction ardennaise. Une l'audience solennelle de rentrée marquée par des conséquences sociales plus lourdes lors de liquidations judiciaires.

Des PME structurées de plus en plus touchées par les procédures

D'emblée, Marlène Borde, la vice-procureure, a constaté que si le nombre de redressements (22) et liquidations (77) a été divisé par trois entre 2024 et 2025, les chefs d'entreprises saisissaient trop tardivement le Tribunal de Commerce, ce qui rend les dossiers de plus en plus critiques et le redressement quasi impossible. Thierry Collet, le président n'a pas masqué les difficultés, ni cédé au catastrophisme mais nommé les choses avec justesse, rigueur et mesure lors de ces propos sur le tissu économique local : « *Souvent solides sur le plan technique, portées par des dirigeants engagés, les entreprises ardennaises sont exposées à des marges réduites, à une dépendance accrue à quelques donneurs d'ordre et à une sensibilité particulière aux variations de conjoncture. Dans ce contexte, la mission du Tribunal de Commerce consiste à jouer un rôle de régulation et d'alerte* ».

S'agissant de l'activité, le volume global des affaires n'a pas connu de hausse spectaculaire comme en 2023.

La nature des dossiers évolue profondément. Les contentieux sont plus complexes, les enjeux financiers plus élevés, les situations humaines plus lourdes. « *Derrière chaque dossier se cache désormais une réalité économique fragile, parfois déjà fortement dégradée au moment où le tribunal est saisi. Quant aux litiges, ils concernent de plus en plus des impayés signifi-*

catifs, des ruptures de relations commerciales anciennes, des situations de blocage durable entre partenaires économiques, causés par une incapacité croissante à absorber les chocs successifs subis depuis plusieurs années ».

La durée moyenne des délibérés reste contenue, ce qui témoigne de la volonté des juges de rendre des décisions rapides, lisibles et juridiquement sécurisées.

Le recours aux injonctions de payer est en baisse (-9.42%) mais cet indicateur traduit souvent l'échec du dialogue commercial, l'épuisement des solutions amiables et la nécessité, pour un créancier, de sécuriser sa créance dans un contexte d'incertitude accrue : « *La hausse des montants moyens par injonction montre que les difficultés ne concernent plus seulement des créances marginales, mais des sommes significatives, susceptibles de déséquilibrer durablement la trésorerie des entreprises concernées* ».

DES SALARIÉS PLUS NOMBREUX À ÊTRE TOUCHÉS LORS DES PROCÉDURES COLLECTIVES

Si l'ouverture de procédures collectives affiche une baisse relative par rapport au pic observé en 2023, cette évolution ne signifie pas nécessairement une amélioration de la situation économique d'autant que les conséquences sociales sont beaucoup plus graves. « *Ce qui est certain, en revanche, c'est que les procédures*



Jean-Charles Parmentier, nouveau juge consulaire, avec le président du Tribunal de Commerce de Charleville-Mézières, Thierry Collet.

ouvertes concernent des entreprises plus structurées, employant davantage de salariés et réalisant des chiffres d'affaires plus élevés. Par conséquent, les liquidations ont un impact social et territorial considérable. Chaque liquidation ne représente pas seulement la fin d'une entreprise. Elle signifie la perte d'emplois, la fragilisation de familles, la disparition d'un savoir-faire et parfois l'appauvrissement durable d'un bassin économique déjà fragile. (...) Cette évolution a des conséquences majeures. Les défaillances d'entreprises

de taille intermédiaire entraînent des pertes d'emplois plus importantes, des ruptures de chaînes de sous-traitance, et des effets de contagion sur l'ensemble d'un écosystème économique local ou régional. Les secteurs touchés sont variés, mais certains apparaissent particulièrement exposés : le commerce, la construction, l'industrie sous-traitante, le transport, ainsi que certains services aux entreprises. Ces secteurs cumulent souvent plusieurs facteurs de vulnérabilité : hausse des coûts, pression sur les marges, difficultés de

recrutement, dépendance à quelques donneurs d'ordre et accès plus contraint au financement ».

Face à cela, la justice commerciale dispose d'un outil particulièrement puissant mais trop souvent méconnu : la prévention des difficultés des entreprises. « *Plus une difficulté est détectée tôt, plus les solutions sont nombreuses, efficaces et peu coûteuses permettant d'intervenir en amont, dans un cadre confidentiel, souple et adapté à la situation de chaque entreprise* », insiste Thierry Collet.

UN NOUVEAU JUGE CONSULAIRE

En début d'audience, Thierry Collet après avoir salué l'implication d'Anthony Gout a accueilli un nouveau juge consulaire : Jean-Charles Parmentier. Après un début de carrière en packaging et marketing chez Danone, Henkel et Reckit Benckiser, le nouveau venu a ensuite repris en 2006, l'Intermarché de Sedan, créé un Netto, dans la cité de Turenne, en 2013, et occupé différentes fonctions dans le groupement des mousquetaires. Depuis 2021, il a ensuite fondé ATI Promotion, une société de promotion immobilière pour les entreprises basée à Donchery avant de devenir en 2024, gérant du Cabinet Hoquet Business Charleville, spécialisé en transaction de commerces et immobilier d'entreprise.

PASCAL REMY

Justice. C'est Audrey Canonne, issue du collège salariés, qui a été élue présidente pour l'année 2026.

Prud'hommes : Audrey Canonne, nouvelle présidente



Loïc Gobé a laissé la présidence à Audrey Canonne.

Petit évènement au sein du Conseil de prud'hommes de Charleville-Mézières où l'alternance habituelle, ces dernières années, entre Loïc Gobé et Sandrine Parizel, s'est

interrompue. C'est Audrey Canonne, issue du collège salariés, qui a été élue présidente pour l'exercice 2026. Ayant fêté ses 44 ans en fin de semaine dernière, la native de Villers-Se-

meuse après avoir obtenu un D.U.T. « *Carrières juridiques* » en 2004 à Lille, est devenue juriste à la CPAM des Ardennes depuis 2006. « *J'avais donc l'habitude à travers cette fonction de fréquenter régulièrement le pôle social de la rue de l'Arquebuse* », exprime-t-elle.

+ 43% D'AFFAIRES

Membre du Conseil des Prud'hommes depuis décembre 2008, elle présente la particularité d'être la plus ancienne membre de cette juridiction avec 18 ans de présence derrière elle. Celle qui avoue lire beaucoup et notamment des ouvrages traitant de la géopolitique était jusqu'alors la présidente de la section « *activités diverses* » et a déjà été vice-présidente du conseil.

Lors de cette audience de

rentrée, la vice-procureure a rappelé qu'entre 2024 et 2025, le nombre de dossiers enregistrés avait atteint la barre de 595, soit une augmentation de 215 par rapport à l'exercice précédent. Même constatation sur nombre d'affaires en cours passé de 582 à... 832 (+43%).

Après cette réquisition, Loïc Gobé, a dressé le bilan de l'activité juridictionnelle de l'année écoulée, « *soutenue* », car marquée par un volume important d'affaires nouvelles, une reprise de l'activité contentieuse et une baisse progressive des saisines.

« *En 2025, la section industrie, toujours très sollicitée, concentre une part importante. Elle démontre pourtant une capacité constante à traiter des dossiers parfois très techniques. Alors que les sections agriculture et encadrement, bien que moins*

volumineuses, participent pleinement à l'équilibre général de la juridiction. »

« *Les chiffres que nous partageons aujourd'hui ne sont pas des motifs d'inquiétude mais des outils de pilotage au service d'une justice prud'homale toujours plus lisible, accessible et humaine. Si le stock d'affaires en cours progresse, nos délais de traitement s'inscrivent dans des niveaux comparables à ceux constatés au plan national* », indique Loïc Gobé. Autrement dit, cette juridiction « *régulatrice des tensions sociales* » n'est ni à la traîne, ni en difficulté structurelle mais confrontée à une charge croissante.

Celle qui lui succède a d'emblée prononcé un discours « *punchy* ». Audrey Canonne a, en effet, dénoncé « *des moyens alloués insuffisants* » ; « *la mise*

sous tension permanente des greffes » et « *l'accumulation de réformes techniques* » alors que le monde du travail a été touché par la multiplication des licenciements individuels et collectifs, un amenuisement des protections et des rémunérations ne suivant pas le rythme de vie réel. « *Les salariés qui saisissent notre juridiction cherchent le droit, la réparation et parfois une dignité retrouvée. Ils poussent notre porte parce que le monde du travail, tels qu'ils l'ont vécu n'a pas tenu ses promesses. Pourtant, les délais s'allongent, les charges administratives se complexifient. Les conseillers prud'hommes, voient leurs missions s'alourdir tandis que les contraintes procédurales se multiplient.* »

P.R.

- 2,2 %

En décembre 2025, les prix des céréales se replient sur un mois (-2,2 % après +2,5 % en novembre et -2,1 % en octobre) : -4,2 % pour ceux du blé dur (après +3,1 % en novembre), -3,0 % pour ceux du blé tendre (après +2,5 %), les récoltes de l’hémisphère Sud étant excellentes, en particulier en Argentine, -0,9 % pour ceux du maïs (après +1,7 %), du fait de stocks français encore consistants, et -0,8 % pour ceux de l’orge (après +3,4 %).

Sur un an, la baisse des prix des céréales s’amplifie en décembre (-15,0 % après -11,0 % en novembre et -15,1 % en octobre). (INSEE)

- 11,6 %

En décembre 2025, la baisse des prix des légumes frais s’atténue sur un an (-11,6 % après -17,0 % en novembre et -16,9 % en octobre).

Les prix baissent encore très fortement pour les oignons (-24,4 % après -23,9 %) et les poireaux (-15,3 % après -12,1 %). La baisse des prix s’atténue clairement pour les endives (-9,8 % après -37,4 %), plus modérément pour la salade (-14,4 % après -16,2 %), les carottes (-4,7 % après -8,5 %) et les champignons (-2,3 % après -5,1 %).

Les prix des tomates rebondissent légèrement (+1,7 % après -20,8 %). (INSEE)

+ 0,5 %

Les prix des fruits frais rebondissent légèrement sur un an en décembre 2025 (+0,5 % après -3,0 % en novembre et -5,4 % en octobre).

Les prix des clémentines accélèrent fortement (+14,8 % après +6,6 % en novembre), tandis qu’ils ralentissent pour les noix (+2,6 % après +3,0 %) et les kiwis (+1,4 % après +2,7 %).

La baisse des prix s’atténue pour les pommes (-3,5 % après -6,0 %) et s’accroît pour les poires (-3,9 % après -1,5 %).

Le prix des pommes de terre restent en très forte baisse sur un an (-42,6 % après -38,7 % en novembre). (INSEE)

La Bourse

E-FACTURATION

ÊTRE LA BANQUE DES ENTREPRENEURS, c'est aussi vous faire gagner du temps avec une solution simplifiant votre gestion comptable et financière.

Solution de notre partenaire **iPAIDTHAT***

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle.
* SAS IPT TECHNOLOGIE « iPaidThat », société par actions simplifiées au capital social de 2 246,82 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Rennes, sous le numéro 829 997 451, dont le siège social est situé Avenue d'Alphasis - Espace Performance 35760 Saint Grégoire, France. BPALC - SA coopérative à capital variable - 3 rue François de Cures 57000 Metz - 356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. Crédit photo : Gettyimages - Agence ID-Shop



COTATIONS AU 29/01/26

Variation sur la semaine

DONNÉES TRANSMISES PAR LA CAISSE D'ÉPARGNE GRAND EST EUROPE

ACTIONS		
CAC 40	8 066,68	- 1,01%
SBF 120	6 114,14	- 0,94%
Nikkei	53 358,71	- 0,61%
Dow Jones	49 003,41	- 0,15%
Eurostoxx 50	5 933,20	- 0,39%

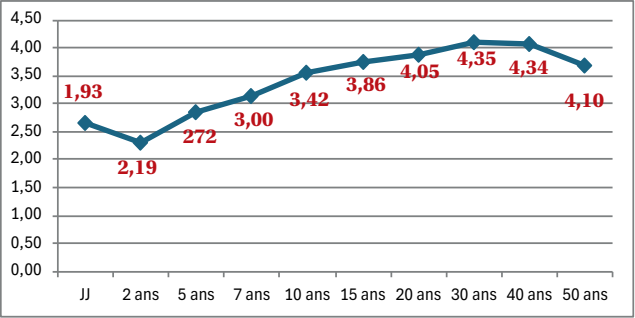
DEVISES (EUROS CONTRE...)		
1 euro = 6,55957 F		
Dollar	1,1964	+ 1,89%
Livre Sterling	0,8660	- 0,39%
Yen	183,38	- 1,11%
Dollar/Yen	153,26	- 2,96%

SWAPS		
Euribor 5 ans	2,502	- 0,070
Euribor 10 ans	2,854	- 0,039

MARCHÉ MONÉTAIRE		
Ester	1,933	+ 0,000
Euribor 1 mois	1,984	+ 0,017
Euribor 3 mois	2,020	- 0,010
Euribor 6 mois	2,146	- 0,003
Euribor 12 mois	2,228	+ 0,012

FRANCE ETAT		
BTAN 2 ans	2,185	- 0,040
BTAN 5 ans	2,719	- 0,083
OAT 7 ans (TEC 10)	2,999	- 0,084
OAT 10 ans	3,417	- 0,087
OAT 30 ans	4,355	- 0,056
OAT 50 ans	4,096	- 0,051

COURBES DES TAUX DE FRANCE



VALEURS RÉGIONALES (VARIATION 2026 %)		
ARCELORMITTAL	46,78	+ 0,20
BNP PARIBAS	90,39	+ 0,12
CARREFOUR	13,92	- 0,02
CRÉDIT AGRICOLE	18,00	+ 0,03
EXEL INDUSTRIES	38,00	- 0,04
L.V.M.H.	542,80	- 0,16
LAURENT-PERRIER	90,60	+ 0,02
MICHELIN	31,00	- 0,03
NEXANS	130,80	+ 0,04
KERING	266,20	- 0,12
HAULOTTE-GROUP	2,18	- 0,02
RALLYE	-	-
REMY COINTREAU	39,18	+ 0,07
RENAULT	31,87	- 0,10
SAINT-GOBAIN	84,78	- 0,03
SANOFI-AVENTIS	77,54	- 0,06
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	71,40	+ 0,04
VALLOUREC	17,90	+ 0,14
VEOLIA	31,41	+ 0,06
VINCI	119,70	- 0,00
Vranken-Pommery	11,45	+ 0,01

EMPRUNTS D'ETAT	JAPON	USA	EURO
JJ	0,54	3,75	1,93
2 ans	1,26	3,57	2,07
5 ans	1,68	3,83	2,43
10 ans	2,25	4,25	2,85
30 ans	3,63	4,88	3,49

Un indicateur prospectif de risque de transition pour le secteur financier français

Le changement climatique constitue à la fois un défi environnemental et un risque pour la stabilité économique et financière. Face à l’accélération du réchauffement planétaire, dont les signes sont désormais tangibles (Organisation météorologique mondiale, 2025), et au regard de l’insuffisance des efforts internationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (Programme des Nations unies pour l’environnement, 2024), le système économique et financier est exposé à un risque climatique accru, tant physique (augmentation en fréquence et en amplitude des catastrophes naturelles) que de transition (nouvelles politiques climatiques, ruptures technologiques ou ajustement des préférences des consommateurs). De tels changements, s’ils ne sont pas anticipés, pourraient entraîner des corrections brutales sur les marchés financiers et une dévalorisation des portefeuilles détenus par les intermédiaires financiers (banques, assurances, fonds d’investissement).

Malgré le consensus scientifique et l’aggravation des effets du dérèglement climatique, l’orientation future des politiques climatiques demeure incertaine. Cette incertitude est alimentée par des signaux politiques divergents : le recul sur le programme de lutte contre le changement climatique de l’administration fédérale des États-Unis, la simplification de certaines réglementations environnementales en Europe afin de préserver la compétitivité des entreprises menant à l’attrition du champ de la divulgation, ou encore les tensions géopolitiques conduisant à prioriser la sécurité énergétique et la défense dans un contexte de forte contrainte budgétaire (Agence internationale de l’énergie, 2022). Pour les investisseurs, ces signaux complexifient l’anticipation du cadre futur, augmentent le coût du capital pour les projets verts, et peuvent freiner les investissements nécessaires à la transition bas-carbone. Ce manque de visibilité accroît le risque d’un ajustement désordonné, susceptible de menacer la stabilité financière.

Il est essentiel pour les intermédiaires financiers (comme pour les autorités de supervision) d’anticiper les effets du risque climatique sur les marchés financiers. Les indicateurs traditionnels, centrés sur l’exposition des portefeuilles aux actifs à forte intensité carbone ou aux secteurs concernés par la politique climatique, ne fournissent pas de quantification monétaire directe du risque de correction pour les portefeuilles financiers. Il est donc nécessaire de développer des indicateurs prospectifs, capables d’estimer les effets de divers scénarios climatiques sur la valeur des actifs financiers.

De tels indicateurs peuvent faciliter une gestion proactive du risque par les acteurs publics et privés.

SOURCE : BANQUE DE FRANCE

La Cour d'appel de Reims inaugure la réunion annuelle de l'évaluation de l'aide aux victimes

Justice. La justice ne se réduit pas au seul jugement des auteurs de méfaits. Elle doit aussi intervenir au secours des victimes. Sur ce thème, présidents et procureurs, greffiers et associations d'aide ont élaboré une feuille de route et ouvert un cycle annuel de rencontres de travail.



De gauche à droite, parmi la quinzaine de participants, Isabelle Mendi, Présidente du Tribunal judiciaire de Reims, Christophe Regnard, Premier Président de la Cour d'appel de Reims, Dominique Laurens, Procureur Général près la Cour d'appel de Reims, François Schneider, Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Reims, Jennifer Picoury, Présidente du Tribunal judiciaire de Charleville-Mézières.

C'est une première, appelée à être pérennisée, la réunion de travail sur l'accueil et la prise en charge des victimes d'infractions pénales, à l'initiative de la Cour d'appel de Reims, répond à une directive ministérielle portée par l'ensemble des juridictions concernées. C'est l'essence de cette initiative : « *L'œuvre de Justice ne serait se réduire au seul jugement des auteurs, elle doit être un secours solide et tangible pour les victimes,*

c'est une exigence démocratique, sociale et républicaines », rappelée par la Procureure Générale, Dominique Laurens, qui a guidé les travaux des chefs de juridiction du ressort : Reims, Charleville-Mézières, Châlons-en-Champagne et Troyes.

Sur la méthode de travail, le Premier Président de la Cour d'appel de Reims, Christophe Regnard a rectifié l'image courante attribuée à la justice : « *Nous traitons certes les auteurs des délits, mais nous*

nous occupons aussi des victimes ». Echanges des bonnes pratiques et projections d'actions correctives par rapport aux difficultés relatées ont ainsi été évoqués pour mieux encadrer le parcours de la victime, accueil, prise en charge, accompagnement durant le procès et après le procès. Au-delà du satisfécit sur le bon travail accompli par les différentes juridictions, aux côtés des associations d'aide aux victimes, la réunion de travail a abordé plu-

sieurs thèmes : l'organisation des audiences, la notification des classements sans suite, l'organisation des bureaux d'aide aux victimes, la contribution citoyenne, alternative à certaines poursuites et la déclinaison des bonnes pratiques.

LA NÉCESSITÉ DE MUTUALISER LES BONNES PRATIQUES

Parmi les témoignages des juridictions et des associations, ces exemples parmi d'autres : la convention entre le Centre Communal d'Action Sociale et le tribunal Châlons-en-Champagne, pour que les femmes victimes entendues dans une procédure puissent bénéficier d'une place de crèche pendant la durée de la comparution, le chien d'assistance judiciaire du tribunal de Troyes, entraîné à l'accompagnement apaisant, notamment des jeunes enfants et des victimes traumatisées, à Troyes également, le retraitement de toutes les mains courantes du commissariat, l'information auprès des victimes rendue plus accessible, par la diffusion de plaquettes avec QR code et coupon-réponse, à Charleville-Mézières, ou encore les coupons-victime à Reims. Sans oublier le grand projet de Reims, devenir site pilote de la conception et la réalisation d'un modèle de nouveaux services d'accueil des justiciables et des victimes.

LA CONTRIBUTION CITOYENNE, UNE ALTERNATIVE AUX POURSUITES

Nouvelle alternative aux poursuites depuis trois ans, la contribution citoyenne, mise à la dis-

position des parquets, permet aux procureurs de demander aux auteurs de méfaits de verser une somme attribuée par la suite aux associations d'aide aux victimes, soit l'équivalent d'une amende profitant directement au fonctionnement de l'aide aux victimes. Les amendes requises, entre 100 et 3 000 euros, sont évaluées en fonction de la nature des faits et du salaire du contribuable fautif.

Au bilan 2024, les tribunaux de Reims, Châlons-en-Champagne, Charleville-Mézières et Troyes ont généré plus de 400 contributions, pour une somme globale de près de 170 000 euros. Dans le détail, le bilan décomposé se présente ainsi : 139 contributions citoyennes enregistrées, pour un total d'environ 40 000 euros à Reims, 131 contributions pour 37 000 euros à Châlons-en-Champagne, 115 contributions 28 000 euros à Troyes, 21 contributions pour 61 000 euros à Charleville-Mézières.

Rappelant l'existence des bureaux d'aide aux victimes au sein de chaque juridiction, ainsi que les permanences victimes des avocats, en matière de conseil, au final de cette réunion, et en termes de prospective, le Premier Président a insisté sur la poursuite d'un état des lieux de quarante années d'aide aux victimes, l'amplification des échanges de bonnes pratiques entre les juridictions et la progression soutenue d'une meilleure reconnaissance des droits des victimes : « *C'est aussi l'image de la justice qui est concernée* ».

GÉRARD DELENCLOS



Retrouvez l'intégralité de votre journal sur

matot-braine.fr

Jeunes et addictions : Comment mieux les protéger ?

Think Tank. La société de l'immédiateté, une actualité anxiogène et les injonctions contradictoires données aux jeunes favorisent l'usage des substances et des comportements addictifs. Le tabac et l'alcool restent cependant les premiers produits consommés par les jeunes et sont responsables de nombreuses pathologies et morts prématurées en France.

Il n'y a pas un jour sans qu'il y ait des informations sur les ravages commis par les substances psychoactives telles que l'alcool, le tabac, le cannabis, la cocaïne et par l'usage des écrans et des réseaux sociaux.

La société de l'immédiateté, une actualité anxiogène et les injonctions contradictoires données aux jeunes favorisent l'usage des substances et des comportements addictifs. Le tabac et l'alcool restent cependant les premiers produits consommés par nos jeunes et sont responsables de nombreuses pathologies et morts prématurées en France.

Ils représentent également un coût sociétal très important. Il est donc nécessaire de protéger nos jeunes des incitations à la consommation de produits psycho-actifs et des risques liés aux comportements addictifs tels que les jeux et les écrans.

Cette prise de conscience n'est pas nouvelle et des actions de prévention et d'information sont effectuées chaque année mais elles sont confrontées à d'importantes pressions des lobbyistes qui ne souhaitent pas voir leurs gains diminuer et ne se soucient en aucun cas de la santé de nos jeunes et de la population en générale.

La première protection mise en place a été la loi Évin qui a montré son efficacité notamment au niveau du tabac par sa dé-normalisation.

Le 10 janvier 1991, la loi Évin relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, établit le principe d'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif, ainsi que dans les lieux collectifs de transport, interdiction de publicité en faveur du tabac et concernant l'alcool, elle limite fortement le droit de faire de la publicité pour les boissons alcoolisées afin de protéger les jeunes des opérations de marketing. Elle renforce l'interdiction de vente d'alcool et tabac au moins de 18 ans.

Mais en 2009, la loi Bachelot autorise la publicité en faveur de

l'alcool sur Internet (à l'exception des sites Internet dédiés aux sports et à ceux ciblant la jeunesse),

Et en 2015, la loi Évin a, une fois de plus, été assouplie à l'issue d'un intense lobbying viticole, les boissons alcoolisées justifiant d'une appellation de qualité, d'origine et de terroir ou d'un héritage culturel, gastronomique ou régional ne sont plus soumises aux restrictions sur la publicité prévue par la loi Évin.

La loi Évin n'encadre pas les contenus publiés sur les réseaux sociaux. Or sur des milliers de contenus faisant la promotion de l'alcool, « *la moitié émanaient d'influenceurs* » (selon Addictions France)

À l'issue d'un accord en commission mixte paritaire, la « *proposition de loi visant à lutter contre les arnaques et les dérives des influenceurs sur les réseaux sociaux* » a été définitivement adoptée le 1^{er} juin 2024 au Parlement. Mais les sénateurs se sont vigoureusement opposés à un amendement proposant d'apposer le message « *L'abus d'alcool est dangereux pour la santé* » sur les contenus des influenceurs, message pourtant visible sur les publicités dans les magazines et les panneaux publicitaires.

Cette loi a donc été détricotée par les lobbies pour leur permettre de continuer leur business sans s'occuper de l'impact sur la santé des jeunes.

Une première mesure pour mieux protéger les jeunes serait donc de revenir à une loi Évin plus stricte notamment pour les réseaux sociaux et les influenceurs.

Des actions nationales de prévention comme le mois sans tabac et le Défi de Janvier (*Dry January*) sont devenus des rendez-vous annuels connus des jeunes adultes qui se sont emparés des outils proposés et des messages.

Mais en ce qui concerne le Défi de Janvier, que les jeunes s'approprient, certains élus parfois poussés par les lobbies de l'alcool et/ou par méconnaissance des mé-
sages d'alcool, s'autorisent un discours particulièrement virulent contre cet outil de prévention et d'information cependant très utile pour permettre aux jeunes de prendre conscience de la place de l'alcool dans leur vie, des conséquences sur leur santé physique et psychique et des bénéfices à diminuer leur consommation.

Il y a une contradiction notoire à voir ces actions de prévention en partie sabotées par les représentants de l'Etat...

On peut se poser la question de l'insuffisance de formation des élus sur la problématique des addictions qui pourtant peut impacter fortement leur ville ou leur région.

Certains maires s'impliquent cependant dans la prévention et inscrivent des objectifs sur les conduites addictives dans leur contrat local de santé (2023- 2028), notamment en ce qui concerne la ville de Reims : renforcer les connaissances des jeunes en matière de conduites addictives, renforcer les connaissances de la communauté éducative sur le CBD, renforcer l'accessibilité aux services des CSAPA pour les étudiants, renforcer l'accessibilité financière des aides au sevrage, aménager des zones sans tabac autour des écoles.

Ces objectifs sont travaillés avec des partenaires agréés, mais cela reste cependant assez confidentiel.

L'implication des maires pourrait être plus importante et plus médiatisée auprès de la population.

Des actions de prévention locales, au plus près des publics concernés, sont portées par des organismes tels qu'Addictions France, les services d'addictologie et de tabacologie hospitaliers et autres structures agréées.

Ces actions permettent d'informer les collégiens et lycéens des risques encourus avec les consommations ou les comportements addictifs et de faire connaître les structures de soins. Mais ces actions, financées en par-

tie par l'agence régionale de santé sur appels à projet pluriannuels, restent précaires. Or, la prévention demande de la continuité, du temps et une bonne connaissance du public visé et de son environnement. Elle doit aussi être effectuée par des personnes expérimentées et formées.

Il faut donc renforcer la prévention en milieu scolaire par des financements plus pérennes pour permettre aux équipes de prévention d'effectuer un travail de long terme.

Les jeunes doivent être informés mais aussi les parents qui ne savent pas toujours quelles positions ils doivent adopter. Eux aussi subissent des informations contradictoires et les pressions des lobbyistes. Les habitudes sociétales et familiales contribuent également à la persistance de fausses idées.

Une information claire et précise doit leur être donnée telle que : pas d'alcool avant 18 ans, pas d'écran avant 3 ans, pas de jeux de grattage et d'argent avant 18 ans, pas d'alcool lors d'une grossesse, par exemple.

Des informations sur les risques du cannabis, des cannabinoïdes de synthèse, de la cocaïne et des addictions comportementales doivent aussi être faites auprès des parents souvent mal informés. Pourquoi de ne pas envisager un bus d'information allant dans les villages et villes destiné à informer les parents et jeunes sur la problématique des addictions ?

L'actualité met aussi en avant le narcotrafic et les conséquences d'insécurité qu'il entraîne. Si la fermeté est nécessaire pour lutter contre les narco-trafiquants, la politique de la culpabilisation et de la répression des consommateurs est à double tranchant avec un risque de voir nos jeunes avoir du mal à en parler et à accéder aux soins par culpabilité ou peur de la sanction.

Il est à noter que la politique de tout répressif depuis des années n'a pas empêché jusqu'à mainte-

nant la progression de la consommation des substances illicites et du narcotrafic.

Où en est-on sur la réflexion de la libéralisation encadrée du cannabis ?

Nous n'en parlons plus actuellement, submergés par les infos concernant les narcotrafiquants et leur répression alors que cette possibilité doit être abordée et débattue maintenant dans notre société en fonction des expériences des autres pays qui ont franchi le pas.

Nous avons donc tous un rôle à jouer en tant que citoyen dans la lutte contre les addictions des jeunes avec avant tout une cohérence de discours et d'exemplarité et ne pas se laisser influencer par les lobbyistes et narcotrafiquants qui savent toujours inventer de nouveaux produits et discours pour attirer les jeunes.

Sur le plan territorial, les élus doivent plus s'impliquer en ayant une bonne connaissance des risques addictifs de leur territoire, avoir une politique de prévention cohérente et sur le long terme en s'aidant des structures de prévention agréées et ils doivent mieux soutenir les campagnes nationales. Ils peuvent également s'engager pour devenir des zones tests d'expériences de prévention innovantes.

Citoyens, parents, élus engageons-nous pour protéger nos jeunes des risques addictifs.

CHRONIQUE RÉALISÉE PAR LE
THINK TANK DROITS DE CITÉ



Fiscal. Selon la doctrine administrative, les indivisions ne peuvent pas bénéficier du régime micro-BIC en raison de leur assimilation à des sociétés de personnes.

Micro-entreprise en indivision

Lorsque qu'une micro-entreprise exploite un bien en indivision entre deux personnes, comment apprécier si les limites de chiffre d'affaires du régime micro-BIC sont ou non dépassées ?

- Dans cette affaire soumise à la Cour de cassation, deux époux étaient copropriétaires en indivision d'un logement qu'ils louaient en meublé dans le cadre d'une micro-entreprise. Dans leurs déclarations de revenus, les époux avaient réparti entre eux le chiffre d'affaires global à raison de 50 % chacun, ce qui devait permettre de respecter chacun les seuils du régime micro-BIC.
- Selon la doctrine administrative, les indivisions ne peuvent pas bénéficier du régime micro-BIC en raison de leur assimilation à des sociétés de personnes. En l'espèce, l'administration avait retenu l'existence d'une société de fait entre les époux. Le Conseil d'État rejette cette analyse. L'apport d'un bien en indivision à une activité ne suffit pas à caractériser l'existence d'une société de fait. Il est nécessaire que chaque indivisaire participe à



la direction et au contrôle de l'affaire ce qui n'était pas établi.

Le fait que chacun des deux époux aient déclaré la moitié du chiffre d'affaires sur leurs déclarations de revenus respectives ne permet pas de diviser les limites par deux.

Conseil d'État 14 novembre 2025 n° 495516

Social. En cas de paiement direct de pension alimentaire, la totalité de la rémunération est saisissable diminuée du RSA pour une personne seule.

Barème des saisies des rémunérations 2026

Barème des saisies 2026 (en euros)					
Tranches du revenu net annuel	Fraction saisissable	Tranche	Saisie par tranche	Montant saisissable	
				Par an	Par mois
Jusqu'à 4 480	1/20	4 480	224,00	224,00	18,67
Au-delà de 4 480 et jusqu'à 8 730	1/10	4 250	425,00	649,00	54,08
Au-delà de 8 730 et jusqu'à 13 000	1/5	4 270	854,00	1 503,00	125,25
Au-delà de 13 000 et jusqu'à 17 230	1/4	4 230	1 057,50	2 560,50	213,38
Au-delà de 17 230 et jusqu'à 21 470	1/3	4 240	1 413,33	3 973,83	331,15
Au-delà de 21 470 et jusqu'à 25 810	2/3	4 340	2 893,33	6 867,17	572,26
Au-delà de 25 810	totalité			6 867,17 + fraction > 25 810	572,26 + fraction > 2 150,83

- La saisie des rémunérations permet à un créancier d'obtenir directement de l'employeur qu'il retienne la rémunération du salarié en vue d'un reversement mensuel.
- Une fraction de la rémunération est absolument insaisissable. Elle est égale au revenu dont disposerait le salarié s'il ne percevait que le revenu de solidarité active (RSA), soit 646,52 euros par mois

- pour une personne seule jusqu'au 31 mars 2026.
- La fraction saisissable au profit de tout créancier se calcule selon un barème appliqué à chaque tranche de rémunération nette (déduction faite des cotisations sociales et du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu). Chaque tranche est majorée de 1 740 euros par personne à charge.
 - En cas de paiement direct de pension alimentaire, la totalité de la rémunération est saisissable diminuée du RSA pour une personne seule.
 - La saisie peut aussi concerner les pensions de retraite, allocations de chômage, indemnités journalières de maladie et de maternité.

Comptes courants d'associés

Taux des intérêts déductibles pour 2025



Pour les exercices calqués sur l'année civile 2025, la rémunération des comptes courants d'associés est fiscalement plafonnée à 4,55 % (contre 5,75 % en 2024, 5,57 % en 2023 et 2,25 % en 2022).

Ce taux correspond aux moyennes des taux trimestriels de 2025 :

1 ^{er} trimestre	4,92 %
2 ^e trimestre	4,60 %
3 ^e trimestre	4,36 %
4 ^e trimestre	4,30 %

- La fraction des intérêts versés au-delà du taux maximum ne sont pas déductibles du résultat fiscal de la société. Pour les associés, les intérêts qui leur sont versés constituent des revenus de capitaux mobiliers, qu'ils soient ou non déductibles.
 - À l'impôt sur le revenu, les intérêts sont soumis au prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 30 % (12,80 % + 17,20 % de prélèvements sociaux).
- Les contribuables peuvent cependant opter pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu, option qui doit porter sur l'ensemble de leurs revenus soumis au PFU. En ce cas, ils bénéficient de la déduction de 6,8 points de CSG.

- Si la société versante relève de l'impôt sur les sociétés, les intérêts non déductibles sont imposés au nom de l'associé comme des dividendes. Dans les sociétés à l'impôt sur le revenu, les intérêts non déductibles sont imposés comme des revenus professionnels.
- Rappelons que le taux de la CSG est porté à 10,6 % à compter de 2026. Le taux du PFU passe ainsi à 31,4 % (soit une augmentation de 4,66 % de l'imposition). Le taux de CSG déductible est inchangé à 6,8 %

En bref

Retrouvez l'intégralité de votre journal sur

matot-braine.fr

Opinions

Par Le MEDEF

Simplification : un report qui pénalise les entreprises et l'économie

Paris, le 27 janvier 2026

Le MEDEF déplore le nouveau report du projet de loi de simplification, attendu depuis longtemps par les entreprises comme par les Français. Entre avril 2024 et janvier 2026, le projet de loi de simplification de la vie économique a traversé quatre gouvernements successifs, étirant son calendrier parlementaire sur 21 mois et vidant progressivement le texte de ses dispositions les plus ambitieuses.

Les contraintes politiques et parlementaires actuelles ont conduit au report de l'examen de ce texte. Pour autant, ce renvoi, sans calendrier précis, envoie un signal négatif aux chefs d'entreprise, en particulier aux PME, à un moment où la clarté et la rapidité des décisions sont indispensables.

Depuis plus d'une décennie, les gouvernements successifs annoncent des « chocs de simplification » sans réellement parvenir à enrayer l'inflation normative. Plus de 360 000 articles législatifs et réglementaires sont

aujourd'hui en vigueur, et les codes n'ont cessé de grossir à un rythme sans précédent. En dix ans, le code de la consommation a gonflé de 53 %, celui de l'environnement, de 43 %, celui de la santé publique, de 41 %, celui du commerce, de 38 %, celui du travail, de 31 %.

La simplification n'est ni accessoire ni

" L'accumulation de normes, la complexité administrative et l'instabilité réglementaire freinent l'investissement, pénalisent l'activité et pèsent sur l'emploi. "

idéologique. L'accumulation de normes, la complexité administrative et l'instabilité réglementaire freinent l'investissement, pénalisent l'activité et pèsent sur l'emploi. Cette situation est devenue un handicap pour les entreprises et largement incomprise par les citoyens.

La France ne manque pas de règles, elle

souffre d'un excès de complexité. Dans un contexte de finances publiques dégradées, différer encore la simplification revient à se priver d'un levier immédiat de croissance, de productivité et d'économies pour l'action publique.

Bien que perfectible et bien moins ambitieux que ce qui était attendu par les chefs d'entreprise, le projet de loi initial comportait des avancées très attendues, notamment pour faciliter et sécuriser l'implantation de grands projets, simplifier l'accès à la commande publique ou encore instaurer un test entreprises pour mesurer, en amont, l'effet de la norme sur les acteurs économiques.

Le MEDEF appelle donc à réinscrire le texte à l'ordre du jour du Parlement. C'est un premier pas indispensable pour redonner confiance aux entrepreneurs. Ensuite, il faudra aller beaucoup plus loin.

Procéder à un choc de simplification est une urgence nationale et européenne.



Fin des tabous, fin des mensonges ?

De plus en plus, les Français réclament du parler vrai, de la compréhension et de la franchise à leurs dirigeants. Simple en apparence, l'exercice est délicat. Un exemple avec le poids de la dette du pays : alors qu'il est acquis qu'elle est un frein voire un danger pour notre souveraineté, annoncer des mesures trop radicales pour la résorber effraie. Idem pour les retraites. Tandis que la démographie et tous les calculs possibles annoncent un âge d'or révolu, tenter de mettre en place les vraies réformes n'est rien moins qu'un suicide politique, comme l'a prouvée la récente séquence parlementaire, qui a vu l'opportunisme électoraliste l'emporter sur la raison pour suspendre la réforme de 2023 et ajouter une pierre de plus dans le sac à dos des moins de 50 ans. Dans un tel contexte, la voix de Nicolas Dufourcq, résonne étrangement. Dans son dernier ouvrage intitulé "La dette sociale de la France", le directeur de Bpifrance n'y va pas par quatre chemins pour tenter d'ouvrir les yeux des Français. Il explique ainsi que, sur les 3 500 milliards d'euros de dette publique de la France, 2 000 milliards proviennent de dépenses sociales et que 10% des dépenses sociales du pays sont aujourd'hui financées par la dette. Une aberration absolue qui devrait même être interdite par la Constitution tant elle exprime une dérive sociale et budgétaire inconsidérée pour un pays comme la France, dont se rendent coupables conjointement gouvernements et oppositions successifs, les uns par leur inaction, les autres par leurs blocages. Parce que la question sociale est devenue absolument taboue dans l'Hexagone depuis des décennies, elle ne peut être abordée sans objectivité ni sérénité. Il serait temps que ça change, non ?

BENJAMIN BUSSION

humour

Cette page est une tribune ouverte à nos lecteurs. Pour livrer votre contribution aux débats économiques régionaux, prenez contact avec la rédaction des Petites Affiches Matot Braine : 03 26 08 38 31 / 32 ou redaction.pamb@legalnet.org

le regard de Faro.



Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur **matot-braine.fr**

Une expérience digitale accrue avec votre journal

- ✓ Informations économiques et juridiques
- ✓ Contenu web exclusif
- ✓ Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles



Matot Braine

PETITES ■ AFFICHES
Réseau Légalnet

**Votre solution 100% digitale
pour gérer vos annonces légales !**



**UN DOUBLE
MODE DE SAISIE**

Rédaction en saisie libre
ou à l'aide de nos formulaires
de saisie certifiés



**UN COMPTE
PROFESSIONNEL
PERSONNALISÉ**

Pour suivre vos annonces en
cours, consulter vos précédentes
commandes et programmer les
futures



**UNE COUVERTURE
NATIONALE**

Publication
sur l'ensemble du
territoire français

**Une plateforme
en ligne dédiée
à la gestion de
vos annonces
légales !**



**DES SOLUTIONS
IMMÉDIATES**

Devis, attestation de parution
et facture instantanés,
7j/7 et 24h/24

**DES OPTIONS DE
PAIEMENT
DE VOTRE CHOIX**

Virement,
paiement en ligne sécurisé
et suivi des paiements de vos
clients en temps réel



**UN SUIVI
PERSONNALISÉ**

Une équipe locale
professionnelle à votre écoute de
9h à 17h avec accompagnement
personnalisé dans vos locaux

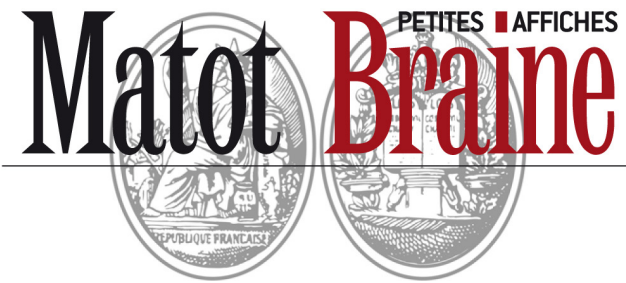


à votre service depuis 1892 !

Retrouvez-nous sur matot-braine.fr

Renseignez au **06 46 81 71 49**

relationclient.pamb@legalnet.org



INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Le site www.matot-braine.fr des Petites Affiches Matot Braine est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements des Ardennes, de l'Aisne, de l'Aube et de la Marne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.

Seules les annonces présentes sur notre site www.matot-braine.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte>

L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

Offre de reprise



Administrateurs Judiciaires
inscrits sur la Liste Nationale

SELAS VERMUE
Maître Stéphane VERMUE
Administrateur Judiciaire

RECHERCHE PARTENAIRES / REPRENEURS

LA BOULANGERIE ET LA PATISserie
Implantation : MARNE (51)
Chiffre d'affaires au 31/08/2025 : 261 K€ HT
Personnel : 1 (CDI)

COMMENTAIRES :
Cette société exploite une activité de boulangerie et de pâtisserie.
Date du Redressement Judiciaire : 27 mai 2025
La date limite de dépôt des offres de reprise est fixée au :
23 février 2026 à 16 heures
Tout dossier de présentation sera remis
sur la base d'une lettre de confort émanant du candidat,
justifiant de sa qualité et de sa capacité à présenter une éventuelle offre.
CONTACT : Maître Stéphane VERMUE,
35 rue Victor Basch - 02100 SAINT-QUENTIN
Tél : 03.23.05.64.44 - Email : ajsv@reajir.fr

M2601126



L'HEBDOMADAIRE REGIONAL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET JURIDIQUE - GROUPE FORUMECO

Journal hebdomadaire régional

PETITES AFFICHES MATOT BRAINE

E.U.R.L. au capital de 100.000 € - R.C.S. 395 356 777

Société du groupe ForumEco

Siège social : 46 boulevard Lundy - 51100 REIMS

Tél. : 03.26.40.21.31 - Télécopie : 03.26.40.21.99

Site internet : www.matot-braine.fr

Bureaux ouverts :

- Du lundi au mercredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 30

- Jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 18 h

- Et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 16 h 30

Principal associé : Générale de Participations

Gérant et directeur de la publication : François HENRION

Rédacteur en chef : Benjamin BUSSON

Presse payante

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 € - Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres

Polignon Pla de L'Estanty s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)

Dépôt légal à parution - ISSN 0249-6755

N° CPPAP : 1025 I 87408

Adjudications



DENIS VAUCHELIN ASSOCIES
AARPI d'Avocats Inter barreaux REIMS & CHALONS EN CHAMPAGNE

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

LE MARDI 3 MARS 2026 A 10 HEURES

Par devant le Juge de l'Exécution du tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE, Quai Eugène Perrier, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérissseur de l'immeuble suivant :

Commune de SERMAIZE LES BAINS (51100)

Une maison d'habitation sise 101 rue de Vitry, mitoyenne d'un côté, comprenant garage, atelier, entrée, WC, cuisine, salle à manger-salon avec terrasse, de trois chambres et une salle de douche.
Cadastrée n° AM 427 et AM 457.

SUR LA MISE A PRIX DE 65.000 €EUROS

L'adjudication aura lieu aux conditions du cahier des conditions de vente déposé au greffe du juge de l'exécution près le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE où les amateurs peuvent en prendre connaissance, ainsi qu'au cabinet du Cabinet DENIS VAUCHELIN ASSOCIES ayant son siège 22 rue de l'Isle - 51100 REIMS et 4-6 rue du Lycée - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE.

Les enchérissseurs doivent être représentés par un Avocat inscrit au Barreau de CHALONS EN CHAMPAGNE, auquel ils devront remettre préalablement une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque à l'ordre de la CARPA, d'un montant de 6.500 €.

Visites : sur appel de la SCP LARCHER, commissaire de justice - 03.26.74.14.97.

Renseignements s'adresser à :

1. DENIS VAUCHELIN ASSOCIES, Avocats - 03.52.83.01.27 - jbd@avocatline.fr ;
2. Greffe du TJ de CHALONS EN CHAMPAGNE.

M2600938

SCP COLOMES MATHIEU ZANCHI THIBAUT
38 rue Jaillant Deschainets - BP 721 - 10004 TROYES

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Il sera procédé à la mise en vente aux enchères publiques, en un seul lot, des immeubles suivants :

Communes de GYE-SUR-SEINE (10250), 15 rue de la Gare

Une maison à usage d'habitation principale comprenant :

- Au rez-de-chaussée : salon/séjour, cuisine ouverte ;
- Au premier étage : deux chambres, WC, salle de bains ;
- Au deuxième étage : trois chambres mansardées, une salle de bains.

Garage.

Le tout est cadastré comme suit :

- Section C n°117, pour 01a 21ca ;

- Section C n°118, pour 85ca ;

- Section C n°884, pour 01a 25ca.

Soit une contenance totale de 03a 31ca.

Ainsi, au surplus, que lesdits biens s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toute leurs aisances et dépendances, sans exception ni réserve.

Le bien vendu est occupé.

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE TROYES, Salle Jean SIMON (Accès par l'impasse Jean SIMON),
85 rue du Général de Gaulle - 10000 TROYES

Le mardi 10 février 2026 à 10 heures 30

MISE A PRIX : QUINZE MILLE EUROS (15.000,00 €)

(Consignation par chèque de banque ou caution bancaire irrévocable de 3.000,00 €)

Frais, droits et charges en sus.

Les enchères ne pourront être portées que par ministère d'avocat inscrit au barreau de TROYES.

Les frais seront supportés par l'adjudicataire en sus du prix d'adjudication.

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de TROYES ainsi qu'au Cabinet de la SCP COLOMES MATHIEU ZANCHI THIBAUT, 38 rue Jaillant Deschainets - 10004 TROYES.
Date et heure de la visite : LE JEUDI 22 JANVIER 2026 DE 10 HEURES A 11 HEURES.

Pour tous renseignements concernant cette vente, s'adresser :

- Au Secrétariat Greffe du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de TROYES ;
- Au Cabinet de la SCP COLOMES MATHIEU ZANCHI THIBAUT.

Pour avis : Maître Charlotte THIBAUT, Avocat.

M2601247

Tous les appels d'offres de votre département sur matot-braine.fr

Avis d'attribution



ESPACE HABITAT

Avis d'attribution de marchés de travaux

Suite à consultation en date du 07 novembre 2025

Rénovation de 20 pavillons, « Cités Remeillimont »,
n° 3-5-7 et 9 / n° 12-14-16 et 18 / n° 19-21-23 et 25 / n° 35 rue de Remeillimont /
n° 70-72 et 74 rue Général de Gaulle - 08700 NOUZONVILLE

MAÎTRE D'OUVRAGE : ESPACE HABITAT, 7 avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES
CEDEX.

ATTRIBUTION DES TRAVAUX :
Entreprises - Lots - Prestations - Montant travaux HT
ZUCCARI - 01 - Serrurerie - 127.500,00 ;
COPHIGNON - 02 - Chauffage / VMC / Gaz - 61.023,04 ;
LES ARTISANS DU BOIS - 03 - Menuiseries extérieures / Fermetures - 206.259,80 ;
APE - 04 - ITE - 437.408,00 ;
DUTERQUE MAUPETIT - 05 - Couverture / Zinguerie - 188.820,00.
M2601069

Procédures adaptées



ARCAVI

Avis d'appel public à la concurrence

MAÎTRE D'OUVRAGE : ARCAVI.
OBJET DU MARCHÉ : Réalisation du terrassement des casiers 25 et 26 / Etanchéité casiers 25 et 26 / Fourniture de drainant casiers 25 et 26 ISDND d'ETEIGNIÈRES.
LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS : Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux à ETEIGNIÈRES (08260).

MODE DE PASSATION : Procédure adaptée.

Le marché est décomposé en 3 lots :

DÉSIGNATION DES LOTS

Lot 1 -Terrassements - Mise en œuvre d'argile casiers 25 et 26 / Mise en place drainant et drains ;

Lot 2 -Etanchéité casiers 25 et 26 ;

Lot 3- Fourniture de drainant casiers 25 et 26.

DESCRIPTION DU MARCHÉ :

- Le terrassement des alvéoles 25 et 26 et la réalisation des tranchées de drainage ;

- Mise en place drainant et drains ;

- Traitement des argiles in situ ;

- La mise en œuvre du fond de forme en argile ;

- La réalisation de l'étanchéité des casiers 25 et 26 ;

- La fourniture de drainant.

Les critères hiérarchisés du choix des offres sont énoncés dans le règlement de la consultation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES : Le DCE est téléchargeable gratuitement sur la plate-forme de téléchargement «Synapse» sous la rubrique «accès consultation».

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats peuvent poser leurs questions sur la plate-forme synapse (Guide Forum Questions-Réponses) jusqu'au 13 février 2026 inclus.

Réception des offres et agréments pour le vendredi 27 février 2026 à 12h00.

La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière.

DATE D'ENVOI DE L'AVIS DE CONSULTATION À LA PUBLICATION CHARGÉ DE L'INSERTION : 27 janvier 2026.
M2601205

Retrouvez
l'intégralité de votre journal sur
matot-braine.fr

Actualités économiques, annonces légales,
ventes aux enchères...



NEWSLETTER

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

pour ne rien manquer de l'actualité
économique et juridique régionale



matot-braine.fr



ESPACE HABITAT

Avis de consultation pour un projet de construction

1 - MAÎTRE D'OUVRAGE : ESPACE HABITAT 7, Avenue du Maréchal Leclerc - 08013 CHARLEVILLE MEZIERES
CEDEX.

2 - MODE DE PASSATION : Procédure adaptée - Consultation ouverte.

3 - OBJET DU MARCHÉ : RETHEL - Rue Louis HACHETTE - Construction d'un béguinage de 20 logements locatifs

4 - NATURE DES LOTS :

Lot n°01 : Gros Œuvre

Lot n°02 : Charpente Bois

Lot n°03 : Couverture tuiles

Lot n°04 : Etanchéité

Lot n°05 : Ravalements de façades

Lot n°06 : Menuiseries Extérieures PVC

Lot n°07 : Métallerie / Serrurerie

Lot n°08 : Doublages - Cloisons - Faux-Plafonds - Menuiseries Intérieures - Option n°1 : Enduit d'étanchéité à l'air

Lot n°09 : Carrelage - Faïence - Sols souples

Lot n°10 : Peintures

Lot n°11 : Electricité Courant fort - Courant faible

Lot n°12 : Plomberie - Chauffage - VMC

Lot n°31 : Aménagements extérieurs

5 - Délais d'exécution : Le délai global tous corps d'état (compris congés payés et intempéries) est fixé à : 18 mois.

6 - Modalités d'obtention du dossier : Les dossiers seront à télécharger gratuitement sur le site www.espacehabitat.fr

rubrique ESPACE HABITAT / MARCHES PUBLICS

Il est recommandé aux candidats de ne pas télécharger le dossier de façon anonyme.

7 - Date limite de réception des offres : Les offres devront parvenir au plus tard le lundi 2 mars 2026 à 11h30.

8 - Le Règlement de Consultation (R.C.), joint au dossier de consultation, fixera les conditions de présentation des propositions de prix et des justifications à produire obligatoirement avec l'offre

9 - Critères d'attribution : Prix à 60% et valeur technique à 40% suivant critères détaillés dans le règlement de consultation.

10 - Délai de validité des offres : voir le R.C


11 - Renseignements complémentaires :

Auprès du Maître d'œuvre : HAIKU Architecture 2, Impasse des comptoirs français 51100 REIMS. Tél. : 03.26.88.27.27 -
Mail : contact@haiku.archi

12 - Date d'envoi de l'Avis de Publication : 22 janvier 2026.
M2601047

Tous les appels d'offres de votre département sur matot-braine.fr

Appel d'offres



MON LOGIS - GROUPE ACTION LOGEMENT

MOE

TROYES (10000), 8 avenue Pierre Brossolette

Déconstruction et construction d'un immeuble collectif de 5 logements

Phase candidature

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1. NOM ET ADRESSES

Numéro national d'identification : 56288129200022

MON LOGIS - GROUPE ACTION LOGEMENT, 44 avenue Gallieni - 10300 SAINTE SAVINE.

Courriel : achevallier@mon-logis.fr.

Code NUTS : FR212

Adresse(s) internet :

- Adresse principale : <http://www.marches-securises.fr> ;

- Adresse du profil acheteur : <http://www.marches-securises.fr>.

I.2. PROCÉDURE CONJOINTE :

Le marché fait l'objet d'une procédure conjointe : non

I.3. COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>.

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

Adresse internet : <http://www.marches-securises.fr>.

Les candidatures doivent être envoyées :

Par voie électronique uniquement à l'adresse : <http://www.marches-securises.fr>

I.4. TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Autre type : bailleur social

I.5. ACTIVITÉ PRINCIPALE : Logement et équipements collectifs.

SECTION II : OBJET

II.1. ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1. Intitulé : TROYES (10000), 8 avenue Pierre Brossolette

Déconstruction et construction d'un immeuble collectif de 5 logements

II.1.2. Code CPV principal :

Mots descripteurs : Bâtiment, Maîtrise d'oeuvre, Tous corps d'état.

Descripteur principal : 45210000.

II.1.3. Type de marché : Travaux.

II.1.4. Description succincte : TROYES (10000), 8 avenue Pierre Brossolette

Déconstruction et construction d'un immeuble collectif de 5 logements

II.1.5. Valeur totale estimée :

Valeur hors TVA : 1.150.000 € HT.

II.1.6. Information sur les lots :

Ce marché est divisé en lots : non

II.2. DESCRIPTION

II.2.1. Intitulé :

Lot n° : unique

II.2.2. Code(s) CPV additionnel(s)

Mots descripteurs : Bâtiment, Maîtrise d'oeuvre, Tous corps d'état

Code CPV principal : 45210000

II.2.3. Lieu d'exécution

Code NUTS : FR212

Lieu principal d'exécution : TROYES - 8 AVENUE PIERRE BROSSOLETTE

II.2.4. Description des prestations : Déconstruction et construction d'un immeuble collectif de 5 logements.

II.2.5. Critères d'attribution : Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché.

II.2.6. Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique.

Durée en mois : 24.

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : non.

II.2.9. Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Nombre de candidats envisagé : 3.

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats : Les critères de sélection des candidats sont renseignés dans règlement de la consultation mis à disposition des candidats gratuitement sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur.

II.2.10. Variantes : Les variantes ne seront pas prises en considération.

II.2.11. Information sur les PSE : SANS PSE.

II.2.12. Informations sur les catalogues électroniques.

II.2.13. Information sur les fonds de l'Union européenne.

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non.

II.2.14. Informations complémentaires : Sans objet.

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ECONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE.

III.1. CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1. Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession.

Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

III.1.2. Capacité économique et financière : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

III.1.3. Capacité technique et professionnelle : Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation.

III.1.4. Informations sur les marchés réservés : sans objet.

III.2. CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1. Information relative à la profession : Cf documents de la consultation.

III.2.2. Conditions particulières d'exécution : Cf documents de la consultation.

SECTION IV : PROCEDURE

IV.1. DESCRIPTION

IV.1.1. Type de procédure

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 du code de la commande publique du 1^{er} avril 2019.

IV.1.3. Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

IV.1.4. Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue

IV.1.5. Information sur la négociation

IV.1.6. Enchère électronique :

IV.1.8. Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.2.1. Publication antérieure relative à la présente procédure : sans objet

IV.2.2. Date limite de réception des candidatures ou des demandes de participation : Mercredi 25 février 2026 - 12:00.

IV.2.3. Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés.

IV.2.4. Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : Français.

IV.2.6. Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre : Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES


VI.1. RENOUELEMENT : Il ne s'agit pas d'un marché renouvelable.

VI.2. INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES

VI.3. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES : Les candidats téléchargeront le règlement de la consultation spécifique à la phase candidature sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

VI.5. DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 28/01/2026.

M2601257

www.mon-logis.fr [monlogisimmobilier](#)

Marne

CONSTITUTION

DE SOCIETE



AUDIT COMPTABILITÉ CONSEIL

Expert-comptable

à CHALONS EN CHAMPAGNE

S.C.I « JELL »

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 08/01/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : S.C.I «JELL»

Objet social : Acquisition de tous immeubles et leur exploitation par voie de location, ladite activité ayant exclusivement un caractère civil,Et plus, généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, se rattachant à cet objet de façon à favoriser directement ou indirectement le but poursuivi par la Société, son existence ou son développement et n'altérant pas son caractère civil.

Siège social : 1 rue Thiers, 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de CHALONS -EN-CHAMPAGNE

Gérance : M^{me} MEA Elodie 7 Allée des Vanniers 51150 JALONS

MEA Elodie

M2600463

ESR

CONSTRUCTION

Aux termes d'un ASSP en date du 22/01/2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : ESR CONSTRUCTION

Objet social : réalisation de travaux de maçonnerie, gros œuvre et suivi de chantier

Siège social : 24 rue des Augustins, 51100 REIMS

Capital : 7 500 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Président : M. SARAZIN-CHARPENTIER Etienne 24 rue des Augustins 51100 REIMS

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Chaque action donne droit à une voix.

Clause d'agrément : cession libre dans tous les cas

M2600568

EMO'H Concept

FORME : SASU.

DÉNOMINATION : EMO'H Concept.

SIÈGE : 9 rue Rivart-Prophétie - 51100 REIMS.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.

CAPITAL : Deux cents €uros

(200,00 €).

OBJET : - Enseignement et encadrement d'activité sportive et de loisirs, à destination de tous publics ; - L'organisation et l'animation d'événements sportifs, de conventions et séminaires sur le thème du sport.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre.

AGRÈMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

PRÉSIDENTE : Madame Pauline Emery, demeurant 9 rue Rivart-Prophétie 9 - 51100 REIMS.

M2600770

LE BLOND

Société civile immobilière
au capital de 500 €uros

Siège social :
3 quai de la Villa - 51200 EPERNAY
R.C.S. Reims

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ÉPERNAY du 23 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME SOCIALE : Société civile immobilière.

DÉNOMINATION SOCIALE : LE BLOND.

SIÈGE SOCIAL : 3 quai de la Villa - 51200 EPERNAY.

OBJET SOCIAL : L'acquisition, la construction et la propriété de tous biens immobiliers, à usage d'habitation, professionnel, commercial ou industriel.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL SOCIAL : 500 €, constitué uniquement d'apports en numéraire.

GÉRANCE : Monsieur Unal OZDEMIR, demeurant 3 quai de la Villa - 51200 ÉPERNAY.

CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE PARTS : Dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant, agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.

Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS.

Pour avis : La gérance.

M2601045



AVOCATE

ASSOCIÉE - CONSEIL

ASSISTANT - VICE-PRÉSIDENT

JEP3M

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 21/01/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : JEP3M

Objet social : La Société a pour objet :

- la propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ;
- éventuellement, l'aliénation de ceux de ses immeubles ou droits immobiliers devenus inutiles à la société, notamment au moyen de vente, échange ou apport en société.- l'acquisition, la gestion, la vente de valeurs mobilières, titres de placement, titres de toutes sociétés ou tous groupements et de tous droits portant sur ces valeurs et titres ;

Pour la réalisation de cet objet et pour faciliter celui-ci, la société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations, notamment acquisition, construction, constitution d'hypothèques ou toutes autres sûretés réelles sur les biens sociaux, dès lors que ces actes et opérations ne portent pas atteinte à la nature civile de cet objet.

Siège social : 20 Grande Rue, 51800 ELISE DAUCOURT

Capital : 200 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de CHALONS -EN-CHAMPAGNE

Gérance : M^{me} FETRO Julie 20 Grande Rue 51800 ELISE DAUCOURT

Clause d'agrément : Les parts sont librement cessibles entre associés, conjoints et descendants. La cession des parts sociales, autres qu'à des personnes visées ci-dessus ne peut intervenir qu'avec l'agrément des associés donné dans la forme d'une décision collective extraordinaire.En cas de décès d'un associé, la société n'est pas dissoute mais continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et éventuellement son conjoint survivant, lesquels sont soumis à agrément.

la gérance

M2601060

LES DELICES D'EDHEN

Avis de constitution

Par acte sous signature privée en date du 22 janvier 2026 est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : LES DELICES D'EDHEN.

FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle.

CAPITAL : 10.000 €.

SIEGE : 8, Rue d'Orfeuil - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE.

OBJET : La boulangerie, boulangerie-pâtisserie, pâtisserie salée, préparation ou fabrication de glaces alimentaires artisanales, chocolaterie, confiserie et produits similaires, biscuits, l'activité de traiteur, la vente de sandwiches, salades à emporter, boissons non alcoolisées et généralement toutes activités se rapportant directement ou indirectement à l'objet social. La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières et dans toutes entreprises pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

DUREE : 99 années.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont toutes soumises à l'agrément de la collectivité des associés statuant selon les règles définies à l'article 4.5 «Agrément des cessions» des statuts.

PRESIDENT : M. BRUNEL Jason demeurant 11, Le Tillolet 60350 AUTRÈCHE.

IMMATRICULATION : au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis.

M2601066



société d'avocats

10 rue Gambetta
51100 REIMS

SCI CF SENS

Aux termes d'un ASSP en date du 22/01/2026 à REIMS, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : «SCI CF SENS».

FORME : Société civile immobilière.

SIEGE : REIMS (51100), 6 rue des Tournelles. CAPITAL : 1.000 €. OBJET PRINCIPAL : La propriété, l'acquisition, l'administration et la gestion par bail ou autrement, de biens immobiliers et/ou de parts de sociétés ayant une activité immobilière qui seront apportés au cours de la vie sociale ou acquis par elle. DUREE : 99 années. GERANT : Monsieur François CLEMENT, demeurant à REIMS (51100), 6 rue des Tournelles. CLAUSE RELATIVE AUX CESSIONS DE PARTS : Dispense d'agrément pour les cessions entre associés, toutes les autres cessions (y compris aux conjoints et héritiers) sont soumises à agrément des associés ayant le droit de vote et représentant plus de la moitié des voix. IMMATRICULATION : au RCS de REIMS. Pour insertion, Monsieur François CLEMENT, co-fondateur.

M2601070

SAS

VILLA SAUVAGE

Erratum

Dans l'annonce légale parue le 18/12/2025 dans matot-braine.fr, il fallait lire :

PRÉSIDENT : Monsieur Edmond Marie Gailliot Guillaume de MANDAT de GRANCEY.

Immatriculation au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Au lieu de :

PRÉSIDENT : Monsieur Edmond Marie Gailliot Guillaume de MANDAT de GRANCEY.

Immatriculation au R.C.S. de CHAUMONT.

Pour insertion, le président.

M2601078

- PETITES AFFICHES MATOT BRAINE -

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

**SELARL**
Docteur Ksenija
VUCUROVIC

Aviss est donné de la constitution en date 23/01/2026 d'une société présentant les caractéristiques suivantes : DENOMINATION : «SELARL DOCTEUR KSENIJA VUCUROVIC». FORME : Société d'exercice libéral à responsabilité limitée de médecins. SIEGE : 15 rue Marie-Juliette Baillia -Rolland 51100 REIMS. CAPITAL : 10.000 euros. OBJET : L'exercice seul ou en commun de la profession de médecin, telle qu'elle est définie par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. DUREE : 99 ans. GERANT : Madame Ksenija VUCUROVIC, demeurant à REIMS (51100), 5 rue des 3 Piliers. IMMATRICULATION : Au registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis : Madame Ksenija VUCUROVIC, fondatrice. M2601086

MAINTENANCE
INFORMATIQUE ET
INFRASTRUCTURES
RÉSEAUX**Avis de constitution**

Aux termes d'un ASSP en date du 26/01/2026, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : MAINTENANCE INFORMATIQUE ET INFRASTRUCTURES RÉSEAUX Sigle : MIIR

Objet social : - la maintenance informatique et des infrastructures réseaux ;- le conseil, l'audit, l'ingénierie et l'assistance en systèmes d'information ;- l'infogérance, l'administration, l'exploitation et la supervision de systèmes informatiques et réseaux ;- l'hébergement de services informatiques, de données et d'applications, directement ou indirectement ;- la sécurité informatique, la cybersécurité, la sauvegarde et la continuité d'activité ;- l'installation, la configuration, la maintenance et la vente de matériels informatiques, réseaux et périphériques ;- la conception et vente de pièces.

Siège social : 5 Rue de l'église, 51700 TROISSY
Capital : 2 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS
Gérance : M. HERBLAND Morgan 5 Rue de l'église 51700 TROISSY M2601094

BEECA

Suivant ASSP à TAISSY (51500) du 21/01/2026, constitution de la société « BEECA ». Forme : société civile immobilière. Siège : 3 Rue de la Croisette - 51500 TAISSY. Durée : 99 ans. Capital : 100 € en numéraire. Objet : La construction, l'acquisition, la mise en valeur, la division en lots, la mise en location, la prise en location (notamment via la conclusion de baux commerciaux, baux professionnels, baux d'habitation...), l'administration et l'exploitation, par location ou autrement, la gestion, toutes mutations et notamment la vente de tous immeubles et droits immobiliers ou partie desdits immeubles ou droit immobiliers (lots). Exercice du droit de vote : chaque part donne droit à une voix. Agrément : Toute Cession de parts, y compris entre associés, doit être agréée par ou plusieurs associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) des parts. Gérant (nommé pour une durée indéterminée) : Monsieur Valérien BOURNERIAS, né le 23/07/1979 à MELUN (77), de nationalité française, demeurant 43 Boulevard Paul Doumer - 51100 REIMS. Immatriculation au R.C.S. de REIMS. M2601111

**SARL PYRISECUR****Avis de constitution**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à REIMS (Marne) du 21 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : PYRISECUR
Forme sociale : Société à responsabilité limitée

Siège social : 17 rue des Boutréaux - 51430 TINQUEUX

Objet social : l'exercice d'une activité de «Maintenance et installation d'extincteurs mobiles et portatifs, sécurité incendie et entretien climatisation air-air»

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés,

Capital social : 5.000 €,

Exercice du droit de vote : Le droit de vote attaché aux parts sociales est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Agrément : Les cessions de parts sociales sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

Gérant : Monsieur ANQUETIL Tom, Noa, né le 28 Mars 2005 à Reims (Marne), de nationalité française, demeurant 17 Rue des Boutréaux à TINQUEUX(51430),

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de REIMS.

Pour avis Le Gérant M2601146

**JMLS****Avis de constitution**

Aux termes d'un ASSP en date du 26/01/2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : JMLS

Objet social : L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en faire la réalisation, à condition toutefois, d'en respecter le caractère civil. L'emprunt de tous les fonds nécessaires à ces objets et la mise en place de toutes sûretés réelles ou autres garanties nécessaires. Exceptionnellement l'aliénation des immeubles devenus inutiles à la société au moyen de vente, échange ou apport en société.

Siège social : 6 Chemin du Parc, 51220 POUILLON

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Co-gérance : M. LEBARBIER Jérémy 6 chemin du Parc 51220 POUILLON et M^{me} LEBARBIER Sophie 6 chemin du Parc 51220 POUILLON

Clause d'agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné dans les conditions fixées par les statuts et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant.

Pour avis. M2601211

**SCI NOTAFISMES**

Suivant acte sous seing privé en date à CORMONTREUIL (Marne) le 22 janvier 2026, a été constituée la société civile dénommée «NOTAFISMES», siège social : CORMONTREUIL (51350), 13 Quater rue Paul Gauguin. Capital social : cent Euros (100,00 €), divisé en 100 parts sociales d'un Euro (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100.

Objet social : L'acquisition par voie d'achat ou d'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question, la prise de garanties telles qu'une garantie réelle sur ces mêmes biens et droits immobiliers.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de REIMS.

Gérant : Monsieur Romain Sacha Tigrane SHALGIAN, Notaire associé, demeurant à MONTBRE (51500), 8 rue des Crochets. M2601173

**Cabinet LAURENCY & ASSOCIES**

Expertise comptable - Audit - Conseil - Gestion sociale
2 rue du Colonel Pierre Servagnat
51200 EPERNAY

SALON
BOYER ET FILS

Par acte SSP du 27/01/2026, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination : SALON BOYER ET FILS.

Objet social : L'exploitation de chambres d'hôtes, l'hébergement touristique et toutes activités connexes ; L'exploitation d'un salon de thé, café, ainsi que la vente de boissons y compris des boissons alcoolisées ; La restauration ; Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Siège social : 32 AVENUE Paul Chandon 51200 ÉPERNAY.

Capital : 5.000 €.

Durée : 99 ans.

Gérance : M. ROUSSEAU Kilian, demeurant 8 Allée Lucien Ponsinet 51100 Reims.

Immatriculation au RCS de Reims. M2601242

H.M.N**Avis de constitution**

Aux termes d'un ASSP en date du 28/01/2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : H.M.N

Objet social : Peinture et tout autre activité du bâtiment

Siège social : 99 rue Gambetta, 51100 REIMS

Capital : 5 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Président : M. HAITHAM Ibrahim Mohamed Mahmoud 99 rue Gambetta 51100 REIMS

Admission aux assemblées et droits de votes : être propriétaire au jour de l'assemblée

Clause d'agrément : Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associée unique sont libres M2601253

**MORILLES**
DU VIEUX MOULIN**Avis de constitution**

Aux termes d'un acte authentique reçu le 08/01/2026 par Maître Antoine BOUQUEMONT, Notaire à REIMS (51100) - 5 boulevard Désaubeau, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MORILLES DU VIEUX MOULIN

Objet social : La commercialisation, la vente en gros ou au détail, directe ou par l'intermédiaire de distributeurs ou de casiers alimentaires, de produits maraîchers, de fruits, de champignons ; les cultures maraîchères, fruitières et de champignons ; la production, la récolte, le conditionnement, la transformation et la conservation de fruits, légumes et champignons ; la participation à des marchés, foires et salons. Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

Siège social : 1 rue Hubert, 51490 SAINT HILAIRE LE PETIT

Capital : 5 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Co-gérance : M. AMELOT Jean-Christophe 1 rue Hubert 51490 SAINT HILAIRE LE PETIT et M. AMELOT Quentin 1 rue Hubert 51490 SAINT HILAIRE LE PETIT

Maître Antoine BOUQUEMONT M2601266

**NENNA**

Aux termes d'un ASSP en date du 26/01/2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : NENNA

Objet social : La restauration rapide sous franchise sur place, à livrer ou à emporter, sans vente de boisson alcoolisée

Siège social : Centre Commercial Carrefour Tinqueux, Route Nationale 31, 51430 TINQUEUX

Capital : 5 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de REIMS

Président : M. SOARES Gino La Charmoie 02330 SAINT EUGENE

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective

Clause d'agrément : Les cessions sont libres entre associés L'associé unique.

M2601288

JEREMY TAXI 51

Dénomination sociale : JEREMY TAXI 51

Forme juridique : EURL

Capital : 1000 €

Siège social : 12 impasse Soussillon - 51100 Reims

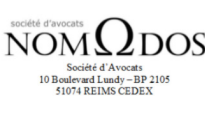
Objet : Taxi

Durée : 99 ans

Gérant : HAN Jérémy

Adresse du gérant : 12 impasse Soussillon - 51100 Reims

RCS : Reims M2601092

**AJLS**

Par acte SSP du 27/01/2026 il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes : DENOMINATION : AJLS.

OBJET SOCIAL : Toute activité de marchand de biens, l'acquisition de tous types de biens immobiliers et notamment de terrains nus ou bâtis en vue de leur revente. La création de lotissements, la viabilisation de terrains et la réalisation de toutes opérations sur les biens immobiliers acquis (travaux, réfection, aménagements, embellissements et mise en valeur, .), pour permettre leur revente dans leur ensemble ou par fraction ou lots ; La propriété, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous immeubles bâtis ou non bâtis, et de tous droits immobiliers dont la société peut devenir propriétaire par voie d'acquisition, de construction, d'échange, d'apport ou autrement ; L'aliénation des immeubles ou droits immobiliers dont est propriétaire la Société, au moyen de vente, d'échange ou d'apport en société.

SIEGE SOCIAL : 6 rue de l'Aurochs - 51370 CHAMPIGNY.

CAPITAL : 1.000 €.

DURÉE : 99 ans.

PRÉSIDENT : «JLS MANALHAN», SAS au capital de 2.299.271 €, 10 rue de la Gravelle - MUIZON (51140), R.C.S. de REIMS 908 375 348.

DIRECTEUR GÉNÉRAL : «NOVÉE», SAS au capital de 1.000 €, 6 rue de l'Aurochs - CHAMPIGNY (51370), R.C.S. de REIMS 999 741 499.

ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux assemblées générales et aux délibérations personnelles ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à 1 voix.

CLAUSES D'AGREMENT : Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres. Transmission des actions en cas de pluralité d'associés : Toute cession ou transmission, volontaire ou forcée, à quelque titre ou sous quelque forme que ce soit, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés disposant du droit de vote et représentant les trois quarts au moins du capital social. Immatriculation au R.C.S. de REIMS. M2601280

THE OFFICE

Société civile immobilière au capital de 1.000 euros

Siège social : 85 rue Coquebert - 51100 REIMS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à REIMS (51) du 28/01/2026, il a été constitué une Société civile immobilière dénommée THE OFFICE présentant les caractéristiques suivantes :

Siège social : 85, rue Coquebert - 51100 REIMS

Objet social : l'acquisition d'un bien immobilier, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement

Durée : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS

Capital social : 1 000 euros constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Théo CADILLON, demeurant 85, rue Coquebert - 51100 REIMS et Monsieur Alexandre CAUDRON, demeurant 53, rue Jean de la Fontaine - 51100 REIMS

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, obtenu à l'unanimité des associés

Immatriculation de la Société au RCS de REIMS.

Pour avis : La Gérance M2601317

**Etude de Maîtres**
Jeremy MARSAN
et Vincent REGNAULD

Notaires Associés
à BLANCS COTEAUX VERTUS
(Marne)
52 rue Jean le Bon

SCI AGATHE**Avis de constitution**

Suivant acte reçu par Maître Jeremy MARSAN, Notaire à BLANCS COTEAUX VERTUS (Marne), 52 rue Jean le Bon, le 28 janvier 2026, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : SCI AGATHE.

Le siège social est fixé à : GIVRY LES LOISY (51130), 18 rue des trois Fontaines.

La société est constituée pour une durée de 99 années.

Le capital social est fixé à la somme de : Deux mille Euros (2.000,00 €).

Les parts sont librement cessibles ou transmissibles entre associés.

Les gérants sont Monsieur Emmanuel GAUGE et Madame Christelle GAUGE née GASPARD, demeurant à GIVRY LES LOISY (51130), 18 rue des trois Fontaines.

La société sera immatriculée au Registre National des Entreprises et au Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : Le Notaire. M2601322

TD

Aux termes d'un ASSP en date du 23/01/2026, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : TD

Objet social : prise de participations dans toutes sociétés, gestion de ses participations et gérance de toutes sociétés ; gestion administrative sous forme de gérance ou non de toutes entreprises ou sociétés ; fourniture de tous services à toutes sociétés et notamment en matière de direction générale, gestion commerciale, sociale, administrative, informatique, comptable et financière ; acquisition, prise à bail, gestion, location et administration de tous biens mobiliers et immobiliers

Siège social : 103 rue Clovis - 51100 REIMS

Capital : 100 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS REIMS

Gérance : M. Thomas DIEVART, demeurant 103 rue Clovis 51100 REIMS.

Le gérant. M2601270



s'occupe
de vos
annonces
dans toute
la France

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne



**OFFICE
HERVO**
NOTAIRE



**SELARL OFFICE
NOTARIAL HERVO**
13 rue du Docteur Calmette
51200 EPERNAY

CHAMPANIA

Avis est donné de la constitution, aux termes d'un acte reçu par Me Jean -Cyril HERVO, notaire à EPERNAY, le 09/01/2026, de la société par actions simplifiée dont les caractéristiques sont énoncées ci-dessous :

DÉNOMINATION : CHAMPANIA.
SIÈGE : EPERNAY (51200), 17 allée de la Côte des Blancs.
DURÉE : 50 ans.
OBJET : La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'activité de transport routier de toutes marchandises, meubles ou mobiliers ;
- L'activité de déménagement de toutes marchandises, meubles ou mobiliers ;
- L'activité de levage par grue ;
- L'activité de manutention de toutes marchandises, meubles ou mobiliers ;
- L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle), la mise à disposition à titre gratuit au profit de l'un des associés, de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

CAPITAL SOCIAL : 100 actions de 10 €.

GÉRANT : Monsieur Sébastien CRAPART, demeurant EPERNAY (51200), 17 allée de la Côte des Blancs.

CESSION DE PARTS : Les cessions d'actions par l'associé unique sont libres.

En cas de pluralité d'associés, seules les cessions entre eux pourront intervenir librement.

La société sera immatriculée au R.C.S. de REIMS.

Pour avis et mention, Me HERVO.
M2601321

**MERLAU REIMS
GOSSET**

Société civile
au capital de 500 Euros
Siège social : 28 rue du Château d'Eau
51110 BAZANCOURT

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date à BAZANCOURT (51) du 22/01/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile.
Dénomination sociale : MERLAU REIMS GOSSET.

Siège social : 28 rue du Château d'Eau - 51110 BAZANCOURT.

Objet social : L'acquisition, l'aménagement, la mise en valeur, la construction, l'administration, la gestion, l'exploitation, la location ou autrement de tous immeubles, bâtis ou non bâtis, et biens immobiliers ; Tout mode d'acquisition et de financement de l'acquisition des immeubles, dès lors qu'il entre dans le cadre de la gestion patrimoniale et civile de l'objet social ; L'aliénation d'un ou des immeubles devenus inutile à la Société, par tous moyens ; La souscription de tous emprunts pour financer l'acquisition des biens immobiliers, ainsi que toutes garanties ; L'acquisition, la souscription, la détention, la gestion et, le cas échéant, la cession, sous quelque

forme que ce soit, de toutes valeurs mobilières et instruments financiers, de tous titres de capital ou de créance, de parts ou actions de toutes sociétés ou entités, françaises ou étrangères, cotées ou non cotées, ayant pour but la gestion de son propre patrimoine mobilier

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au R.C.S.

Capital social : 500 €, constitué uniquement d'apports en numéraire.

Gérance : M. Florian MERLAU et M^{me} Claire ROTHIER, demeurant ensemble 28 rue du Château d'Eau - 51110 BAZANCOURT.

Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas ; agrément des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Immatriculation de la Société au R.C.S. de REIMS.

Pour avis : La Gérance.

M2601304

MODIFICATION
DE STATUTS



FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Epernay
2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

JCD HOLDING

SARL au capital de 1 312 250 Euros
Siège social : 6 rue de Tours-sur-Marne - 51150 BOUZY
RCS Reims 509 382 461

Aux termes d'une décision en date du 12 novembre 2025, l'Associé Unique a nommé en qualité de co-gérante, Madame Maëlle BESCOND épouse DELAVENNE, demeurant : 6 rue de Tours-sur-Marne - 51150 BOUZY, pour une durée illimitée.

Pour avis : La gérance.

M2511780

**EARL
PETRET-FERRE**

EARL au capital de 32 800 euros
Siège social : 18 rue Saint Vincent
- 51530 CHOUILLY
R.C.S. : REIMS 491 113 296

Avis de transformation

En date du 2 janvier 2026, les associés ont décidé de la transformation de la société en SAS (société par actions simplifiée), à compter rétroactivement du 31 décembre 2025, sans création d'un être moral nouveau. Cette transformation entraîne la publication des mentions suivantes :

Forme :
Ancienne mention : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée (EARL)
Nouvelle mention : Société par Actions Simplifiée (SAS)
Dénomination :
Ancienne mention : EARL PETRET-FERRE
Nouvelle mention : PETRET-FERRE Administration :

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 31 décembre 2025, il a été pris acte de la cessation des fonctions de gérante de Madame Catherine PETRET à compter du 31 décembre 2025

Aux termes d'une décision de l'associée unique en date du 2 janvier 2026, il a été pris acte de la nomination de Madame Catherine PETRET aux fonctions de Présidente à compter du 1^{er} janvier 2026

Agrément pour la transmission des actions :

Les actions de la société ne peuvent être cédées y compris entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective.

Aucune modification n'a été apportée à l'objet, à la durée, au siège social et au capital de la société.

L'inscription modificative sera effectuée au Greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

Pour Avis, La Présidence.

M2514348

**EARL
FRANCIS LORiot**

EARL au capital de 7500 €
Siège : 27 rue de Châtillon
51700 VANDIERES
492778675 RCS REIMS

L'AGE du 31/12/2025, a décidé :
- de transformer la société en Société par Actions Simplifiée, sans création d'un être moral nouveau, à compter du 01/01/2026 et a nommé Présidente M^{me} Nadine LORiot, demeurant 27 rue de Châtillon 51700 VANDIERES dont les fonctions de gérante prennent fin au 31/12/2025. Accès aux assemblées et vote : Tout associé peut participer aux assemblées, quel que soit le nombre de ses actions. Chaque action donne droit à une voix. Transmission des actions : Cession à un tiers ou au profit d'un associé soumise à l'agrément préalable des associés.
- et de modifier la dénomination qui devient : FRANCIS LORiot.

Modification du RCS de REIMS
M2600232

LUK 51

Société à responsabilité limitée à associé unique
au capital de 2 000 euros
Siège social : 65 AVENUE JEAN JAURES
51100 REIMS
919 406 090 RCS REIMS

Aux termes d'une décision en date du 08 janvier 2026, la gérance de la Société à responsabilité limitée LUK 51 a décidé de transférer le siège social du 65 AVENUE JEAN JAURES, 51100 REIMS au 58 RUE GUSTAVE LAURENT, 51100 REIMS à compter de ce jour, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis La Gérance

M2600247

**« SOCIETE
FINANCIERE FOY »**

Société à responsabilité limitée
Capital social : 10.000 Euros
Siège social :
1 bis rue du Châtel
51320 SOMMESOUS
RCS de Châlons en Champagne
n° 513 851 170

Modifications multiples

Suivant procès-verbal en date du 26 novembre 2025, l'assemblée générale extraordinaire a agréé à compter du même jour :

- La prorogation de la durée de la société, initialement fixée à 20 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des sociétés, d'une durée de 79 années à compter de ce jour. En conséquence, la société expirera le 26 juillet 2108.
- Le changement de dénomination sociale de la Société, initialement dénommée «SOCIETE FINANCIERE FOY», pour la dénommer «DU CHAMP LA PIERRE».
- La transformation de la Société en Groupement Foncier Agricole, sans que cela entraîne la création d'un être moral nouveau. Cette modification entraîne la publication des mentions suivantes : Ancienne mention : Société à Responsabilité Limitée ; Nouvelle mention : Groupement Foncier Agricole.
- La modification de l'objet social pour exercer à compter du même jour les activités suivantes : La propriété et l'administration de tous les immeubles et droits immobiliers à destination agricole composant son patrimoine ; Et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil du groupement et ne soient pas inconciliables avec la législation régissant le présent groupement foncier agr Conformément aux dispositions de l'article L 322-16 du Code rural et de la pêche maritime qui renvoie aux articles 793 (1-4°) et 793 bis du Code général des impôts, le groupement foncier agricole s'interdit de procéder à l'exploitation en faire-valoir direct des biens constituant son patrimoine : ceux-ci doivent être donnés à bail à long terme dans les conditions prévues aux articles L 416-1 et suivants du Code rural et de la pêche maritime.

Pour avis, La gérance.

M2600451

**SOCIETE CIVILE
D'EXPLOITATION
VITICOLE
CHAMPAGNE
MARCEL
MOINEAUX**

Société civile d'exploitation viticole en cours de transformation en société civile d'exploitation agricole
Au capital de 45 734,70 euros
Siège social : 6 Rue du Château
51530 CHOUILLY
RCS REIMS 322 883 117

Suivant délibération en date du 15 janvier 2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant aux conditions prévues par la loi et les statuts, a décidé la transformation de la Société en société civile d'exploitation agricole à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

Le siège social de la Société, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangés.

Le capital reste fixé à la somme de 45 734,70 euros, divisé en 3 000 parts sociales de 15,24 euros chacune.

Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :

Dénomination :
Ancienne mention : SOCIETE CIVILE D'EXPLOITATION VITICOLE CHAMPAGNE MARCEL MOINEAUX
Nouvelle mention : CHAMPAGNE MARCEL MOINEAUX
Objet :
Ancienne mention : MISE EN VALEUR D'UNE EXPLOITATION VITICOLE A CHOUILLY ET TERRITOIRES VOISINS AINSI QUE L'EXPLOITATION DE TOUS BIENS RURAUX QUI POURRONT ETRE PRIS EN LOCATION OU ACQUIS PAR LA SOCIETE.

Nouvelle mention : La Société a pour objet la mise en valeur d'une exploitation viticole et agricole ainsi que l'exploitation de tous biens ruraux (viticole comme agricole) qui pourront être pris en location ou acquis par la Société.

Plus généralement, la société a pour objet l'exercice d'une activité réputée agricole.

A titre d'activités accessoire de nature commerciale et présentant un lien avec l'activité agricole, la société exercera également, en vertu de l'article L. 320-1 du Code rural et de la pêche maritime, une activité de prestation de service agricole et viticole.

Durée : Décision de proroger de 99 années la durée de la Société soit jusqu'au 28 octobre 2130, et de modifier en conséquence 5 des statuts

Modification sera faite au greffe du Tribunal de Commerce de REIMS.

Pour avis La Gérance

M2600648



FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Epernay
2 rue Léger Bertin - BP 15
51201 EPERNAY CEDEX
Tél. : 03.26.54.14.44

**DELAVENNE
PÈRE ET FILS**

SCEV au capital de 254 999,99 Euros
Siège social : 6 rue de Tours - 51150 BOUZY
RCS Reims 381 842 673

Avis de modification

La collectivité des associés de la SCEV «DELAVENNE PÈRE ET FILS» réunis en assemblée générale extraordinaire le 12 novembre 2025, a décidé de nommer en qualité de co-gérante pour une durée illimitée à compter de ce jour : M^{me} Maëlle BESCOND épouse DELAVENNE, demeurant : 6 rue de Tours sur Marne - 51150 BOUZY.

Pour avis : La gérance

M2511771

JFT

Société A Responsabilité Limitée au capital de 9.000 Euros
Siège social : 14, rue Principale
51150 JUVIGNY
RCS CHALONS-EN-CHAMPAGNE
817 463 458

Transfert siège social

Aux termes de décisions en date du 2 janvier 2026, l'Associé unique a décidé de transférer à compter de ce jour le siège social de JUVIGNY (51150), 14, rue Principale, à CHALONS-ENCHAMPAGNE (51000), 1, rue Saint-Joseph.

L'article 4 «SIEGE SOCIAL» des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de CHALONS-ENCHAMPAGNE.

Pour avis : La gérance.

M2600827

EREM CONSEILS

SASU au capital de 100 €
Siège social : 2 rue de la grève
51220 HERMONVILLE
RCS de REIMS n°827 703 661

Transfert de siège

En date du 02/01/2026, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 8 rue de l'Orée du Bois, 51140 PROUILLY à compter du 01/01/2026.

Mention : RCS de REIMS
M2600904



LAURENCY & ASSOCIÉS
Cabinet LAURENCY & ASSOCIES
Expertise comptable - Audit - Conseil - Gestion sociale
2 rue du Colonel Pierre Servagnat
51200 EPERNAY

LE TASTING

SAS au capital de 5.000 Euros
Siège social :
5 place Urbain II
51700 CHÂTILLON SUR MARNE
952 435 642 R.C.S. de Reims

Aux termes de l'AGE en date du 22/01/2026, les associés ont nommé Président M. Ludovic DAVID, demeurant 63 rue de Tincourt - 51480 CŒUR DE LA VALLÉE, en remplacement de M^{me} Chloé LANDAT, et ont pris acte de la démission de M^{me} Edwige PHILIPPE de ses fonctions de directrice générale.

Mention au R.C.S. de REIMS.
M2601057



Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

AIRCOOLED & CO

Société à responsabilité limitée au capital de 8.000 Euros
Siège social :
17 Allée de la Côte des Blancs
51200 EPERNAY
908 703 598 RCS Reims

Démission d'un co-gérant

Aux termes des décisions en date du 13/01/2026, l'Associé unique a pris acte de la démission de Monsieur Tony DECHELLE de ses fonctions de gérant à effet rétroactif du 05/05/2025 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis.

M2601064



Groupe Prieur
Experts-Comptables - Commissaires aux Comptes

MUAZKI

Société à responsabilité limitée au capital de 999 Euros
Siège social :
38 PLACE DE LA REPUBLIQUE
51120 SEZANNE
940 510 175 RCS Reims

Aux termes d'une délibération en date du 23/01/2026, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérant Azat ARAC, demeurant 1 Place des droits de l'homme 51120 SEZANNE, pour une durée illimitée.

Pour avis : La gérance.

M2601065

SARL « MACHET »

Société à responsabilité limitée au capital de 947.000 Euros
Siège social :
1 rue du Général de Gaulle
51400 LIVRY-LOUVERCY
RCS Châlons en Champagne
315 998 146

Suivant décision de l'assemblée générale en date du 15/12/2025 : La SAS «AUDIMIS GRAND EST», dont le siège social est situé Allée Jean-Marie Amelin - Bâtiment C - 51370 CHAMPIGNY et immatriculée au RCS de REIMS (51) sous le numéro 399 719 137 a été nommée en qualité de Commissaire aux Comptes titulaire pour une nouvelle période de six (6) exercices, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2031 en remplacement de la SAS «Cabinet BERNARD et Associés», Commissaire aux comptes titulaire, dont le mandat est arrivé à expiration au 30 juin 2025.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE.

Pour avis : Le représentant légal.
M2601082

**EARL « DECLOUX
PELOUARD »**

Capital social : 125 000 euros
Siège social : 18 Grande rue
51240 NUISEMENT SUR COOLE
R.C.S. Châlons En Champagne 429 484 785

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2025, les associés ont décidé du retrait de la gérance de Madame Monique DECLOUX née FOLIDE à compter du 31 décembre 2025.

Pour avis : La gérance.

M2601097



**Persee
MATTHIEU CIUTTI**
Avocat au barreau de Reims
2 Rue du commerce 51000 Reims
06 45 17 99 65
mccabinetpersee.com

En collaboration avec PLUME
Formalités Juridiques/priscilla@plume.legal

ORIGINE

SARL au capital de 1.000 Euros
Siège social : 213 avenue de Laon
51100 REIMS
929697548 R.C.S. Reims

Le 16.01.2026, l'associé unique a décidé de d'étendre l'objet social aux activités d'Intermédiation et mise en relation de clients en vue de l'achat, vente ou location de biens immobiliers, dans le respect de la réglementation applicable; conception, organisation et dispensation de formations sous toutes formes, notamment en ligne et en présentiel, dans tous domaines d'activité ayant trait à l'objet social.

Modification au R.C.S. de Reims.
M2601100

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne



Formalités Juridiques
priscilla@plume.legal

CABINET INFIRMIER EUROPE

SCM au capital de 160 Euros
Siège social : 25 rue Verrier
51100 REIMS
799 717 608 R.C.S. Reims

Le 22.11.2026, l'AGE a nommé co-gérante M^{me} Chloé VIGIER, demeurant 7 rue de la Maladrerie - 51420 WITRY -LES-REIMS, et a consté la démission de M^{me} Virginie CLEAU de ses fonctions de co-gérante.
Modification au R.C.S. de Reims.
M2601101

TERCOM

SARL au capital de 7.500 Euros
Siège social :
9 bis rue Jacquart - 51100 REIMS
RCS Reims 481 441 368

Changement de dénomination sociale

Par décision de l'associé unique en date du 23/01/2026, il a été décidé de modifier la dénomination sociale de la société à compter du 1^{er} mars 2026.
ANCIENNE DÉNOMINATION SOCIALE : TERCOM.
NOUVELLE DÉNOMINATION SOCIALE : TBcom.
L'article 3 des statuts a été modifié en conséquence.
Mention sera faite au RCS de REIMS.
M2601129

SC « BCF »

Capital social : 158 700 €
Siège social :
8 allée des Arts
51420 CERNAY-LES-REIMS
RCS REIMS 828 205 039

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 5 décembre 2025, les associés ont décidé d'augmenter le capital social, pour le porter à 169 870 €.
Pour avis, La gérance.
M2601151

SARL « PENET »

Société à responsabilité limitée au capital de 50.000 Euros
Siège social :
12 rue Gambetta - 51380 VERZY
RCS Reims 515 199 347

Par assemblée générale extraordinaire du 15/01/2026, les associés ont décidé d'étendre, à compter du 15/01/2026, l'objet social à l'activité suivante :
En complément des activités relatives aux vins et vins de champagne, l'achat, l'élaboration, le vieillissement, la réduction, l'embouteillage et la vente, en gros ou au détail, de spiritueux et eaux-de-vie, notamment d'un titre alcoométrique supérieur à 18°, leur étiquetage commercial, stockage, distribution, importation et exportation, à l'exclusion de toute opération de distillation, et exclusivement en vente à emporter.
Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de REIMS.
Pour avis : Le représentant légal.
M2601131

MARYN SOFT

Rectificatif de l'annonce parue le 22 janvier 2026
Il convenait de modifier la date de clôture de l'exercice social à compter du 16 Décembre 2025 :
- Ancienne date de clôture : 31 décembre ;
- Nouvelle date de clôture : 29 décembre.
Et en conséquence de modifier l'article 19 des statuts :
«Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 30 décembre et finit le 29 décembre.».
Pour avis : Le président.
M2601132



AVOCATS ASSOCIÉS

G.R

SAS au capital de 1 000 €
Siège social : Hameau de Vertuelle
51150 VAL DE LIVRE
RCS de REIMS n°814 810 867

Avis de modification


En date du 24/01/2026, l'associé unique a décidé à compter du 24/01/2026 de nommer en qualité de président ATLAS ET ALAMBICS, SASU au capital de 1 000 €, ayant son siège social 1 rue du Chateau 02160 ROUCY, immatriculée sous le n°999743388 au RCS de SAINT-QUENTIN en remplacement de TG INVEST SARL, SARL au capital de 17 390 € euros, président, pour cause de démission .
Modification au RCS de REIMS.
M2601135

SCI SABA

Société civile immobilière au capital de 217.301,84 €
Siège social : WARMERIVILLE (51110)
50 B rue des Censes
SIREN 828 176 057 - RCS de REIMS

Réduction de capital social

Aux termes d'un acte établi par Maître Guillaume MOREL notaire à REIMS (Marne) en date du 20 janvier 2026 il a été constaté la réduction de capital.
Le capital social s'élève à : 217.301,84 €
Il est divisé en 2.176 parts de 100,00 € chacun réparties de la manière suivante :
Monsieur Alain BIANCHIN : 10 parts numérotées de 1 à 10
Madame Sylvie BIANCHIN née DELIGNY : 10 parts numérotées de 11 à 20
Madame Aude BIANCHIN : 1.078 parts numérotées de 21 à 1.098
Madame Barbara BIANCHIN : 1.078 parts numérotées de 1.099 à 2.176
CAPITAL SOCIAL :
Ancienne mention : 218.000,00 €
Nouvelle mention : 217.301,84 €
Mention des modifications ci-dessus sera faite au R.C.S. de REIMS.
M2601147



EXPERTISE AUDIT CONSEIL

FCN Reims Moissons
7 Rue Gabriel Voisin – CS80018
51686 REIMS CEDEX 2

VP AGENCEMENT DECORATION

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social :
35 Rue des Lilas - 51100 REIMS
902 150 382 RCS Reims



EXPERTISE AUDIT CONSEIL

FCN Reims Moissons
7 Rue Gabriel Voisin – CS80018
51686 REIMS CEDEX 2

VP AGENCEMENT DECORATION

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social :
35 Rue des Lilas - 51100 REIMS
902 150 382 RCS Reims

VP AGENCEMENT DECORATION

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social :
35 Rue des Lilas - 51100 REIMS
902 150 382 RCS Reims

Aux termes d'une décision en date du 27 janvier 2026, la Présidente de la société par actions simplifiée VP AGENCEMENT DECORATION, usant des pouvoirs conférés par les statuts, a décidé de transférer le siège social du 35 Rue des Lilas, 51100 REIMS au 11 Rue Maurice Prévost 51450 BETHENY à compter de ce jour et de modifier en conséquence l'article 4 statuts.
Pour avis : La Présidente.
M2601210

GFA

« DE MOLVEAU »
Groupement Foncier Agricole
3 Rue des Remparts du Sud -
51220 LOIVRE
RCS de REIMS n° 393 709 704

L'AGO du 23 décembre 2022 a constaté la prorogation de la durée de la société jusqu'au 31 décembre 2033, en raison du bail rural à long terme en cours. Les statuts ont été modifiés en conséquence.
La Gérance
M2601152



Société d'Avocats

8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

SCI D'AY DE L'ART DENTAIRE

Société civile immobilière au capital de 250.000 Euros
Siège social :
Rue Des Coteaux Historiques
51150 AY CHAMPAGNE
820 104 552 RCS Reims

Suivant délibérations en date du 19/12/2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire a :
1/ constaté la démission de M. David POTISEK de ses fonctions de gérant à compter du 31/12/2025 ;
2/ décidé de nommer à compter du 01/01/2026 pour une durée indéterminée en qualité de co-gérants : M^{me} Eugénie GRÖBLI demeurant 44 bis rue du Bastion, 51100 REIMS, et M^{me} Marie LEGROS demeurant 87/89 Place Drouet D'Erlon, 51100 REIMS.
GERANCE
ANCIENNE MENTION : M. Romuald JANNETTA et M. David POTISEK.
NOUVELLE MENTION : M. Romuald JANNETTA, M^{me} Eugénie GRÖBLI et M^{me} Marie LEGROS.
Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.
Pour avis.
M2601195

COMPAGNIE GENERALE CHAMPENOISE

Société à responsabilité limitée au capital de 120.000 Euros
Siège social : 1 avenue du Cap
51530 PIERRY
437 488 737 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision en date du 20/01/26, l'Associé Unique a décidé de transférer le siège social du « 1 Avenue du Cap - 51530 PIERRY » au « 33 rue des Petits Prés - BP 10117 - 51204 EPERNAY CEDEX » à compter du 20/01/26, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Pour avis : Le Gérant.
M2601200



SOCIÉTÉ D'AVOCATS

Corinne MANFAIT

Parc d'Affaires TGV Reims-Bezannes
109 avenue Jean Monnet
51430 BEZANNES

LALLEMENT et Fils

Société à responsabilité limitée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
25 rue du Mont - 51130 CLAMANGES
490 072 683
RCS Châlons en Champagne

Suivant délibérations en date du 30 décembre 2025, l'assemblée générale extraordinaire a décidé d'adoindre à l'objet social, à compter de la même date, des activités accessoires et de modifier les statuts sociaux en conséquence. Les nouvelles activités sont les suivantes : l'acquisition et l'exploitation de matériels de production d'électricité d'origine solaire ; la réalisation de toutes études de faisabilité liées à l'installation desdits matériels ; la vente de l'énergie produite.
Pour avis.
M2601216



Notaires Reims
Commercial - Plumes - Villers-Bardoul

« SCI GYMA »

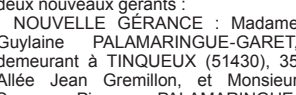
Société civile immobilière
Au capital de 152.449,00 Euros
Siège social
COURVILLE (Marne), Le Bochet
R.C.S. Reims : 388 164 089

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 24 janvier 2026, les associés ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux statuts de la société :
ANCIEN OBJET SOCIAL : L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles.
La construction de tous immeubles professionnels, commerciaux, et d'habitation.
Et généralement toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.
Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la société au moye, de vente, échange ou apport en société.
NOUVEAU OBJET SOCIAL : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.
Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
En conséquence l'article 2 des statuts est modifié.
ANCIENNE GÉRANCE : Monsieur Guy GARET et Madame Janine Germaine GARET-GOGUET demeurant ensemble à COURVILLE (Marne), le Bochet, décédés respectivement le 20 janvier 2025 et le 27 novembre 2025, il a été nommé deux nouveaux gérants :
NOUVELLE GÉRANCE : Madame Guylaine PALAMARINGUE-GARET, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon, et Monsieur Serge Pierre PALAMARINGUE, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon.
Co-gérants de ladite société pour un durée indéterminée.
L'assemblée décide de transférer le siège social :
ANCIEN SIÈGE SOCIAL : COURVILLE (Marne), Le Bochet.
NOUVEAU SIÈGE SOCIAL : TINQUEUX (Marne), 35 Allée Jean Gremillon.
En conséquence l'article 4 des statuts est modifié.
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
Mention sera faite au R.C.S de REIMS.
Pour insertion - Me Laurent LUTUN.
M2601243

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 24 janvier 2026, les associés ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux statuts de la société :
ANCIEN OBJET SOCIAL : L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles.
La construction de tous immeubles professionnels, commerciaux, et d'habitation.
Et généralement toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.
Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la société au moye, de vente, échange ou apport en société.
NOUVEAU OBJET SOCIAL : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.
Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
En conséquence l'article 2 des statuts est modifié.
ANCIENNE GÉRANCE : Monsieur Guy GARET et Madame Janine Germaine GARET-GOGUET demeurant ensemble à COURVILLE (Marne), le Bochet, décédés respectivement le 20 janvier 2025 et le 27 novembre 2025, il a été nommé deux nouveaux gérants :
NOUVELLE GÉRANCE : Madame Guylaine PALAMARINGUE-GARET, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon, et Monsieur Serge Pierre PALAMARINGUE, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon.
Co-gérants de ladite société pour un durée indéterminée.
L'assemblée décide de transférer le siège social :
ANCIEN SIÈGE SOCIAL : COURVILLE (Marne), Le Bochet.
NOUVEAU SIÈGE SOCIAL : TINQUEUX (Marne), 35 Allée Jean Gremillon.
En conséquence l'article 4 des statuts est modifié.
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
Mention sera faite au R.C.S de REIMS.
Pour insertion - Me Laurent LUTUN.
M2601243

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 24 janvier 2026, les associés ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux statuts de la société :
ANCIEN OBJET SOCIAL : L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles.
La construction de tous immeubles professionnels, commerciaux, et d'habitation.
Et généralement toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.
Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la société au moye, de vente, échange ou apport en société.
NOUVEAU OBJET SOCIAL : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.
Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
En conséquence l'article 2 des statuts est modifié.
ANCIENNE GÉRANCE : Monsieur Guy GARET et Madame Janine Germaine GARET-GOGUET demeurant ensemble à COURVILLE (Marne), le Bochet, décédés respectivement le 20 janvier 2025 et le 27 novembre 2025, il a été nommé deux nouveaux gérants :
NOUVELLE GÉRANCE : Madame Guylaine PALAMARINGUE-GARET, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon, et Monsieur Serge Pierre PALAMARINGUE, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon.
Co-gérants de ladite société pour un durée indéterminée.
L'assemblée décide de transférer le siège social :
ANCIEN SIÈGE SOCIAL : COURVILLE (Marne), Le Bochet.
NOUVEAU SIÈGE SOCIAL : TINQUEUX (Marne), 35 Allée Jean Gremillon.
En conséquence l'article 4 des statuts est modifié.
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
Mention sera faite au R.C.S de REIMS.
Pour insertion - Me Laurent LUTUN.
M2601243

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 24 janvier 2026, les associés ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux statuts de la société :
ANCIEN OBJET SOCIAL : L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles.
La construction de tous immeubles professionnels, commerciaux, et d'habitation.
Et généralement toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.
Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la société au moye, de vente, échange ou apport en société.
NOUVEAU OBJET SOCIAL : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.
Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
En conséquence l'article 2 des statuts est modifié.
ANCIENNE GÉRANCE : Monsieur Guy GARET et Madame Janine Germaine GARET-GOGUET demeurant ensemble à COURVILLE (Marne), le Bochet, décédés respectivement le 20 janvier 2025 et le 27 novembre 2025, il a été nommé deux nouveaux gérants :
NOUVELLE GÉRANCE : Madame Guylaine PALAMARINGUE-GARET, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon, et Monsieur Serge Pierre PALAMARINGUE, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon.
Co-gérants de ladite société pour un durée indéterminée.
L'assemblée décide de transférer le siège social :
ANCIEN SIÈGE SOCIAL : COURVILLE (Marne), Le Bochet.
NOUVEAU SIÈGE SOCIAL : TINQUEUX (Marne), 35 Allée Jean Gremillon.
En conséquence l'article 4 des statuts est modifié.
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
Mention sera faite au R.C.S de REIMS.
Pour insertion - Me Laurent LUTUN.
M2601243



EXPERTISE COMPTABLE
REIMS - AIX EN PROVENCE - FREJUS

A B ZOU TAXI

SARL au capital de 1 000 €
Siège social : 6 RUE DU CHEMIN VERT
51100 REIMS
RCS de REIMS n°983 590 134

Suivant acte reçu par Me Laurent LUTUN, notaire à FISMES, le 24 janvier 2026, les associés ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux statuts de la société :
ANCIEN OBJET SOCIAL : L'acquisition, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains et de tous immeubles.
La construction de tous immeubles professionnels, commerciaux, et d'habitation.
Et généralement toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.
Et plus généralement la propriété et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers.
Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la société au moye, de vente, échange ou apport en société.
NOUVEAU OBJET SOCIAL : L'acquisition, la vente, la gestion, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.
Et plus généralement, toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la société.
En conséquence l'article 2 des statuts est modifié.
ANCIENNE GÉRANCE : Monsieur Guy GARET et Madame Janine Germaine GARET-GOGUET demeurant ensemble à COURVILLE (Marne), le Bochet, décédés respectivement le 20 janvier 2025 et le 27 novembre 2025, il a été nommé deux nouveaux gérants :
NOUVELLE GÉRANCE : Madame Guylaine PALAMARINGUE-GARET, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon, et Monsieur Serge Pierre PALAMARINGUE, demeurant à TINQUEUX (51430), 35 Allée Jean Gremillon.
Co-gérants de ladite société pour un durée indéterminée.
L'assemblée décide de transférer le siège social :
ANCIEN SIÈGE SOCIAL : COURVILLE (Marne), Le Bochet.
NOUVEAU SIÈGE SOCIAL : TINQUEUX (Marne), 35 Allée Jean Gremillon.
En conséquence l'article 4 des statuts est modifié.
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.
Mention sera faite au R.C.S de REIMS.
Pour insertion - Me Laurent LUTUN.
M2601243



EXPERTISE COMPTABLE
REIMS - AIX EN PROVENCE - FREJUS

A B ZOU TAXI

SARL au capital de 1 000 €
Siège social : 6 RUE DU CHEMIN VERT
51100 REIMS
RCS de REIMS n°983 590 134

A B ZOU TAXI

SARL au capital de 1 000 €
Siège social : 6 RUE DU CHEMIN VERT
51100 REIMS
RCS de REIMS n°983 590 134

L'AGE du 16/01/2026 a décidé de procéder à l'extension de l'objet social en ajoutant à l'article 2 les activités suivantes : transport routier léger de marchandises.
La décision sera effective à compter du 16/01/2026.
Le reste est sans changement.
Modification au RCS de REIMS.
M2601221

SCEV

« LAPIE Didier »
Capital social : 33.000 Euros
Siège social : 2 Grande Rue
51380 VAUDEMANGE
R.C.S. Chalons En Champagne
385 130 893

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 janvier 2026, les associés ont constaté le retrait de Madame Isabelle LAPIE née VERNEYRE, de la cogérance, à compter du 31 janvier 2026.
Pour avis : La gérance.
M2601246



EXPERTISE AUDIT CONSEIL

FCN Reims Moissons
7 Rue Gabriel Voisin – CS80018
51686 REIMS CEDEX 2

SCEV DE BEAUREGARD

Société civile d'exploitation viticole au capital de 611.940 Euros
Siège social :
4 rue de Romery - 51480 DAMERY
384 101 739 R.C.S. Reims

SCEV DE BEAUREGARD

Société civile d'exploitation viticole au capital de 611.940 Euros
Siège social :
4 rue de Romery - 51480 DAMERY
384 101 739 R.C.S. Reims

Aux termes d'une délibération en date du 15 décembre 2025, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérant Monsieur Thomas CHANSON, demeurant 13 rue Cornaille - 78150 LE CHESNAY, pour une durée illimitée et ce à compter de ce jour.
Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de REIMS.
Pour avis : La gérance.
M2601258

CJ

Société civile
au capital social de 1.000 Euros
Siège social :
27 rue Saint-Vincent
51530 MONTHELON
R.C.S. Reims 479 765 400
N° SIRET : 479 765 406 0018

Suivant décisions en date 20 Janvier 2026, l'assemblée générale extraordinaire a :
- Pris acte de la fin de mandat de co-gérant de Monsieur Didier Cournil suite à son décès survenu le 13 février 2024 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement ;
- Décidé de transférer le siège social de la société fixé antérieurement à MONTHELON (51530), 27 rue Saint-Vincent, à POURCY (51480), 1 chemin des Vignes, à compter du 20 janvier 2026.
La gérance.
M2601264

La Frigousse

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 Euros
Siège social :
7 place Henri Martin
51160 AY CHAMPAGNE
R.C.S. Reims 882 609 902

Selon décision unanime des associés du 22 janvier 2026 Mr Eric CHAMPION, demeurant 9, rue Jean Thevenin à EPERNAY 51200, a été nommé président à compter du 22 janvier 2026 pour une durée illimitée en remplacement de M^{me} Sandrine DAILLY démissionnaire le 22 janvier 2026.
Mention sera faite au R.C.S. de REIMS.
Pour avis.
M2601215

SCEA « BETTINGER »

Capital social : 218.700 Euros
Siège social : 23 rue Bazancourt
51110 BOULT SUR SUIPPE
R.C.S. Reims 403 742 190

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15/12/2025, les associés ont décidé des points suivants, à compter du 15/12/2025 :
- Nomination de Monsieur Alexandre BETTINGER, demeurant 10 rue du Moulin - 08190 SAINT GERMAINMONT, en qualité de cogérant, pour une durée illimitée.
Pour avis : La gérance.
M2601265

LA GRANGE

Société à responsabilité limitée en cours de transformation en société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 1, Avenue de la Haie Herlin, 55800 REVIGNY SUR ORNAIN
984 942 656 RCS BAR LE DUC

Modification de la forme juridique

Suivant délibération en date du 21/10/2025, la collectivité des associés a préalablement modifié son objet social, puis décidé à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, la transformation de la Société en société civile immobilière à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.
La dénomination de la Société, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.
Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros, divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune.
Son siège est transféré au 29 route nationale 3 51800 Sainte-Menehould. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAR LE DUC sous le numéro 984 942 656 RCS BAR LE DUC fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :
Objet :
Ancienne mention : - Acquisition et gestion d'immeubles à usage locatif ou commercial ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
Nouvelle mention : - L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ;
- L'acquisition, la prise à bail, la location -vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles ;
- La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte ;
- La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, l'amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination ;
- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.
Monsieur Cetin CEVIK, gérant, a cessé ses fonctions.
Sous sa nouvelle forme, la Société est gérée par : Monsieur Adil CEVIK, demeurant 29 route nationale 3, 51800 SAINTE-MENEHOULD, et Monsieur Emin CEVIK, demeurant 29 route nationale 3, 51800 SAINTE-MENEHOULD.
Pour avis La Gérance
M2601143

Suivant délibération en date du 21/10/2025, la collectivité des associés a préalablement modifié son objet social, puis décidé à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, la transformation de la Société en société civile immobilière à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.
La dénomination de la Société, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.
Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros, divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune.
Son siège est transféré au 29 route nationale 3 51800 Sainte-Menehould. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAR LE DUC sous le numéro 984 942 656 RCS BAR LE DUC fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :
Objet :
Ancienne mention : - Acquisition et gestion d'immeubles à usage locatif ou commercial ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;
- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
Nouvelle mention : - L'acquisition, l'administration et la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ;
- L'acquisition, la prise à bail, la location -vente, la propriété ou la copropriété de terrains, d'immeubles construits ou en cours de construction ou à rénover, de tous autres biens immeubles et de tous biens meubles ;
- La construction sur les terrains dont la société est, ou pourrait devenir propriétaire ou locataire, d'immeubles collectifs ou individuels à usage d'habitation, commercial, industriel, professionnel ou mixte ;
- La réfection, la rénovation, la réhabilitation d'immeubles, ainsi que la réalisation de tous travaux de transformation, l'amélioration, installations nouvelles conformément à leur destination ;
- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société, et généralement toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.
- et plus généralement, la réalisation de toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet social sus-indiqué, pourvu que ces opérations n'affectent pas le caractère civil de la société.
Monsieur Cetin CEVIK, gérant, a cessé ses fonctions.
Sous sa nouvelle forme, la Société est gérée par : Monsieur Adil CEVIK, demeurant 29 route nationale 3, 51800 SAINTE-MENEHOULD, et Monsieur Emin CEVIK, demeurant 29 route nationale 3, 51800 SAINTE-MENEHOULD.
Pour avis La Gérance
M2601143

Suivant délibération en date du 21/10/2025, la collectivité des associés a préalablement modifié son objet social, puis décidé à l'unanimité, conformément aux dispositions de l'article L. 223-43 du Code de commerce, la transformation de la Société en société civile immobilière à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.
La dénomination de la Société, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées.
Le capital social reste fixé à la somme de 1 000 euros, divisé en 1 000 parts sociales de 1 euro chacune.
Son siège est transféré au 29 route nationale 3 51800 Sainte-Menehould. En conséquence, la Société qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BAR LE DUC sous le numéro 984 942 656 RCS BAR LE DUC fera l'objet d'une nouvelle immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.
Cette transformation rend nécessaire la publication des mentions suivantes :
Objet :
Ancienne mention : - Acquisition et gestion d'immeubles à usage locatif ou commercial ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation, la prise en location gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ;

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

GRINCLAIR

Société par actions simplifiée
au capital de 362.468,27 euros
Siège social :
18, Deuxième avenue
60260 Lamorlaye
825 082 084 RCS Compiègne

Aux termes des décisions unanimes
des associés en date du 6 janvier
2026, il a été décidé de transférer
le siège social au 7, rue Irène Joliot
Curie - 51200 Epernay à compter du
06/01/2026. L'article 4 des statuts a été
modifié. Président : HUAHINE, SARL sis
60 Rue Aristide Briand 92300 Levallois
-Perret, immatriculée sous le numéro
904 239 845 RCS Nanterre. Directeur
Général : JTG DEVELOPMENT, SARL
sis 13 Rue d'Armaillé 75017 Paris 17°
Arrondissement, immatriculée sous
le numéro 904 790 540 RCS Paris
Immatriculation sera faite auprès du
RCS de Reims et radiation auprès du
RCS de Compiègne.
M2601227

NOT.RS

Changement
d'objet social

Dénomination sociale : NOT.RS
Société de Participations Financières
de Profession Libérale de Notaires,
Forme : Société de participation
financières de professions libérales
à responsabilité limitée, Capital :
100,00 €, Siège : FISMES (51), 5 rue
des Chailleaux, R.C.S. REIMS numéro
891 941 239.

Suivant acte sous seing privé en
date à CORMONTREUIL (51) du 22
janvier 2026, l'associé unique a décidé
de modifier l'objet social consistant
initialement en la détention de titres
de sociétés d'exercice libéral, pour y
ajouter la prise de participation dans
toute société civile propriétaire des
locaux d'exercice.

L'article 3 des statuts a été modifié en
conséquence.

Mention sera portée au R.C.S. de
REIMS.

Pour avis : Le gérant.

M2601268

MARYN SOFT
HOLDING

Société par actions simplifiée
au capital de 471.202 €uros
Siège social :
54 rue Gioacchino Rossini
51100 REIMS
941 119 893 R.C.S. Reims

Aux termes d'une décision de
l'associé unique en date du 16
décembre 2025 :

Il a été décidé de modifier la date de
clôture de l'exercice social à compter
de ce jour :

Ancienne date de clôture : 31
décembre.

Nouvelle date de clôture : 30
décembre.

Et en conséquence de modifier
l'article 19 des statuts : Chaque
exercice social a une durée d'une
année qui commence le 31 décembre
et finit le 30 décembre.

Pour avis : Le président.

M2601273

Plume

Formalités Juridiques
priscilla@plume.legal

LES DAMES
DE PIQUES

SC au capital de 1.200 €uros
Siège social :
22 rue Charles de Gaulle
51420 CERNAY LÈS REIMS
538 231 952 RCS Reims

Le 22/01/2026, l'AGE a nommé co-
gérante M^{me} Chloé VIGIER, demeurant
7 rue de la Maladrerie 51420 WITRY
LES REIMS.

Modification au RCS de REIMS.
M2601326



OFFICE NOTARIAL
DE GUEUX
Mes PIERLOT, ROGÉ,
LAGACHE-GÉ et CROZAT
23 avenue de Reims - 51390 GUEUX
03.26.03.61.61

G.F.A.
DE L'ERMITAGE

Groupement foncier agricole
au capital de 820.800,00 €uros
Siège social : 23 rue de Bazancourt
51110 BOULT-SUR-SUIPPE
383 795 473 R.C.S. Reims

Aux termes d'acte authentique
reçu par Maître Geoffroy CROZAT,
Notaire associé à GUEUX, Marne,
le 4 décembre 2025, les associés
ont décidé de réduire le capital social
d'une somme de 204.440,00 € pour
être ramené de 820.800,00 € à
616.360,00 €, par annulation de 1.345
parts sociales d'une valeur nominale
de 152,00 € chacune.

L'article 8 a été modifié en
conséquence.

L'inscription modificative sera
effectuée au Registre du Commerce et
des Sociétés de REIMS.

Pour avis :

Me Geoffroy CROZAT, notaire.
M2601339

SeVeal

Société anonyme à directoire et conseil
de surveillance
au capital de 3.349.599 €uros
Siège social :
12 boulevard du Val de Vesle
51100 REIMS
757 803 689 R.C.S. Reims

Le Conseil de surveillance du 19
janvier 2026 a pris acte de la démission
de Monsieur Charles DESCAMPS,
Directeur Général et membre du
Directoire de la Société à compter du
30 novembre 2025. Mention sera faite
au R.C.S. de Reims.

Pour avis.

M2601269

FUSION

SCEA « DU CLOS
DE LA SALLE »

au capital de 146.850 €uros
Siège social : 10 rue des Lavois
51170 AOUGNY
R.C.S. Reims 351 091 525

1. Aux termes d'un projet de fusion
établi par acte sous seing privé en
date du 15 décembre 2025 entre la SC
«PICOCLE» et la SCEA «DU CLOS DE
LA SALLE» ; la SC «PICOCLE» fait
apport à titre de fusion à la SCEA «DU
CLOS DE LA SALLE» sous les garanties
ordinaires de fait et de droit, et sous
réserve de la réalisation des conditions
suspensives mentionnées dans le traité
de fusion, de tous les éléments d'actif
et de passif constituant son patrimoine,
sans exception ni réserve, y compris les
éléments d'actif et de passif résultant
des opérations qui seraient effectuées
jusqu'à la date de réalisation de la
fusion, l'universalité de patrimoine de
la SC «PICOCLE» devant être dévolue
à la SCEA «DU CLOS DE LA SALLE»
dans l'état où il se trouve à la date de
réalisation de la fusion.

2. Cette fusion a été approuvée par
l'assemblée générale extraordinaire des
associés de la SC «PICOCLE» société
absorbée du 20 janvier 2026 et par
assemblée générale extraordinaire des
associés de la SCEA «DU CLOS DE
LA SALLE» société absorbante du 20
janvier 2026.

En rémunération de cet apport-fusion,
la SCEA «DU CLOS DE LA SALLE»
a augmenté son capital social d'un
montant de 898.909 € pour le porter à
1.045.759 € par l'émission de 1.797.818
parts nouvelles d'une valeur nominale
de 0,50 € chacune entièrement libérées
attribuées aux associés de la SC
«PICOCLE», à raison 87,27272727
parts sociales de la SCEA «DU CLOS
DE LA SALLE», société absorbante pour
1 part sociale de la SC «PICOCLE»,
société absorbée.

La prime de fusion s'élève à un
montant de 57 219 €.

3. La fusion a pris effet d'un point de
vue juridique le 20 janvier 2026.

Toutefois, fiscalement et
comptablement la fusion a pris effet
rétroactivement au 1^{er} juillet 2025
de sorte que les résultats de toutes
les opérations réalisées par la SC
«PICOCLE» depuis le 1^{er} juillet 2025 et
jusqu'au 15 décembre 220 janvier 2026
sont réputées réalisées, selon le cas au
profit ou à la charge de la SCEA «DU
CLOS DE LA SALLE» et considérées
comme accomplies par la SCEA «DU
CLOS DE LA SALLE» depuis le 1^{er} juillet
2025.

4. Toutefois, la SC «PICOCLE»,
société absorbée est propriétaire des
293 600 parts de la SCEA «DU CLOS
DE LA SALLE» société absorbante,
de sorte que cette dernière a reçu
293 600 de ses propres parts. En
conséquence, la SCEA «DU CLOS DE
LA SALLE» a procédé immédiatement
après l'augmentation de capital à une
réduction de capital d'un montant égal
à la valeur nominale des 293 600 parts
qu'elle déteint par suite de la fusion,
soit un montant de 146 800 € ; lesdites
actions étant annulées.

La différence entre la valeur d'apport
de ces parts sociales et le montant de
la réduction de capital nécessaire égale
à 223.136 € s'imputera à hauteur de
cinquante-sept mille deux cent dix-neuf
euros (57.219 €) sur la prime de fusion.
Le solde de cent soixante-cinq mille neuf
cent dix-sept euros (165.917 €) euros
sera affecté à un compte de charge
financière non déductible fiscalement.

5. Une seconde réduction de capital
en date du 20 janvier 2026 est réalisée
par annulation de 2.094 parts sociales
appartenant à Monsieur Clément
DHUICQ et à Monsieur Côme DHUICQ,
reçues dans le cadre de l'apport-fusion.
Cette réduction de capital d'un montant
de 1.047 € a pour effet de ramener le
capital à 897.912 €.

6. En conséquence, aux termes de sa
délibération en date du 20 janvier 2026,
l'assemblée générale extraordinaire des
associés de la SCEA «DU CLOS DE LA
SALLE» a modifié les articles 7 et 8 des
statuts, ce qui entraine la publication des
mentions suivantes :

Article 6 - Apports

«Aux termes d'un projet de fusion
du 15 décembre 2025, approuvé par la
collectivité des associés le 20 janvier
2026, la SC «PICOCLE» société
absorbée a fait apport à titre de fusion
à la SCEA «DU CLOS DE LA SALLE»,
société absorbante de la totalité de
son actif moyennant la prise en charge
de son passif, l'actif net apporté s'est
élevé à neuf cent cinquante-six mille
cent vingt-huit euros (956.128 €). Cet
apport à titre de fusion-absorption a
été rémunéré par une augmentation de
capital d'un montant de huit cent quatre
-vingt-dix-huit mille neuf cent neuf euros
(898.909 €).

La fusion a dégagé une prime de
fusion d'un montant de cinquante-
sept mille deux cent dix-neuf euros
(57.219 €).

La SCEA «DU CLOS DE LA SALLE»,
société absorbante a réalisé une
réduction de capital de cent quarante
-six mille huit cents euros (146.800 €),
par annulation des 293.600 parts
appartenant à la SC «PICOCLE» reçues
dans le cadre de l'apport-fusion, en date
du 20 janvier 2026.

La différence entre la valeur d'apport
desdites parts sociales soit trois cent
soixante-neuf mille neuf cent trente-six
euros (369.936 €) et le montant de la
réduction de capital nécessaire à
l'annulation de 293.600 parts soit cent
quarante-six mille huit cents euros
(146.800 €), différence égale à deux cent
vingt-trois mille cent trente-six euros
(223.136 €), a été imputée à hauteur de
cinquante-sept mille deux cent dix-neuf
euros (57.219 €) sur la prime de fusion.
Le solde de cent soixante-cinq mille neuf
cent dix-sept euros (165.917 €) euros,
affecté à un compte de charge financière
non déductible fiscalement.

Une seconde réduction de capital en
date du 20 janvier 2026, d'un montant
de 1.047 €, est réalisée par annulation
des 2.094 parts sociales, appartenant
à Monsieur Clément DHUICQ et à
Monsieur Côme DHUICQ, reçues dans
le cadre de l'apport-fusion.

Article 8 - Capital

«Suite aux opérations d'apport-fusion
et à l'assemblée générale extraordinaire
du 20 janvier 2026, le capital social est
désormais fixé à la somme du huit cent
quatre-vingt-dix-sept mille neuf cent
douze euros (897.912 €), divisé en
1.795.824 parts sociales d'une même
valeur nominale unitaire de cinquante
centimes d'euros (0.50 €) entièrement
libérées.»

7. Aux termes de l'assemblée
générale extraordinaire du 20 janvier
2026, les associés ont nommé Madame
Pia DHUICQ, demeurant 23 rue des
Lavois - 51170 AOUGNY, cogérante
pour une durée illimitée.

Pour avis, le représentant légal.
M2601196

SARL CONTROLE
SECURITE 51

Avis de fusion

Par acte sous seing privé en date
du 12/12/2025, la société absorbée,
CENTRE CONTROLE SECURITE
51 et la société absorbante, SCI
PELLEGRIN, ont établi, un projet de
traité de fusion par absorption selon les
modalités suivantes :

- Société absorbée : CENTRE
CONTROLE SECURITE 51, SARL au
capital de 100.000 €, siège social : 255
avenue Jean Jaurès - 51100 REIMS,
R.C.S. de REIMS n° 483 305 827

- Société absorbante : SCI
PELLEGRIN, SCI au capital de 2.440 €,
siège social : 2733 avenue du Grand
Défends - 83700 SAINT RAPHAEL,
R.C.S. de FREJUS n° 388 550 774

- Aux termes de ce projet, la société
absorbée ferait apport à la société
absorbante, à titre de fusion absorption,
de tous les éléments actifs et passifs
de son bilan, droits et valeurs, sans
exception ni réserve, y compris les
éléments d'actifs et de passifs résultant
d'opérations qui seraient effectuées
jusqu'à la date de réalisation de la
fusion.

- Il ressort du projet de traité de fusion
que la valeur nette des actifs apportés
s'établit comme suit :

- Total actif : 420.894 €

- Total passif : 0 €

- Soit un actif net de 420.894 €

- Augmentation de capital : le
capital de la société absorbante sera
augmenté de 1.800 €, par création de
90 parts de 20 €. Le nouveau capital
s'élèvera à 4.240 €.

- Montant de la prime de fusion :
417.522,60 €

- La société absorbée sera dissoute
de plein droit dès que la fusion aura
été approuvée par l'AGE de la société
absorbante, sans qu'il y ait lieu de
procéder à quelque opération de
liquidation que ce soit

- Le projet de fusion a été déposé
pour la société absorbée au greffe du
tribunal de commerce de de REIMS,
le 27/01/2026 et pour la société
absorbante au greffe du tribunal de
commerce de de FREJUS, le
27/01/2026.
M2601238

Pour avis.

POURSUITE D'ACTIVITE

MAVI

SARL au capital de 1000 euros
7 rue Pierre Salmon
51430 BEZANNES
925139768 RCS REIMS

L'AGE du 09/01/2026 a décidé la
continuation de la société malgré un
actif inférieur à la moitié du capital
social. Mention au RCS REIMS.
M2600352

2B POGNY

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 €uros
Siège social :
Centre Commercial des Crayères
51240 POGNY
928 432 822
RCS Châlons en Champagne

Aux termes d'une délibération en
date du 28 octobre 2025, l'Assemblée
Générale Extraordinaire des associés,
statuant en application de l'article L. 225
-248 du Code de commerce, a décidé
qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de
la Société.

Pour avis : Le Président.

M2601202

SARL
« LES CHAPITRES »

Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 €uros
Siège social :
3 ruelle de la Mairie
51390 COURMAS
R.C.S. Reims 523 331 817

Par décision de l'associé unique en
date du 15 décembre 2025, il a été
décidé, dans le cadre des dispositions
de l'article L 223-42 du Code de
commerce, de ne pas dissoudre la
société.

Le dépôt légal sera effectué au greffe
du tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis : Le représentant légal.
M2601276

DISSOLUTION
DE SOCIETE



SCI OCTAV

Société civile Immobilière
au capital de 750 €uros en liquidation
Siège social/siège de liquidation :
8 Rue Camille Lenoir - 51100 REIMS
521 020 636 RCS Reims

Avis
de dissolution anticipée

L'AGE réunie le 06/01/2026 a
décidé la dissolution anticipée de la
Société à compter du même jour et
sa mise en liquidation amiable sous
le régime conventionnel dans les
conditions prévues par les statuts et les
délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur
Monsieur François DROUOT,
demeurant 5 Rue du Luxembourg
- 51420 CERNAY LES REIMS, pour
toute la durée de la liquidation, avec
les pouvoirs les plus étendus tels que
déterminés par la loi et les statuts pour
procéder aux opérations de liquidation,
réaliser l'actif, acquitter le passif, et
l'a autorisé à continuer les affaires en
cours et à en engager de nouvelles
pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est
fixé 8 Rue Camille Lenoir - 51100
REIMS. C'est à cette adresse que la
correspondance devra être envoyée et
que les actes et documents concernant
la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la
liquidation seront déposés au greffe du
Tribunal de commerce de REIMS, en
annexe au Registre du commerce et
des sociétés.

M2601054



FCN Vitry-le-François
21, rue Marabais
51300 Vitry-le-François
Tel : 03 26 74 21 18

SARL
TRANSPORTS
HUMBERT

SARL en liquidation
au capital de 23.327,50 €uros
Siège social et de liquidation :
9 rue Lucien Frampas
51290 MARGERIE HANCOURT
400 429 684 RCS CHALONS EN
CHAMPAGNE

Dissolution anticipée

Aux termes d'une décision en date du
31/12/2025, l'Associé Unique a décidé
la dissolution anticipée de la Société
à compter du 31/12/2025 et sa mise
en liquidation amiable sous le régime
conventionnel.

M. Philippe HUMBERT, demeurant 2
rue Lucien Frampas 51290 MARGERIE
HANCOURT, Associé Unique, exercera
les fonctions de liquidateur pour réaliser
les opérations de liquidation et parvenir
à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 9
rue Lucien Frampas 51290 MARGERIE
HANCOURT. C'est à cette adresse
que la correspondance devra être
envoyée et que les actes et documents
concernant la liquidation devront être
notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la
liquidation seront déposés au greffe du
tribunal de commerce de CHALONS
EN CHAMPAGNE, en annexe au
Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis. Le liquidateur.

M2601204

SCI MOISSONS

Société Civile
au capital social de 120.000,00 €uros
Siège social :
4 route de Rethel
51110 ISLES SUR SUIPPE
448 553 024 RCS Reims

Suivant délibération en date
du 21/06/2024, l'AGE a décidé la
dissolution anticipée de la Société à
compter du même jour et sa mise en
liquidation.

M^{me} Patricia MOISSON a été
nommée liquidatrice, avec les pouvoirs
les plus étendus pour réaliser les
opérations de liquidation et parvenir à
la clôture de celle-ci.

L'adresse à laquelle toute
correspondance devra être envoyée,
et, actes et documents relatifs à la
liquidation devront être notifiés, est
fixée au siège social.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à
la liquidation sera effectué au greffe du
tribunal de commerce de REIMS.

Pour avis : La Liquidatrice.

M2601112

EARL

« DE BERTAUCRY »

Société en cours de liquidation
Capital social : 253.720 €uros
Siège social :
23 rue de Bazancourt
51110 BOULT SUR SUIPPE
RCS Reims 828 163 147

Par décision du 19 janvier 2026,
l'associé unique de l'EARL «DE
BERTAUCRY» a décidé la dissolution
anticipée de la société à compter du 19
janvier 2026 et sa mise en liquidation
amiable.

Monsieur Thierry BETTINGER,
demeurant 23 rue de Bazancourt
- 51110 BOULT SUR SUIPPE, a été
nommé en qualité de liquidateur avec
les pouvoirs les plus étendus pour
achever les opérations sociales en
cours, réaliser l'actif et acquitter le
passif.

La correspondance, les actes et
documents concernant la liquidation
doivent être adressés et notifiés au 23
rue de Bazancourt - 51110 BOULT SUR
SUIPPE, siège de la liquidation.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à
la liquidation sera effectué au greffe du
Tribunal de Commerce de REIMS.

Pour avis : Le Liquidateur.

M2601193

AMERICAN
BROTHERS

Société à responsabilité limitée
en liquidation
au capital de 100 €uros
Siège social :
94 rue Ferdinand Moret
51530 CRAMANT
Siège de liquidation :
1 rue des Louvots - 08400 SEMIDE
898 463 682 R.C.S. Reims

L'assemblée générale extraordinaire
réunie le 31 décembre 2025 a décidé
la dissolution anticipée de la Société
à compter de ce jour et sa mise en
liquidation amiable sous le régime
conventionnel dans les conditions
prévues par les statuts et les
délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur
Monsieur Aurélien QUAOUZA,
demeurant 1 rue des Louvots - 08400
SEMIDE, pour toute la durée de la
liquidation, avec les pouvoirs les plus
étendus tels que déterminés par la
loi et les statuts pour procéder aux
opérations de liquidation, réaliser l'actif,
acquitter le passif, et l'a autorisé à
continuer les affaires en cours et à en
engager de nouvelles pour les besoins
de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 1
rue des Louvots - 08400 SEMIDE. C'est
à cette adresse que la correspondance
devra être envoyée et que les actes et
documents concernant la liquidation
devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la
liquidation seront déposés au greffe du
tribunal de commerce de REIMS, en
annexe au Registre du Commerce et
des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.

M2601303

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

CLOTURE
DE LIQUIDATION

Octav
Société d'Avocats
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS

SCI OCTAV
Société civile immobilière
au capital de 750 Euros
en liquidation
Siège social/siège de liquidation :
8 rue Camille Lenoir - 51100 REIMS
521 020 636 R.C.S. Reims

Avis
de clôture de liquidation

L'assemblée générale réunie le 07/01/2026 a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur François DROUOT, demeurant 5 rue du Luxembourg - 51420 CERNAY LES REIMS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe de REIMS, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

M2601055

GN
AVOCATS ASSOCIÉS

GN IMMO
SCI au capital de 1 000 Euros
Siège social : 138 rue Léon Faucher
51450 BETHENY
RCS de REIMS n°814 481 487

Avis de liquidation

L'assemblée d'associés du 19/12/2025 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M^{me} NOIZAT Laetitia de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 19/12/2025.
Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de REIMS.

SCI DES DAMOISELLES
Société civile immobilière en liquidation
au capital de 148 485,50 euros
Siège de liquidation : 2 allée des Frères Morane - 51450 BETHENY
353 790 843 RCS REIMS

Avis
de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 31 décembre 2025 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Anne AUBERT, demeurant 2 allée des Frères Morane - 51450 BETHENY, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de Commerce de REIMS, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

La liquidatrice.
M2600872

LEFÉBURE et Fille
EARL au capital de 7.500 Euros
Siège social : 7 rue des Écoles
51270 BAYE
R.C.S. : Reims 533 492 567

Clôture de liquidation

Le 31 décembre 2024, l'assemblée générale a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, M^{me} Karine LEFÉBURE, demeurant Résidence Douce France - 29 rue Romans sur Isère - 59390 LYS LEZ LANNOY, pour sa gestion et l'a déchargé de son mandat, et constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 décembre 2024.
Les comptes de clôture seront déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS.
Pour avis : Le liquidateur.

M2504364

RIDGE
AVOCATS

M2L
Société civile en liquidation
Au capital de 1.000 Euros
Siège social et de liquidation :
53 rue du Général Fery
51000 CHALONS-EN-CHAMPAGNE
842 706 426 R.C.S. Chalons En Champagne

L'Assemblée Générale réunie le 20 janvier 2026 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Mehdi MILOUDI, demeurant 5 rue du Vieux Chabrot - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis : Le Liquidateur.

M2601254

SAS LES ÉDITIONS DE CÉLINE ET NICO
en liquidation
au capital de 2.000 Euros
Siège social :
7 rue cardinal suhard
51100 REIMS
R.C.S. Reims 951 449 610

L'assemblée générale ordinaire du 21/01/2026 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Monsieur DELAHAYE Nicolas, demeurant 7 rue cardinal Suhard - 51100 REIMS de son mandat, lui a donné quitus de la gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 21/01/2026.
Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce REIMS.

ERLON INVEST
Société par actions simplifiée en liquidation
Au capital de 20 000 euros
Siège social : 24 rue Paul Adam, 51100 REIMS
Siège de liquidation : 24 rue Paul Adam, 51100 REIMS
981 278 104 RCS REIMS

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 16/12/2025 au siège de liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Christophe VACHERAND demeurant 24 rue Paul Adam 51100 REIMS de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.
Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du tribunal de commerce de REIMS, en annexe au RCS et la Société sera radiée dudit registre.
Pour avis Le Liquidateur

M2601102

SCP PARMENTIER PERCHERON-TILLOY
Notaires à SAINTE MENEHOULD (51800)

GFA DES BUTTES
Liquidation

Suivant acte reçu par Me Karen PERCHERON-TILLOY , Notaire le 13 janvier 2026, il a été procédé à la liquidation et au partage de la société dénommée GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE DES BUTTES au capital de 59.455,12 €, dont le siège est à SIVRY ANTE (51800), immatriculée au R.C.S. de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro 379 881 303 existant entre : M. Arnaud Bernard GRASSET et M^{me} Agnès Marie Thérèse ROLAND, demeurant ensemble à SAINTE MENEHOULD (51800), 17 rue Henri Steffen. Son actif net social a été partagé entre ses membres. La liquidation a été clôturée par suite du partage de la totalité de l'actif net social. Quitus a été donné au liquidateur.
La société sera radiée du Registre du Commerce et des Sociétés de CHALONS EN CHAMPAGNE par les soins du liquidateur.
Pour avis : Le Notaire.

M2601236

SCI MOISSONS
Société Civile
au capital social de 120.000,00 Euros
Siège social :
4 route de Rethel
51110 ISLES SUR SUIPPE
448 553 024 RCS Reims

Suivant délibération en date du 01/12/2025, l'AGE a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.
Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du tribunal de commerce de REIMS.
Mention sera faite au RCS de REIMS.
Pour avis : Le liquidateur.

M2601113

DIAS
Société civile immobilière en liquidation
au capital de 3.000 Euros
Siège social :
13 rue Hippolyte Fontaine
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE
Siège de liquidation :
13 rue Hippolyte Fontaine
51000 CHALONS EN CHAMP AGNE
508 354 768
RCS Châlons en Champagne

Avis
de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 3 décembre 2025 au siège social a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Madame Térésa DIAS, demeurant 3 rue du Général Jules Etienne Marie Forgeot - 51000 CHALONS EN CHAMPAGNE, de son mandat de liquidateur, donné à cette dernière quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation rétroactivement au 31 décembre 2024.
Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de CHALONS EN CHAMPAGNE, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis : Le Liquidateur.

M2601122

SUCCESSION
VACANTE

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de REIMS en date du 04/07/2025 la Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M^{me} LE TALLEC Yvonne décédée le 09/10/2021. Réf. 0808154237. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

M2601153

SUCCESSION VACANTE

La Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, curatrice/curateur de la succession de M^{me} LEFEVRE Blanche Renée décédée le 16/02/2009 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0800806113.
M2601157

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de CHALONS-EN -CHAMPAGNE en date du 20/10/2025 la Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M. POUDRAS William décédé le 20/01/2020. Réf. 0808160054. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

M2601160

AVIS DIVERS

Succession
de Monsieur
Georges PICARD

Par testament olographe en date du 12 septembre 2010, déposé au rang des minutes de Maître Corinne PAGEOT, Notaire à ANGLURE (5 1 260), 5 place de la République, suivant procès-verbal dont la copie authentique a été reçue par le liquidateur de CHALONS EN CHAMPAGNE le 19 novembre 2025 ;
Monsieur Georges PICARD, retraité, veuf de Madame Paulette, Raymonde LAMIDE, demeurant à SAINT JUST SAUVAGE (51260), 3 rue Francisque Gay, né à PARIS (75008), le 11 juin 1929, de nationalité Française, décédé à ROMILLY SUR SEINE (10100), le 27 septembre 2025, a institué des légataires universels.

Les oppositions seront reçues dans le délai d'un mois à compter du 20 janvier 2026 auprès du Notaire chargé du règlement de la succession : Maître Corinne PAGEOT, Notaire à ANGLURE (51260), 5 place de la République, référence CRPCEN : 51026 En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.
Pour avis :
Maître Corinne PAGEOT.

M2601076

XAVIER BOUFFIN -
LAETITIA MARCHAND

M^{me} Paule PENASSE

Par testament olographe du 31 octobre 2008, Madame Paule PENASSE, veuve de Monsieur Jean-Michel JEANNE, en son vivant, retraitée, demeurant à REIMS, 12 rue du Chatelet, de nationalité française, décédée à REIMS, le 3 juillet 2025, a institué un ou plusieurs légataires universels. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Maître Laetitia MARCHAND suivant procès-verbal en date du 15 janvier 2026.

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître Laetitia MARCHAND - 17 place Georges Clémenceau - 51230 FERE CHAMPENOISE - Tél. 03.26.42.40.09 - Mail : laetitia.marchand@51043.notaires.fr, notaire chargée du règlement de la succession. Cet envoi en possession a eu lieu en l'absence de l'existence d'héritiers réservataires.

Pour avis.
M2601090

M^{me} LEFEVRE
BLANCHE

Par décision judiciaire en date du 10/02/2014, la Directrice départementale des finances publiques de la Somme (22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens) a été nommée curatrice de la succession de M^{me} LEFEVRE BLANCHE, décédée le 16/02/2009 à REIMS (51). En application de l'art 811 du C. Civil et de l'art 1354 du Code de Procédure Civile, les formalités d'appréhension en désérence vont être engagées.

M2601091

Plurial Novilia
Groupe ActionLogement

PLURIAL NOVILIA

ER.11652 - 14 RUE LAMARTINE

MUIZON - MAISON
14 rue Lamartine T3 - 64 m² - DPE : D - 151 500 € - REF : ER.11652.
Ventes ouvertes à titre de résidence principale, réservées en priorité pendant 1 mois aux locataires du parc social du département (à compter de la date de parution)
Frais de notaire réduits et frais de notaire offerts aux locataires PLURIAL NOVILIA.
Renseignements : 07 85 64 76 66
Visites sur rendez-vous, renseignements et dépôt des candidatures avec dossier complet en contactant le commercialisateur. Délais de remise des offres prioritaires* : 1 mois à compter de la parution de l'annonce légale.
Remise des offres* : par mail, remise en main propre ou par tout autre moyen.
Offre et prix soumis à condition de ressources*

Les délais de remise de offres, les priorités des candidatures, le prix et les conditions de ressources sont établis conformément aux dispositions de l'article L443-11 et suivants du CCH M2601137

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTÉRÊT ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ

CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'ASSOCIÉS DU CRÉDIT AGRICOLE DU NORD EST

Le 26 janvier 2026, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est (ci-après la Caisse régionale) a fixé le prix indicatif de référence des Certificats Coopératifs d'Associés (C.C.A.) sur la base de l'arrêté des comptes individuels au 31 décembre 2025.

Le nouveau prix indicatif de référence des C.C.A. est de 270,50 euros par titre (dividende inclus).
La valorisation des C.C.A. est fondée sur une méthode multicritère. Elle repose, d'une part, sur l'actif net de la Caisse régionale, retraité des plus-values latentes des titres enregistrés dans les portefeuilles de participation de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées* ; et d'autre part, sur le cumul des résultats nets retraités de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées*.

A la demande de l'AMF, ce prix a été validé par un expert indépendant. Il prend effet à compter du 3 février 2026 et reste valable jusqu'à la prochaine fermeture du carnet d'ordres.

Pour mémoire, le prix indicatif de référence des C.C.A. était de 252,50 euros sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, de 249,98 euros après le paiement du dividende de 2,52 euros par titre en avril 2025 et de 260,20 euros sur la base des comptes arrêtés au 30 juin 2025.

* Filiales consolidées de la Caisse régionale : Nord Est Expansion, Nord Est Capital Investissement, Nord Est Aménagement Promotion, La Foncière Rémoise, Nord Est Immo

www.credit-agricole.fr/ca-nord-est (1)

Relations Porteurs : 03 26 49 58 50 (2)

(1) Coût selon fournisseur d'accès
(2) Coût d'un appel local depuis un poste fixe

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST
Société coopérative à capital variable
- Agréée en tant qu'établissement de crédit - Société de courtage d'assurances
Prestataire de services d'investissement agréé et contrôlé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, 75436 PARIS Cedex 09 - Siège social : 25 rue Libergier, 51100 REIMS
N° SIREN 394 157 085 RCS Reims
- N° ORIAS 07 022 663 - IDU ADEME : FR234269_01FBNY
M2601148

FCN
EXPERTISE
AUDIT
CONSEIL

FCN Vitry-le-François
21, rue Marabais
51300 Vitry-le-François
Tel : 03 26 74 21 18

STIS
SAS en liquidation
au capital de 1.000 Euros
Siège social :
6 rue du Moulin
51340 HEILTZ LE MAURUPT
895 368 827
RCS Châlons en Champagne

Conformément aux dispositions de l'article L.237-31 du Code de commerce, le Liquidateur de la société STIS a décidé, au regard des comptes et des fonds disponibles de ladite société, de procéder, par décision du 31/12/2025, à la distribution d'un acompte sur liquidation d'un montant de 300 € par action.

Pour avis. le liquidateur.

M2601224

arquebuse
notaires associés
18 rue de l'Arquebuse
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

M. Jean-Marie
SPIEGEL

Avis de saisine
de légataire universel -
Délai d'opposition

Par testament olographe en date du 21 octobre 1996, Monsieur Jean -Marie Alfred SPIEGEL, en son vivant ecclésiastique, célibataire, demeurant à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), 31 rue de l'Arquebuse, né à CHALONS SUR MARNE (51000), le 5 juillet 1937, décédé à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), le 18 août 2025, a institué un légataire universel.

Ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description des testaments reçu par Me Laurence CARLIER, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE, le 7 octobre 2025.

Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du Notaire chargé du règlement de la succession : Me Laurence CARLIER, Notaire à CHALONS EN CHAMPAGNE, référence CRPCEN : 51084, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament, de la copie de ce testament et de l'acte de saisine.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis : Le Notaire.

M2601267

ANNONCES LÉGALES

**NIOT Angélique
DOTTI Virginie
COLLET Chloé
TYSSANDIER Julie
03.26.40.21.31
annoncelegale.pamb@forumeco.com**

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

TRANSMISSION
UNIVERSELLE
DE PATRIMOINE

SC « PICOCLE »
Société à responsabilité limitée
au capital de 206.000 Euros
Siège social : 10 rue des Lavoirs
51170 AOUGNY
R.C.S. REIMS 539 784 124

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 20 janvier 2026 les associés ont approuvé le traité de fusion du 15 décembre 2025, prévoyant l'absorption de la SC «PICOCLE» par la SCEA «DU CLOS DE LA SALLE», société civile au capital de 146.850 €, immatriculée au R.C.S. de REIMS sous le numéro 351 091 525, dont le siège social est situé 10 rue des Lavoirs - 51170 AOUGNY.

En conséquence, la collectivité des associés a décidé la dissolution anticipée, sans liquidation, de la SC «PICOCLE», son passif étant pris en charge par la société absorbante et les parts sociales émises par cette dernière au titre de la fusion étant directement attribuées aux associés de la société absorbée.

L'assemblée générale extraordinaire des associés de la SCEA «DU CLOS DE LA SALLE», Société absorbante, réunie le 20 janvier 2026, ayant approuvé la fusion et procédé à l'augmentation corrélatrice de son capital, la fusion et la dissolution de la SC «PICOCLE» sont devenues définitives au 20 janvier 2026. Les actes et pièces relatifs à la dissolution seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de REIMS.

Pour avis, le représentant légal.
M2601197

VENTE CESSION
ATTRIBUTION D'APPORTS

« POULAIN BOBINAGE »
Société à responsabilité limitée
au capital de 235.200 Euros
Siège social :
SAINT BRICE COURCELLES (Marne)
30 rue Emile Druart
R.C.S. Reims 494 590 540

« BOBINAGE 51 »
SARL au capital de 52.720 Euros
Siège social :
BEZANNES (Marne), 10 rue des Letis
R.C.S. Reims 529 677 916

Vente d'un fonds
de commerce

Cédant : La société BOBINAGE 51, société à responsabilité limitée au capital de 52.720 €, ayant son siège social à BEZANNES (Marne), 10 rue des Letis, immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de REIMS sous le numéro 529 677 916.

Cessionnaire : La société POULAIN BOBINAGE, Société à responsabilité limitée au capital de 235.200 €, dont le siège social est à SAINT BRICE COURCELLES (Marne), 30 rue Emile Druart, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de REIMS sous le numéro 494 590 540.

Objet : Un fonds commercial de vente, achat de matériel électrique, réparation, remise en état, bobinage de tous matériels, moteurs électriques, réparation et remise en état des ventilations, exploité à BEZANNES (Marne), 10 rue des Letis.

Entrée en jouissance : A compter du 1^{er} janvier 2026.

Prix : Cent vingt cinq mille Euros (125.000 €) s'appliquant aux éléments incorporels pour cent vingt mille Euros (120.000 €) et au matériel, mobilier, agencements pour cinq mille Euros (5.000 €).

Acte : Sous seing privé en date à REIMS (Marne) du 19 décembre 2025, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de la Marne le 9 janvier 2026 dossier 2026 00002433 référence 5104P04 2026 A 00058.

Oppositions : Dans les dix jours de la publication au BODACC. Pour la validité des oppositions, domicile est élu au siège de la société d'Avocats OCTAV, 8 rue Camille Lenoir à REIMS (Marne).
M2601278


Notaire
Mes-Frédéric-Frisch-et-Géraldine-ALLEN
Notaires-associés
2-bis-rue-Châtillon
57000-METZ
Tél.:-03.87.66.61.55

« BONNE VAP »

Suivant acte reçu par Maître Frédéric FRISCH, Notaire associé de la société civile professionnelle «Frédéric FRISCH et Géraldine ALLEN, notaires associés», titulaire d'un Office notarial sis à METZ (57000), 2 bis rue Châtillon, en date du 19 décembre 2025, enregistré au SDE de METZ le 13 janvier 2026 Dossier 2026 00001267 Réf 5704P61 2026 N 00560 a été cédé par :

La société dénommée BONNE VAP, société à responsabilité limitée à associé unique au capital de 90.000,00 €, dont le siège est à JOUY AUX ARCHES (57130), 4 allée des Tilleuls Parc Aravis, identifiée au SIREN sous le numéro 799 112 784 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ.

A la société dénommée NFC VAP, société par actions simplifiée au capital de 90.000,00 €, dont le siège est à JOUY AUX ARCHES (57130), 4 allée des Tilleuls Parc Aravis, identifiée au SIREN sous le numéro 944 055 516 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de METZ.

Le fonds de commerce de vente de cigarettes électroniques et produits s'y rapportant sis à VITRY LE FRANCOIS (51300), 46-50 Faubourg de Châlons, connu sous le nom commercial «BONNE VAP».

Le cessionnaire est propriétaire du fonds vendu à compter du jour de la signature de l'acte. L'entrée en jouissance a été fixée au 1^{er} janvier 2026.

La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de cinquante-sept mille cinq cents Euros (57.500,00 €), s'appliquant :

- Aux éléments incorporels pour trente-neuf mille cinq cents Euros (39.500,00 €) ;

- Au matériel pour dix-huit mille Euros (18.000,00 €).

La cession comprend également le stock de marchandises évalué à la somme de vingt-deux mille Euros (22.000,00 €), en sus du prix de vente.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'Office notarial de Maître Laurence CARLIER, Notaire à CHÂLONS EN CHAMPAGNE (51000), 18 rue de l'Arquebuse, où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion,
Maître Frédéric FRISCH.

M2601068

**Confiez-nous
vos annonces
légales !**



**PUBLICATION
dans TOUS les
DÉPARTEMENTS
de France**

**annoncelegale.pamb
@legalnet.org**

03 26 40 21 31


**Office Notarial Porte du Pont
SCP GELIN MACHET GUERDER**
Notaires associés
7 place du Maréchal Leclerc
51300 VITRY LE FRANCOIS

AUX DOIGTS
D'ARGENT / L'ART
DES CISEAUX

Cession
de fonds de commerce

Suivant acte reçu par Me Sylvie MACHET, notaire associé, à VITRY -LE-FRANCOIS (Marne), 7 Place du Maréchal Leclerc, le 22 janvier 2026, a été cédé un fonds de commerce par :

La SociétéAUX DOIGTS D'ARGENT, société à responsabilité limitée au capital de 1000 €, dont le siège est à VITRY-LE-FRANCOIS (51300), 14 rue Abraham Moivre Centre commercial du Hamois, identifiée au SIREN sous le numéro 849300611 et immatriculée au RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Au profit de :
La Société L'ART DES CISEAUX, société à responsabilité limitée au capital de 5000 €, dont le siège est à VITRY-LE-FRANCOIS (51300), 14 B Abraham Moivre Centre commercial du Hamois, identifiée au SIREN sous le numéro 994974863 et immatriculée au RCS de CHALONS-EN-CHAMPAGNE.

Un fonds de commerce de salon de coiffure, vente de produits de beauté et de tous accessoires sis à VITRY LE FRANCOIS (51300), Centre commercial du Hamois, 14B rue Abraham Moivre, lui appartenant, connu sous le nom commercial AUX DOIGTS D'ARGENT,

Moyennant le prix principal de 55 000,00 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 45 000,00 € et au matériel pour 10 000 €.

La propriété a été fixée au jour de la signature de l'acte et l'entrée en jouissance au 16 janvier 2026.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues en la forme légale dans les dix jours de la dernière en date des insertions prévues par la loi, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion : Le notaire.

M2601099

CHANGEMENT DE
REGIME MATRIMONIAL

EPOUX FAGOT

Insertion - Changement
de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Romain FLORENS, notaire à VITRY-LE-FRANCOIS (Marne), 28 rue Aristide Briand, CRPCEN 51081, le 23 janvier 2026, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Michel Paul Anthime FAGOT, et Madame Jacqueline Lucienne Yvonne Micheline DUBOIS, demeurant ensemble à CHATELRAOULD - SAINT - LOUVENT (51300) 3 chemin de Blaise.

Monsieur est né à VITRY-LE-FRANCOIS (51300) le 27 décembre 1936,

Madame est née à CHALONS-EN-CHAMPAGNE (51000) le 3 avril 1941.

Mariés à la mairie de ABLANCOURT (51240) le 24 septembre 1963 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Michel HUMBERT, notaire à BASSUET (51300), le 21 septembre 1963.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion : Le notaire.
M2601093

ÉPOUX
CABOCEL / BLIN

Insertion - Changement
de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Arnaud LEFEVRE, notaire à VITRY-LE-FRANCOIS (Marne), 28 rue Aristide Briand, CRPCEN 51081, le 23 janvier 2026, a été conclu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle entre :

Monsieur Jean-Paul Dominique Alphonse CABOCEL, et Madame Marie -Agnès BLIN, demeurant ensemble à LOISY-SUR-MARNE (51300), 4 rue Justin Haudos.

Monsieur est né à VITRY-LE-FRANCOIS (51300) le 30 juillet 1963, Madame est née à WASSY (52130) le 11 juin 1965.

Mariés à la mairie de WASSY (52130) le 17 août 1985 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion : Le notaire.
M2601096


**LUTUN
& SHALGIAN**
Notaires Associés
Commercial - Plumes - Vitry-en-Tardenois

EPOUX MACHET

Monsieur Stéphane Paul MACHET, responsable administratif, né à CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), le 18 août 1968 et Madame Karine GRANDMAIRE, enseignante, née à SAINT DIZIER (52100), le 17 juin 1971, demeurant ensemble à CORMONTREUIL (51350), 7 rue de Saintonge, mariés à la Mairie de CHALONS EN CHAMPAGNE (51000), le 25 février 1995, sous le régime légal de la communauté réduite aux acquêts, ont procédé à un aménagement de régime matrimonial: adjonction d'une clause de préciput portant sur le logement principal des époux.

L'acte a été reçu par Me Romain SHALGIAN, notaire à CORMONTREUIL, le 29 janvier 2026.

Les oppositions seront reçues en l'étude de Me Romain SHALGIAN, notaire à CORMONTREUIL, où domicile a été élu à cet effet, pendant un délai de trois mois à compter de la date de parution du présent journal, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte d'huissier de justice.

Pour insertion conformément aux dispositions de l'article 1397 du Code civil.

Me Romain SHALGIAN.
M2601333

TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE REIMS

Jugement
du 27 janvier 2026

SAS AUTO'CLEAN 51, 11 rue de la Fosse Cochard, 51370 Saint-Brice-Courcelles, RCS Reims 831 221 452. Mécanique générale, carrosserie, peinture, achat vente et location de véhicules. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et ouvrant une procédure de liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 juillet 2025, désignant liquidateur Selarl Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés.
M2601295

LIQUIDATION
JUDICIAIRE

Jugement
du 27 janvier 2026

ABITBOL Yoni, 82 avenue Paul Doumer, 51700 Mareuil-le-Port. Travaux d'installation d'équipement thermique et climatisation, travaux d'isolation, rénovation d'habitat, diagnostiquer et conseil en économie d'énergie. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant liquidateur SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601229

SARL Intérieur Bois (IB), 169 rue du Barbâtre, 51100 Reims, RCS Reims 909 163 586. La restauration de parquets et l'entretien des différentes pièces de bois composants l'intérieur d'une maison, ainsi que la pose de parquets, de cuisines et de meubles type dressing, meubles de cuisine, meubles anciens... Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 19 septembre 2025, désignant liquidateur Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601230

SAS SPARN'AUDIT, 5 rue de Sézanne, 51200 Épernay, RCS Reims 919 755 165. Les prestations de contrôle de chantier dans le cadre de l'accréditation sofrac, les prestations d'audit énergétiques, études thermiques réglementaires, diagnostics énergétiques et toute expertise liée aux métiers du bâtiment, les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 29 décembre 2025, désignant liquidateur SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601231

SAS SOPLI, zone d'activité commerciale la Husselle, 12 Rue Elisa Deroche, 51450 Bétheny, RCS Reims 890 202 815. Toutes opérations de façonnage, pliage, découpe de tôles de toutes matières. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 5 janvier 2026, désignant liquidateur Selarl Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601232

REDRESSEMENT
JUDICIAIRE

Jugement
du 20 janvier 2026

SAS STM CARROSSERIE, 1 b rue Jean-Antoine Chaptal, 51470 Saint-Memmie, RCS Châlons en Champagne 953 181 799. Carrosserie, tôlerie, peinture, dépannage, transport et gardiennage, entretien et réparation, transformation, location de tous véhicules. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 24 septembre 2025, désignant administrateur Selarl a.j.c. (me Nicolas Torrano) 31-33 rue de Talleyrand 51100 Reims, avec les pouvoirs : assister le débiteur pour tous les actes relatifs à la gestion courante de l'entreprise, mandataire judiciaire Maître Isabelle Tirmant 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601059

Jugement
du 27 janvier 2026

THIEBAULT Christophe, chemin des Pensionnés, 51100 Reims. Multiservices. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant mandataire judiciaire Selarl Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601296

ADJANOHOUN Cohomlan, 10 rue Landouzy, 51100 Reims. Nettoyage courant de bâtiments. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant mandataire judiciaire Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601297

SAS Maçonnerie Façade Rénovation, 12 rue du Château Mouzin, 51420 Cernay-lès-Reims, RCS Reims 887 754 430. Travaux de maçonnerie générale, rénovation de biens immobiliers. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 19 septembre 2025, désignant mandataire judiciaire Selarl Amandine Riquelme (me Amandine Riquelme) 13 bis boulevard Foch BP 10199 51057 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601298

SARL ENTREPRISE BARRAS, 55 rue des Monts de Champagne, 51360 Prunay, RCS Reims 532 886 520. Tous travaux de chauffage, plomberie, électricité. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant mandataire judiciaire SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601299

SAS ALTAI ENTREPRISE, 52 rue de la Guadeloupe, 51200 Épernay, RCS Reims 909 216 608. Étanchéité, couverture, bardage. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 12 novembre 2025, désignant mandataire judiciaire SCP Crozat (me Arnaud Crozat) 26 rue Louis Victor de Broglie 51430 Bezannes. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601300

SARL CHAMPENOISE DEPANNAGE RENOVATION, 62 b rue Geruzet, 51100 Reims, RCS Reims 883 646 358. Intervention après sinistre plomberie électricité serrurerie location de matériel et d'outillage point relais colis divers travaux de finition location de bureaux et photocopies. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant mandataire judiciaire Selarl Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC.
M2601301

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Marne

SARL MN BICHRI (MNB), 32 boulevard de la Paix, 51100 Reims, RCS Reims 921 504 296. 1- d'assurer des prestations de transport public routier de marchandises et/ou location de véhicules industriels avec conducteur avec des véhicules n'exédant pas 3,5t de pma. et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement. 2- achats. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 19 septembre 2025, désignant mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC. M2601302

SAS MySDBDéco, 1 b rue de la Gare, 51500 Trois-Puits, RCS Reims 845 098 961. Création et rénovation de salle de bain y compris les travaux de plomberie, chauffage, ventilation, électricité. tous travaux de carrelage, pose de plaque de plâtre, peinture exercés en sous-traitance. toutes prestations de conseil en matière de travaux et de décoration. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 15 septembre 2024, désignant mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC. M2601319

GORDIEN (nom d'usage GORDIEN) Jérôme Jean-Jacques, 58 rue Anquetil, 51100 Reims, RCS Reims 477 540 769. Achat vente de produits alimentaires, fruits et légumes, confiserie, biscuiterie, vêtements, chaussures, bijoux fantaisie, bazar, cosmétiques et tous commerces neufs et occasion. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, en application du II de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC. M2601320

SAS CPS, 90 place Drouet d'Erlon, 51100 Reims, RCS Reims 918 999 822. Petite restauration bar brasserie pmu. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 27 août 2024, désignant administrateur Selari a.j.c. (me Nicolas Torrano) 31-33 rue de Talleyrand 51100 Reims, avec les pouvoirs : assister le débiteur pour certains actes de gestion, mandataire judiciaire Selari Bruno Raulet (me Bruno Raulet) 34 rue des Moulins 51100 Reims. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois de la publication au BODACC. M2601332

TRIBUNAUX JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 20 Janvier 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif des opérations de la liquidation judiciaire de la **S.C.E.A. DU RAVEAU** 6 rue du Raveau - 51800 BINARVILLE (N° RG 21/02264) inscrite au RCS de CHALONS EN CHAMPAGNE sous le numéro 808 080 675. Pour extrait conforme, LE GREFFIER M2601192

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 20 Janvier 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a ordonné l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sur les dettes professionnelles et personnelles de **M^{me} Christiane BOUILLE épouse FOURNY** 3 rue de la liberté - 51480 VAUCIENNES (N° RG 25/02532), N° SIREN 382 875 102, nommé en qualité de mandataire judiciaire Me Isabelle TIRMANT, 34 rue des moulins - 51100 REIMS. Les déclarations de créances doivent être déposées auprès du mandataire judiciaire dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'extrait de jugement au BODACC. Pour extrait conforme, Le greffier. M2601198

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 20 Janvier 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a ordonné l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'égard de **Groupeement EMPLOYEURS FLAVIEN MICHON** sis 9 rue des fermes - 51310 LA NOUE (N° RG 25/03293), ordonné une période d'observation de 6 mois, nommé en qualité de mandataire judiciaire Me Bruno RAULET, 34 rue des Moulins - 51100 REIMS, fixé provisoirement au 20 Juillet 2024 la date de cessation des paiements ; Les déclarations de créances doivent être déposées auprès du mandataire judiciaire dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'extrait de jugement au BODACC. Pour extrait conforme, Le Greffier. M2601206

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE CHALONS EN CHAMPAGNE

Par jugement en date du 27 Janvier 2026, le tribunal judiciaire de CHALONS EN CHAMPAGNE a ordonné l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire sur les dettes professionnelles et personnelles de **M. Freddy LAMARCHE** demeurant 1 rue des loges - 51800 LA NEUVILLE AU PONT (N° RG 25/03264), nommé en qualité de mandataire judiciaire Me Amandine RIQUELME, 13 bis bd Foch - 51100 REIMS. Les déclarations de créances doivent être déposées auprès du mandataire judiciaire dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'extrait de jugement au BODACC. Pour extrait conforme, Le Greffier. M2601217

RÉDACTION

BUSSON Benjamin
03.26.08.38.31

DESANTI Nastasia
03.26.08.38.32

redaction.pamb@legalnet.org

Ardennes CONSTITUTION DE SOCIETE

JosDel SCI

Par acte SSP du 14 janvier 2026, il a été constitué une Société Civile Immobilière ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : JosDel SCI. Siège social : 9 Rue Du Calvaire 08410 BOULZICOURT. Durée : 99 ans. Capital : mille Euros (1.000,00 €). Objet social : - L'acquisition, la propriété, la gestion et plus généralement l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous terrains, appartements, immeubles et droits immobiliers, - La réalisation de tous travaux, notamment de construction, rénovation, aménagement sur ces biens ou droits immobiliers, - La prise de participation dans des sociétés d'investissements immobiliers notamment dans des SCPI, - Eventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société. Gérance : JOSDEL HOLDING, SASU au capital de 178 255,00 €, sis 9 Rue Du Calvaire 08410 BOULZICOURT, 994 998 110 RCS SEDAN. Clause d'agrément : Cession libre entre associés. Cession soumise à agrément dans les autres cas. Immatriculation au RCS de SEDAN. M2600647

MFB LE PRINCE DES ARDENNES

Par acte SSP du 12/01/2026 il a été constitué une EURL dénommée : MFB LE PRINCE DES ARDENNES Siège social : 9, Place d'Harcourt 08200 SEDAN Capital : 1.000 € Objet : Commerce de détail de produits alimentaires exotiques, de produits cosmétiques en gros et détail pour les particuliers ou professionnels en France et à l'étranger. Import / export Gérant : M BERETE Mohamed, 4, rue du Faubourg de Pierre 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de SEDAN. M2600877

LE PRE MELO Société à responsabilité limitée au capital de 7.005 Euros Siège social : Route de Charbogne 08130 ATTIGNY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date du 16 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : FORME SOCIALE : Société à responsabilité limitée. DÉNOMINATION SOCIALE : LE PRE MELO. SIÈGE SOCIAL : Route de Charbogne - 08130 ATTIGNY. OBJET SOCIAL : Restauration traditionnelle et rapide, sur place et à emporter, activité de traiteur, exploitation d'un débit de boissons avec licence IV, organisation de manifestations musicales, culturelles et évènementielles et toutes activités connexes ou complémentaires. DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés. CAPITAL SOCIAL : 7.005 €. GÉRANCE : Monsieur Stéphane HENRIET, demeurant route de Charbogne à ATTIGNY (08), Madame Catherine HENRIET, demeurant route de Charbogne à ATTIGNY (08), Madame Ludivine CHENEAUX, demeurant 4 rue de la liberté - 08130 ALLAND'HUY ET SAUSSEUIL (08). Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN. Pour avis : La gérance. M2601039

IDEA Expertise comptable 15 rue du Président Kennedy 08000 CHARLEVILLE MEZIERES Tél. : 03.24.59.70.41

AMP LOCATIONS Société civile immobilière au capital de 2.000 Euros Siège social : 8 rue Dubois Crancé 08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CHARLEVILLE MÉZIERES (08) du 21/01/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société civile immobilière Dénomination sociale : AMP LOCATIONS Siège social : 8 rue Dubois Crancé, 08000 CHARLEVILLE MEZIERES Objet social : L'acquisition, l'aménagement, la mise en valeur, la construction, l'administration, la gestion, l'exploitation, la location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; Tout mode d'acquisition et de financement de l'acquisition des immeubles, dès lors qu'il entre dans le cadre de la gestion patrimoniale et civile de l'objet social ; L'aliénation d'un ou des immeubles devenus inutile à la Société, par tous moyens ; La souscription de tous emprunts pour financer l'acquisition des biens immobiliers, ainsi que toutes garanties. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS Capital social : 2.000 €, constitué uniquement d'apports en numéraire Gérance : M. Anthony PROFILI et M^{me} Marion PROFILI demeurant ensemble 1 rue des Fleurs, 67720 WEYERSHEIM Clauses relatives aux cessions de parts : agrément requis dans tous les cas, sauf entre associés, agrément des associés représentant au moins les deux-tiers des parts sociales Immatriculation de la Société au RCS de SEDAN Pour avis : La gérance. M2601115

SARL LEMEE RENAUD

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22/01/2026, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes : FORME : Société à responsabilité limitée. DÉNOMINATION : LEMEE RENAUD. SIÈGE SOCIAL : 4 chemin de l'Alouette - 08300 RETHEL. OBJET : La société a pour objet, en France et à l'étranger : - Toute activité artisanale dite non réglementée au sens du code de l'artisanat, telle que les travaux de peinture, de dépannage et réparation, travaux de maçonnerie divers et plus généralement de tous travaux multiservices ; - La prise de participation dans toutes sociétés, et notamment dans des sociétés d'exploitation agricole, viticole ou immobilière, la gestion de ces participations et la gérance de toutes sociétés. DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés. CAPITAL : 10.000 € divisé en 1.000 parts d'un montant unitaire de 10 € chacune. GÉRANCE : M. Renaud LEMEE, demeurant 28 rue de la Sucrerie - 08390 BAIRON ET SES ENVIRONS nommé pour une durée illimitée avec pouvoir général d'engager la société envers les tiers IMMATRICULATION : Au R.C.S. de SEDAN. Pour avis : Le représentant légal. M2601209



HUART D. ARCHITECTURE Société à responsabilité limitée d'Architecture à associé unique au capital de 1 000 euros Siège social : 14 rue de l'Aidain 08400 SEMIDE

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à SEMIDE (08400) du 27 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée d'Architecture à associé unique Dénomination sociale : HUART D. ARCHITECTURE Siège social : 14 rue de l'Aidain, 08400 SEMIDE Objet social : L'exercice de la profession d'architecte et d'urbaniste en particulier de la fonction de maître d'œuvre et toutes missions se rapportant à l'acte de bâtir et à l'aménagement de l'espace. A cette fin, la société peut accomplir toutes opérations concourant directement ou indirectement à la réalisation de son objet ou susceptibles d'en favoriser le développement. Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés Capital social : 1 000 euros Gérance : Madame Delphy HUART, demeurant 14 rue de l'Aidain 08400 SEMIDE, assure la gérance. Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN. Pour avis : La Gérance. M2601194

SEDAN LOISIRS Société par actions simplifiée au capital de 200.000 Euros Siège social : 19 avenue de Verdun - 08200 SEDAN

Par acte sous seing privé en date du 22/01/2026, il a été constitué une société actions simplifiée unipersonnelle dont les caractéristiques sont les suivantes : FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle. DÉNOMINATION : SEDAN LOISIRS. SIEGE SOCIAL : 19 avenue de Verdun - 08200 SEDAN. OBJET : Exploitation à SEDAN d'un casino, d'un restaurant et d'une salle de spectacles. DUREE : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S. CAPITAL : 200.000 €. PRESIDENT : Romain TRANCHANT, demeurant 1bis avenue des Peupliers - PARIS (75016). CAC titulaire : Simon BRULE, demeurant 8 rue Paul Fort - 75014 PARIS. CAC suppléant : Frédéric DUCHADEAU, demeurant 37 rue Paul Fort - 75014 PARIS. ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement. Le droit de vote est attaché aux actions. IMMATRICULATION : R.C.S. de SEDAN. Pour avis. M2601075

BAT RENOV

Par acte SSP du 28/01/2026, il a été constitué une EURL présentant les caractéristiques suivantes. Dénomination : BAT RENOV. Objet social : travaux de revêtements des sols et murs. Siège social : 35 rue d'Alsace - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. Au capital de : 10 000 €. Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de Sedan. Gérance : M. AWAD MUHIYADIN ALI demeurant 35 Rue d'Alsace - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. M2601305



Etude de Maître Arnaud MANGIN Notaire à RETHEL (Ardennes) 3 quai d'Orfeuil

LA FERME AUX MOUTONS

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Arnaud MANGIN, notaire à Rethel (Ardennes) 3 Quai d'Orfeuil, le 26 janvier 2026, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes : DÉNOMINATION : LA FERME AUX MOUTONS. FORME : Société civile immobilière. SIEGE SOCIAL : BIGNICOURT (08310), 8 rue Principale. DUREE : 99 ans. APPORTS EN NATURE : une maison à usage d'habitation sise à BIGNICOURT (08310), 8 rue Principale pour 350 000 €. APPORTS EN NUMERAIRE : 42 500 €. CAPITAL SOCIAL : 392 500 €. OBJET SOCIAL : La constitution, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur de tout élément de patrimoine, mobilier et immobilier, outre de pouvoir cautionner hypothécairement sur l'actif social immobilier les dettes d'un associé ou d'un tiers. GERANCE : Monsieur Davy CUTILLAS et Madame Bénédicte DEGLAIRE, son épouse, demeurant ensemble à BIGNICOURT (08310), 8 rue Principale. CESSION DE PARTS : Soumise à agrément de la gérance pour les tiers à la société. La société sera immatriculée au R.C.S. de SEDAN. Pour avis : Le Notaire. M2601272

LEROY

Aux termes d'un ASSP en date du 29 janvier 2026, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes : FORME SOCIALE : Société civile immobilière. DÉNOMINATION SOCIALE : LEROY. OBJET SOCIAL : La société a pour objet : - L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation par location ou autrement, à l'exception de la location en meublé, de tous biens ou droits immobiliers à quelque endroit qu'ils se trouvent situés ; - La prise de participation dans toutes sociétés immobilières ; - L'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts d'aménagement, de réfection ou autres à faire dans les immeubles de la société. Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société. SIÈGE SOCIAL : 2 rue Hulot - 08430 YVERNAUMONT. CAPITAL SOCIAL : 1.000 €. DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de SEDAN. GÉRANTS : - M. LEROY Jordan, demeurant à 2 rue Hulot - 08430 YVERNAUMONT ; - M^{me} DUBOIS Casandra, demeurant à 2 rue Hulot - 08430 YVERNAUMONT. Immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés de SEDAN. Pour avis : La gérance. M2601335

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes

CONVERGENCE CAPITAL INVEST
Société par actions simplifiée au capital de 1.500 Euros
Siège social :
17 boulevard Firmin Leguet
08500 REVIN

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ORMES du 26.01.2026, il a été constitué une société par actions simplifiée dénommée CONVERGENCE CAPITAL INVEST présentant les caractéristiques suivantes :
Siège : 17 boulevard Firmin Leguet - 08500 REVIN.
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
Capital : 1.500 €.
Objet : La Société a pour objet, en France et à l'étranger : toutes activités de marchand de biens, à savoir l'achat de biens immobiliers ou terrains en vue de leur revente ; la construction de tous immeubles, la vente des immeubles construits à tous tiers, en totalité ou par fractions ; toutes actions de promotion immobilière, au sens des articles 1831-1 et suivants du code civil.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : Monsieur Mouloud BAABOUCHE, demeurant 8 bis rue Dresfervuoin - 51370 ORMES.
La Société sera immatriculée au R.C.S. de SEDAN.

Pour avis : Le Président.

M2601109

CWA
Colas Wilemme & Associés
EXPERTS-COMPTABLES
4 BD DES ECOSSAIS
08200 SEDAN
03.24.25.60.81
CONTACT@C-W-A.FR

HOLDING DOCQ
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 13 rue du Chemin de Fer
08110 CARIGNAN

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CARIGNAN du 20 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société par actions simplifiée.
Dénomination : HOLDING DOCQ.
Siège : 13 rue du Chemin de Fer - 08110 CARIGNAN.
Durée : Quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.
Capital : 1.000 €.
Objet : - L'acquisition, par tous moyens, la propriété et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières et autres droits sociaux, et de tous autres instruments financiers, cotés en bourse ou non cotés, français ou étrangers, la prise de participation ou d'intérêts dans toutes sociétés et entreprises civiles ou commerciales et la gestion de ces participations ;
- L'acquisition par tous moyens, la propriété et la gestion, à titre civil, de tous biens mobiliers et immobiliers dont elle deviendrait propriétaire ;
- La gestion, l'organisation, l'optimisation du patrimoine familial ; sur délibération expresse de l'assemblée générale extraordinaire, la mise à disposition gracieuse de ses actifs aux associés.
Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
Président : Madame Valentine DOCQ, demeurant 13 rue du Chemin de Fer - 08110 CARIGNAN.
Directeur général : Monsieur Vincent DOCQ, demeurant 13 rue du Chemin de Fer - 08110 CARIGNAN.
La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN.

Pour avis : Le Président.

M2601250

MODIFICATION DE STATUTS

FCOM
Expertise-Comptable

MIRANDA
Société par actions simplifiée au capital de 73 900 euros porté à 900 euros
Siège social : Rue Jules Fuzelier
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
444 614 531 RCS SEDAN

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 décembre 2025 et du procès-verbal des décisions du Président du 29 décembre 2025, que le capital social a été réduit de 73 000 euros par voie de remboursement d'une somme de 730 euros par action et a été ramené de 73 900 euros à 900 euros.
Cette réduction de capital a été réalisée au moyen de la réduction de la valeur nominale des actions.
Les mentions antérieurement publiées relatives au capital social sont ainsi modifiées :
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : 73 900 euros
Nouvelle mention : 900 euros
Pour avis : Le Président

M2601187

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

SCI DU BOIS CHAUSSE
Société civile immobilière au capital de 10.000 Euros
Siège social :
36 rue de la Campagne
08320 VIREUX-WALLERAND
821 265 758 RCS SEDAN

Aux termes d'une délibération en date du 23/01/2026, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérant Monsieur Claude Lambert, demeurant 71A Avenue du Général de Gaulle 08320 Vireux-Wallerand, pour une durée illimitée à compter du 23/01/2026
Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de Sedan.
Pour avis : La gérance.

M2601223

SAS « LES FERMES ARDENNAISES »
Société par actions simplifiée à capital variable
12 rue Principale
08260 CHAMPLIN
834 184 285 R.C.S. Sedan

Suivant PVAGE du 30/12/2025, les actionnaires ont accepté, à compter du 01/10/2025 :
- La démission de Monsieur Olivier HALE de ses fonctions de président ;
- la nomination en qualité de présidente de la SAS ORMELI, société par actions simplifiée au capital de 2.000 €, dont le siège social est situé sis 2 rue des charmes à VILLERS SEMEUSE (08000), immatriculée au R.C.S. de SEDAN sous le numéro 830 302 774, représentée par Monsieur Cyril ROUY, son président ;
- Le transfert du siège social sis 2 rue des charmes à VILLERS SEMEUSE (08).
Pour avis : Le président.

M2514136

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

S.C.I. BOIS SUR SAULT RETHEL
Société civile immobilière au capital de 5.000 Euros
Siège social :
36 rue de la Campagne
08320 VIREUX-WALLERAND
824 517 288 RCS Sedan

Aux termes d'une délibération en date du 23/01/2026, la collectivité des associés a nommé en qualité de cogérant Monsieur Claude Lambert, demeurant 71A Avenue du Général de Gaulle 08320 Vireux-Wallerand, pour une durée illimitée à compter du 23/01/2026.
Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de Sedan.
Pour avis : La gérance.

M2601226

SAS « LES CUISINES ARDENNAISES »
Société par actions simplifiée Au capital variable de 21.000 Euros
2 rue des charmes
08000 VILLERS SEMEUSE
849 855 044 RCS Sedan

Suivant PVAGE du 30/12/2025, les actionnaires ont accepté, à compter du 01/10/2025 :
- la démission de Monsieur Cyril ROUY de ses fonctions de Président,
- la nomination en qualité de Présidente de la SAS ORMELI, Société par Actions Simplifiée au capital de 2.000 €, dont le siège social est situé sis 2 rue des charmes à VILLERS -SEMEUSE (08000), immatriculée au RCS de SEDAN sous le numéro 830.302.774, représentée par Monsieur Cyril ROUY, son Président,
- la nomination de Monsieur Cyril ROUY, demeurant 2 rue des Charmes à VILLERS SEMEUSE (08), en qualité de Directeur Général extérieur.
Pour avis : Le président.

M2514119

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

SZM VAB
Société civile immobilière au capital de 7 000 Euros
Siège social : 22 avenue Roger Salengro
08350 Vrigne-aux-Bois
920 955 572 RCS Sedan

Aux termes d'une décision de la gérance en date du 27/08/2025, il a été décidé de transférer le siège social du 22 avenue Roger Salengro, 08350 Vrigne-aux-Bois au 44 rue de la République, 08350 Vrigne-aux-Bois à compter du même jour et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Modification sera faite au greffe du Tribunal de commerce de Sedan .
Pour avis : La gérance

M2601088

BP MENUISERIE
BP MENUISERIE, SAS au capital de 15.000 €, sigle BPM, siège social 5 bis Zone Verte - 08430 POIX TERRON, 891 243 453 R.C.S. SEDAN. Par délibération en date du 31/12/2025 de l'assemblée générale extraordinaire, il a été décidé, à compter du 01/01/2026, de transférer le siège social au 24 B rue Baron Quinart - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. Mention sera faite au R.C.S. de SEDAN.

M2601338

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

SOILOT-POZZI
Société à responsabilité limitée au capital de 7.500 Euros
Siège social : 9 rue Paul Doumer
08800 MONTHERMÉ
788 449 833 R.C.S. Sedan

Par décisions du 26.01.2026, l'Associé Unique a décidé, à compter du même jour :
- de remplacer la dénomination sociale «SOILOT-POZZI» par «A CASA ALICIA DISTRIB» ;
- d'étendre l'objet social à l'activité de distribution et/ou vente de produits d'hygiène et d'entretien professionnels et de supprimer l'activité d'hébergement touristique et toute autre hébergement de courte durée, location de logements meublés ;
- de transférer le siège social du 9 rue Paul Doumer 08800 Monthermé au 640 route de la Valicella - 20230 SANTA LUCIA DI MORIANI
Les articles 2, 3 et 5 des statuts ont été modifiés.
Pour avis : La Gérance.

M2601281

B.C.E.A.V.B
B.C.E.A.V.B SASU au capital de 500 € Siège social : 7 RUE DES MÉSANGES 08000 CHARLEVILLE MEZIERES RCS 902 138 791 SEDAN L'associé unique, en date du 01/06/2024, a nommé président : M BIRKAN Deni, 7 RUE DES MÉSANGES 08000 CHARLEVILLE MEZIERES en remplacement de M MAGOMADOV Timur Amkhatovitch, à compter du 01/06/2024. Mention au RCS de SEDAN.
M2600804

SCEA « EARL LA CHATELEINE »
Société civile au capital de 87 210 Euros
319.505.509 RCS Sedan
3 Rue des Alliés
08300 TAGNON

Dans l'annonce M2513343 parue le 10/12/2025, il fallait lire : Il a été procédé, à compter du 31/12/2025 à la transformation de l'EARL en SCEA dénommée «LA CHATELEINE»
Pour avis : La gérance.

M2601022

SC « DES THEUYETTES »
Capital social : 1.000 Euros
Siège social : 29 Chemin des Theuyettes -
Route d'Annelles - 08300 PERTHES
R.C.S. Sedan 792 731 937

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2025, les associés ont augmenté le capital social de 580 € le portant à 1.580 €, à compter du 31 décembre 2025.
Pour avis : La gérance.

M2601307

MARJOJER
SAS au capital de 526.560 Euros
6 rue du Château - 08300 NEUFLIZE
RCS Sedan 478 322 365

Par décision du 18/12/2025, le Président a nommé Madame Marion CAMUS en qualité de Directrice Générale de la Société, à effet du même jour
Madame CAMUS demeure 35 bis, rue de la Paix - 51420 WITRY LES REIMS.
Mention en sera faite au RCS de SEDAN.
Pour avis.

M2601318

SCI BERTRAND
SCI au capital de 32.776,54 Euros
Siège social : Rue Mongourdin
08270 CORNY-MACHEROMENIL
R.C.S. de Sedan n°394 530 174

Avis de modification
L'AGE du 26/10/2018 a décidé à compter du 26/10/2018 de nommer en qualité de gérant M. MAILLEY CHRISTIAN, demeurant Rue Mongourdin - 08270 CORNY MACHEROMENIL en remplacement de M^{me} BERTRAND DANIELLE, gérante, pour cause de décès
Modification au R.C.S. de SEDAN.
M2601331

DELL'ATTI FRANCK ET FILS
Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros porté à 10.000 Euros
Siège social :
6 Bis rue du Commerce
08000 WARCO
921 859 237 RCS Sedan

Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 novembre 2025, il résulte que le capital social a été augmenté de 9,000 € par incorporation de réserves. En conséquence, l'article 8 des statuts a été modifié. ANCIENNE MENTION : Le capital social est fixé à mille Euros (1.000 €). NOUVELLE MENTION : Le capital social est fixé à dix mille Euros (10.000 €).
Pour avis : Le président.

M2601061

GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE de « LA CROIX DE PAIX »
GFA au capital de 213.428,62 Euros
Siège social :
Rue Basse de Chaumont
08220 RENNEVILLE
RCS Sedan 382 533 529

Aux termes de la décision de l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2025 il a été pris acte du décès de M^{me} M^{me} JONET-FREROTTE Rosa, décédée à VOUZIERES (08400), le 18 juin 2023 et décidé de nommer en qualité de nouveau gérant M^{me} DUPONT-JONET Catherine, demeurant à RENNEVILLE (08220) 4 rue Basse de Chaumont, pour une durée indéterminée à compter du 28 avril 2025.
Et il a été décidé de transférer le siège social à RENNEVILLE (08220) 4 rue Basse de Chaumont à compter du 1^{er} janvier 2025.
Mention sera faite au RCS de SEDAN.
M2601241

FUSION
HMC
Expertise Comptable

GBA
Société civile immobilière au capital de 4.000 Euros
Siège social : 3 chemin du Vivier Guyon
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
821 746 518 R.C.S. Sedan

Avis de dissolution

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 31 décembre 2025, les associés de la société GBA ont approuvé le traité établi sous signature privée en date du 28 novembre 2025, et portant fusion par absorption de leur Société par la société GB, société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros, dont le siège social est 27 rue Jean Macé 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN sous le numéro 847 922 671.

L'Assemblée a décidé la dissolution anticipée, sans liquidation, de la société GBA, le passif de cette Société étant intégralement pris en charge par la société GB et les actions émises en augmentation de son capital par la société GB étant directement et individuellement remises aux associés de la société GBA, à raison de 190 actions de la société GB pour 1 part de la société GBA.
L'Assemblée Générale Extraordinaire de la société GB, en date du 31 décembre 2025 ayant approuvé le traité de fusion et augmenté son capital, la fusion et la dissolution de la société GBA sont devenues effectives à cette date.
Les actes et pièces concernant la dissolution sont déposés au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN.
Pour avis : La Gérance

M2601140

HMC
Expertise Comptable

GB
Société par actions simplifiée au capital de 12 000 euros
Porté à 19 220 euros
Par l'effet de la fusion visée ci-après
Siège social : 27 rue Jean Macé, 08000
CHARLEVILLE-MEZIERES
847 922 671 RCS SEDAN

Avis de fusion et d'augmentation de capital

Aux termes d'un procès-verbal en date du 31 décembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société GB a :
- Approuvé le projet de fusion établi par acte sous signature privée en date du 28 novembre 2025, aux termes duquel la société GBA, société civile immobilière au capital de 4 000 euros, dont le siège social est 3 chemin du Vivier Guyon 08000 CHARLEVILLE-MEZIERES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de SEDAN sous le numéro 821 746 518, a fait apport, à titre de fusion, à la société GB de la totalité de son actif évalué à 346 164 euros, à charge de la totalité de son passif évalué à 3 764 euros, la valeur nette des apports s'étant donc élevée à 342 400 euros,
- Décidé, pour rémunérer cet apport, d'augmenter son capital d'un montant de 7 220 euros pour le porter de 12 000 euros à 19 220 euros, par la création de 7 220 actions nouvelles de 1 euros chacune, de même catégorie que les anciennes, entièrement libérées, et attribuées aux associés de la société GBA autres que la société absorbante en application des dispositions de l'article L. 236-3 du Code de commerce, à raison de 190 actions de la société GB contre 1 part de la société GBA.
La prime de fusion s'élève globalement à 318 060 euros.
Le boni de fusion s'élève à 16 920 euros.
La fusion est devenue définitive le 31 décembre 2025 ainsi qu'il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société GBA en date du 31 décembre 2025 et du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société GB en date du 31 décembre 2025, la société GBA se trouvant dissoute à cette date de plein droit du fait de la fusion.
La fusion a un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2025, d'un point de vue comptable et fiscal, de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la société GBA depuis le 1^{er} janvier 2025 jusqu'au jour de la réalisation de la fusion sont réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société GB et considérées comme accomplies par la société GB depuis le 1^{er} janvier 2025.
En conséquence de l'augmentation de capital, l'article 7 des statuts relatif au capital social a été modifié comme suit :
ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL
Ancienne mention : 12 000 euros
Nouvelle mention : 19 220 euros.
Pour avis Le Président

M2601142

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes

POURSUITE D'ACTIVITE

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

Etablissements CHARLOT SAS
Société par actions simplifiée au capital de 10 000 Euros
Siège social : 7, rue des Bains Nauches,
08700 NEUFMANIL
924 919 061 RCS Sedan

Par décision du 12/01/2026, l'Assemblée Générale Extraordinaire, statuant en application de l'article L. 225 -248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La présidente
M2601087

CWA
Colas Wilemme & Associés
EXPERTS-COMPTABLES

MA CAMPAGNE
Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 Euros
Siège social :
1 rue des Sabotiers - 08200 GIVONNE
925 064 693 RCS Sedan-08200

Aux termes d'une délibération en date du 8 décembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La gérance.
M2601136

LAURENT BAT
Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 200 Euros
Siège social :
17 rue des Telliers - 08130 ECORDAL
911 467 082 R.C.S. Sedan

Aux termes d'une décision en date du 4 novembre 2025, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : La gérance.
M2601208

LECOCQ
Société à responsabilité limitée au capital de 2.000 Euros
Siège social : 4 rue Pierre Curie
08300 RETHEL
910 952 688 R.C.S. Sedan

Aux termes d'une délibération en date du 29 septembre 2025, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis : La Gérance.
M2601249

DISSOLUTION DE SOCIETE

HOLDING RXLR
Société à Responsabilité Limitée en liquidation
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 37 RUE LABRETECHE
08200 SEDAN
Siège de liquidation : 37 RUE LABRETECHE
08200 SEDAN
850 786 856 RCS SEDAN

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 17 décembre 2025 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur ERIC SEILER, demeurant 37 RUE LABRETECHE, 08200 SEDAN, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 37 RUE LABRETECHE 08200 SEDAN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de SEDAN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le Liquidateur.
M2513915

IDEA
Expertise comptable
15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
Tél. : 03.24.59.70.41

DUPONT-BERNARD
Société à responsabilité limitée en liquidation
Au capital de 15.000 Euros
Siège social et siège de liquidation : 10 Place du Théâtre
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
750 844 631 R.C.S. Sedan

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 17/11/2025 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Monsieur Johan DUPONT, demeurant 10 Place du Théâtre - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 10 Place du Théâtre - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Sedan, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le Liquidateur.
M2601277

ETABLISSEMENTS CAGNACCI

Rectificatif à l'annonce parue le 06/01/2026 dans le journal Matot Braine concernant la société ETABLISSEMENTS CAGNACCI, SAS au capital de 120 000 euros dont le siège social est situé 08400 VRIZY immatriculée au RCS de SEDAN sous le numéro 306 782 541.

Il convenait de lire concernant l'adresse du siège de liquidation : « 08400 VRIZY » et non « 17 quartier de la gare 08400 VRIZY »

Le reste de l'annonce demeure inchangé.
M2601103

HP SERVICES EXPRESS
SASU au capital de 2.000 Euros
Siège social :
7 impasse des Lavoirs
08090 MONTCY NOTRE DAME
RCS Sedan 894 814 227

L'assemblée générale extraordinaire du 31/12/2025 a décidé la dissolution volontaire de la société à compter du 31/12/2025. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Monsieur CHIBANE HAMID, demeurant 7 impasse des Lavoirs - 08090 MONTCY NOTRE DAME et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce SEDAN.

HAMID CHIBANE.
M2601134

ROMY LA CHINEUSE
Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 500 Euros
Siège :
Pôle d'entreprises de Lucquy
15 place de la Gare
08300 LUCQUY
Siège de liquidation :
Pôle d'entreprises de Lucquy
15 place de la Gare
08300 LUCQUY
978 180 115 R.C.S. Sedan

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 31 décembre 2025 a décidé la dissolution anticipée de la Société conformément aux dispositions de l'article L. 223-42 du Code de commerce à compter de ce jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Madame Emmanuelle SUPLY-FOUREL demeurant 30 rue Jean Jaurès - 08300 COUCY pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé Pôle d'entreprises de Lucquy, 15 place de la Gare - 08300 LUCQUY. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de SEDAN, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

Pour avis : Le liquidateur.
M2601213

CLOTURE DE LIQUIDATION

FCN
EXPERTISE AUDIT CONSEIL
Nord Ardennes
4 rue Claude Chrétien
08000 CHARLEVILLE-MEZIERES
7 rue Pasteur - BP 14
08800 MONTHERME
30 rue Contamine
08600 GIVET

ARDENNE COUVERTURE TRADITIONNELLE
Société à responsabilité limitée en liquidation au capital de 31.110 Euros
Siège social :
Rue des Forges Linchamps
08800 LES HAUTES RIVIERES
Siège de liquidation :
Rue des Forges Linchamps
08800 LES HAUTES RIVIERES
349 382 259 R.C.S. Sedan

L'assemblée générale réunie le 31/12/2025 au Rue des Forges Linchamps - 08800 LES HAUTES RIVIERES a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Jésus PORRAS, demeurant 5 rue du Creusot Linchamps - 08800 LES HAUTES RIVIERES, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de SEDAN, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés et la société sera radiée dudit registre.
Pour avis : Le liquidateur.
M2600822

CONCEPT INFORMATIQUE
SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEE AU CAPITAL DE 30 000 EUROS
22 AVENUE CHARLES DE GAULLE
08000 CHARLEVILLE MEZIERES
RCS SEDAN 345 330 286

Le 26 janvier 2026, l'assemblée générale a approuvé les comptes définitifs de la liquidation, a donné quitus au liquidateur, Monsieur CHIOGIONI Philippe pour sa gestion et le décharge de son mandat, a prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 31 décembre 2025.
M2601174

CHANGEMENT DE REGIME MATRIMONIAL

EPOUX MORHAIN

Par acte authentique du 28/01/2026 reçu par Me BOURDAIRE Lucille Notaire à ROZOY SUR SERRE, M. MORHAIN Cyrille, agriculteur, né le 27/08/1974 à METZ et M^{me} LACHAPELLE Edith, psychologue, née le 04/11/1972 à CHARLEROI, demeurant ensemble 1 rue Principale Ribeaupville, Mainbressy - 08220 ROCQUIGNY, mariés à la Mairie de HAM SUR HEURE NALINNES (Belgique) le 3 juin 2000, initialement sous le régime communauté de biens réduite aux acquêts ont décidé d'adopter le régime séparation de biens pure et simple tel qu'établi par les articles 1536 à 1541 du Code civil. Les oppositions seront adressées dans les trois mois de la date de publication du présent avis par courrier recommandé avec accusé de réception auprès Me BOURDAIRE Lucille Notaire à ROZOY SUR SERRE, où domicile a été élu à cet effet.
M2601310

Notaire
OFFICE NOTARIAL D'ARCHES
Maître Guillaume CONREUR
1 bis rue de Lorraine
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

EPOUX GILLET

Avis de changement de régime matrimonial

Au terme d'un acte reçu par Maître Guillaume CONREUR, le 23 janvier 2026, Monsieur Jacques Louis Bernard GILLET, retraité, né à NOUZONVILLE (08700) le 27 février 1957, et Madame Chantal Danielle TOUDIC, retraitée, née à VILLERS-SEMEUSE (08000) le 9 mai 1961, demeurant ensemble à CHARLEVILLE-MEZIERES (08000) 19, rue des Rosiers, Mariés à la mairie de VILLERS-SEMEUSE (08000), le 19 septembre 1981, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

Ont modifié leur régime matrimonial et adopté le régime de LA COMMUNAUTE UNIVERSELLE.

Oppositions à adresser, s'il y a lieu, dans les trois mois de la date de parution du présent avis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit de commissaire de justice, auprès de Maître Guillaume CONREUR, notaire à CHARLEVILLE -MEZIERES (08000) 1 bis Rue de Lorraine.

Pour avis et mention.
Maître Guillaume CONREUR.
M2601145

Notaire
OFFICE NOTARIAL D'ARCHES
Maître Quentin NAVAUX
1 bis rue de Lorraine
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

EPOUX LIBAGUE

Avis de changement de régime matrimonial

Au terme d'un acte reçu par Maître Quentin NAVAUX, le 27 janvier 2026, Monsieur Alain LIBAGUE, retraité, né à BESANCON (25000) le 17 septembre 1963, et Madame Carole QUEHEN, retraitée, née à VILLERS SEMEUSE (08000) le 18 octobre 1962, demeurant ensemble à SAINT MARCEAU (08160), 3 chemin de la Gravière, mariés à la Mairie de CHARLEVILLE MEZIERES (08000), le 5 juillet 1986, sous le régime légal de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,

Ont modifié leur régime matrimonial et adopté le régime de LA COMMUNAUTE UNIVERSELLE.

Oppositions à adresser, s'il y a lieu, dans les trois mois de la date de parution du présent avis, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit de commissaire de justice, auprès de Maître Quentin NAVAUX, Notaire à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), 1 bis rue de Lorraine.

Pour avis et mention,
Maître Quentin NAVAUX.
M2601294

AVIS DIVERS

AGIR CHAQUE JOUR DANS VOTRE INTERET ET CELUI DE LA SOCIÉTÉ
CA
NORD EST

CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'ASSOCIÉS DU CRÉDIT AGRICOLE DU NORD EST

Le 26 janvier 2026, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est (ci-après la Caisse régionale) a fixé le prix indicatif de référence des Certificats Coopératifs d'Associés (C.C.A.) sur la base de l'arrêté des comptes individuels au 31 décembre 2025.

Le nouveau prix indicatif de référence des C.C.A. est de 270,50 euros par titre (dividende inclus).

La valorisation des C.C.A. est fondée sur une méthode multicritère. Elle repose, d'une part, sur l'actif net de la Caisse régionale, retraité des plus-values latentes des titres enregistrés dans les portefeuilles de participation de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées* ; et d'autre part, sur le cumul des résultats nets retraités de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées*.

À la demande de l'AMF, ce prix a été validé par un expert indépendant. Il prend effet à compter du 3 février 2026 et reste valable jusqu'à la prochaine fermeture du carnet d'ordres.

Pour mémoire, le prix indicatif de référence des C.C.A. était de 252,50 euros sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, de 249,98 euros après le paiement du dividende de 2,52 euros par titre en avril 2025 et de 260,20 euros sur la base des comptes arrêtés au 30 juin 2025.

* Filiales consolidées de la Caisse régionale : Nord Est Expansion, Nord Est Capital Investissement, Nord Est Aménagement Promotion, La Foncière Rémoise, Nord Est Immo
www.credit-agricole.fr/ca-nord-est
(1)

Relations Porteurs :
03 26 49 58 50 (2)

(1) Coût selon fournisseur d'accès
(2) Coût d'un appel local depuis un poste fixe

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST
Société coopérative à capital variable
- Agréée en tant qu'établissement de crédit - Société de courtage d'assurances
Prestataire de services d'investissement agréé et contrôlé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, 75436 PARIS Cedex 09 - Siège social : 25 rue Libergier, 51100 REIMS
N° SIREN 394 157 085 RCS Reims
- N° ORIAS 07 022 663 - IDU ADEME : FR234269_01FBNY
M2601149

M^{me} Colette Anna Marthe COMPTE née CITERNE

Avis d'envoi en possession Testament Olographe

Suivant testament olographe en date du 15/02/1998, Colette Anna Marthe CITERNE veuve Pierre René Marcel COMPTE demeurant à CHARLEVILLE MEZIERES (08), 160 rue de Monthermé, née à MEZIERES (08), le 31/03/1935, décédée à CHARLEVILLE MEZIERES le 13/01/2025 a institué un légataire universel. Ce testament a été déposé au rang des minutes de Me Sophie COLLET-MONOD Notaire à SIGNY L'ABBAYE suivant procès-verbal en date du 22/4/2025, une copie authentique a été déposée au TGI de CHARLEVILLE MEZIERES (08), le 03/06/2025

Les oppositions sont à former auprès de Me Sophie COLLET-MONOD, Notaire Associé SIGNY L'ABBAYE (08), 1 rue de l'Hôtel de Ville.

Pour avis : Me Sophie COLLET-MONOD.
M2601330

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Ardennes / Aube



OFFICE NOTARIAL D'ARCHES
Maître Quentin NAVAUX
1 bis rue de Lorraine
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

M. Clément JANSSEN

Avis de saisine de légataire universel - Délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 28 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 13 mars 2024,
Monsieur Clément Eugène Philippe Ghislain JANSSEN, en son vivant retraité, demeurant à LA NEUVILLE AUX JOUTES (08380) 155, Les Grands Riaux, né à AUDERGHEM (Belgique) le 11 juillet 1929, divorcé de Madame Gilberte Louise Marie BODLET et non remarié, décédé à YVOIR (Belgique) le 2 octobre 2025, a consenti un legs universel.
Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Quentin NAVAUX, Notaire Associé de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée dénommée «Office Notarial d'Arches», titulaire d'un office notarial dont le siège est à CHARLEVILLE MEZIERES (Ardennes), 1 bis, rue de Lorraine, le 27 janvier 2026, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine.
Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Quentin NAVAUX, notaire à CHARLEVILLE MEZIERES (08000), référence CRPCEN : 08066, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de BEZIERS de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.
En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.
M2601325

SUCCESSION VACANTE

SUCCESSION VACANTE

La Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, curatrice/curateur de la succession de M. MAZUE Pierre décédé le 26/02/2023 a établi l'inventaire et le compte rendu de la succession qui sera adressé ultérieurement au passif. Réf. 0808149465. M2601154

SUCCESSION VACANTE

La Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, curatrice/curateur de la succession de M^{me} CANON Bernadette décédée le 06/04/2025 a établi l'inventaire, le projet de règlement du passif et le compte rendu de la succession qui sera adressé ultérieurement au TJ. Réf. 0808158502. M2601167

SUCCESSION VACANTE

La Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, curatrice/curateur de la succession de M^{me} TANTON Jeannine décédée le 08/04/2025 a établi l'inventaire, le projet de règlement du passif et le compte rendu de la succession qui sera adressé ultérieurement au TJ. Réf. 0808158502. M2601168

SUCCESSION VACANTE

La Directrice départementale des Finances publiques de la Somme, 22 RUE DE L AMIRAL COURBET 80000 Amiens, curatrice/curateur de la succession de M. MAZUE Pierre décédé le 26/02/2023 a établi l'inventaire et le compte rendu de la succession qui sera adressé ultérieurement au TJ. Réf. 0808149465. M2601169

TRIBUNAL DE COMMERCE EXTÉRIEUR

Jugement du 23 janvier 2026

SAS CLAIR DE LORRAINE, place de l'Eglise, 55190 Void Vacon, RCS Bar -le-Duc 344 702 071. Transformation, commercialisation de boissons et alcools et produits alimentaires divers. Jugement en date du 23/01/2026 reficiant une erreur matérielle. M2601240

Aube

VENTE CESSION ATTRIBUTION D'APPORTS

DAOUST Claudine

Aux termes d'un acte sous signature privée à VILLENAUXE LA GRANDE(10) en date du 25 septembre 2025, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de l'Aube, le 30 décembre 2025, bordereau 2025 00030778 référence 1004P01 2025 A 02176, Madame Claudine FADIN, agissant en qualité d'entrepreneur individuel «DAOUST Claudine», exploitant le fonds sis 11 Rue Denis Papin 10370 VILLENAUXE LA GRANDE, immatriculé au RCS de TROYES sous le n° 451 146 278 a cédé à ENTREPRISE FADIN, SARLU au capital de 200 000€, dont le siège social est 11 Rue Denis Papin 10370 VILLENAUXE LA GRANDE, immatriculée au RCS de TROYES, sous le n° 488 145 475, un fonds de commerce de vente, réparation et mécanique agricole et viticole, vente et réparation de matériel espace vert et motoculteur sis et exploité 11 Rue Denis Papin 10370 VILLENAUXE LA GRANDE, au prix de 167 141€. Entrée en jouissance au 25 septembre 2025. Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales, au siège du fonds cédé pour la validité et, pour toutes correspondances, 11 Rue Denis Papin 10370 VILLENAUXE LA GRANDE. Pour avis.
M2600767

CONSTITUTION DE SOCIETE

CHOU'EVENTS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à ST GERMAIN du 17/12/2025, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme sociale : Société à responsabilité limitée - Dénomination sociale : CHOU'EVENTS - Siège social : 2 Rue Paul Cézanne, 10120 ST GERMAIN - Objet social : Location de matériels/meubles - Prestations événementielles - Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS - Capital social : 4.000 € - Gérance : M^{me} Jessica HERBIN, demeurant 14 Bis Rue des Bouilins 10190 MESSON - M. Baptiste PHILIPPON, demeurant 14 Bis Rue des Bouilins 10190 MESSON - M^{me} Sandrine SAUVIGNET, demeurant 16 Rue Héros de la Résistance 10300 STE SAVINE - M. Alexandre VELUT, demeurant 16 rue des Héros de la Résistance 10300 STE SAVINE - Immatriculation de la Société au RCS de TROYES. Pour avis : La gérance.
M2600615

LOUAGE Électricité

Avis de constitution

FORME : SASU. DÉNOMINATION : LOUAGE Électricité. SIÈGE : 30 Ter rue Veuve Benard Bodie, Hall B - 10600 LA CHAPELLE SAINT LUC. DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. de TROYES. CAPITAL : Mille Euros (1.000,00 €). OBJET : - Electricité générale, courant faible et courant fort, câblage de réseaux informatiques, câblage de réseaux téléphoniques, fibre optique, video surveillance, domotique et dépannage dans ces secteurs ; - La maintenance courante dans les domaines suivants du bâtiment : plomberie-chauffagiste, peinture ; - L'achat et la vente de tous produits non réglementés, notamment de matériels électriques. TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession des actions de l'associé unique est libre. AGRÈMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés. EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. PRÉSIDENT : Monsieur Bryan Louage, demeurant 30 Ter rue Veuve Benard Bodie, Hall B - 10600 LA CHAPELLE-SAINT-LUC M2600046



SF CONSEIL et associés
Vos droits, votre avocat.
39 Rue Paul Dubois - 10000 TROYES
Tél. : 03.25.71.46.30

O'Marché des Minis

Avis de constitution

Suivant acte ssp en date à NOGENT SUR AUBE (10240) du 20/01/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Dénomination : O'Marché des Minis Forme : société par actions simplifiée Capital : 2 000 € Siège social : 105 Grande Rue - 10240 NOGENT SUR AUBE Durée : 99 années à compter de son immatriculation au RCS Objet social : L'exploitation d'un vide grenier permanent, comprenant la location ou la mise à disposition d'espaces de vente et d'emplacements à des particuliers ou professionnels. Le dépôt-vente, l'achat et la revente de biens d'occasion et de seconde main, spécialement pour la mère et l'enfant (vêtements pour enfants, articles de puériculture, vêtements de maternité, etc ...) et autres. L'organisation d'événements commerciaux ainsi que toutes activités connexes ou complémentaires s'y rattachant. Président : Madame Mélissa GUGNOT, demeurant 105 Grande Rue - 10240 NOGENT SUR AUBE Admission aux assemblées et droit de vote : tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins. Transmission des actions : tant que la société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions sont libres. En cas de pluralité d'associés, toute cession d'actions y compris entre associés sera soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. La société sera immatriculée au RCS de TROYES. Pour avis
M2601063



15 rue du Président Kennedy
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

Le Wagon Troyes

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social : 35-41 avenue de la Maille
10800 ST JULIEN LES VILLAS

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date à SAINT JULIEN LES VILLAS (10) du 23/01/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société par actions simplifiée Dénomination : Le Wagon Troyes Siège : 35-41 avenue de la Maille, 10800 ST JULIEN LES VILLAS Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS Capital : 10.000 € Objet : Restauration traditionnelle Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Présidente : société LY PATRIMOINE, Société par actions simplifiée au capital de 8 000 euros, ayant son siège social 22 rue François Boucher 91330 YERRES, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 988 336 988 RCS EVRY Directeurs généraux : société ZL DISTRIBUTION, Société à responsabilité limitée au capital de 8 000 euros, ayant son siège social 39 rue Madame de Sévigné 08000 Charleville-Mézières, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 808 474 571 RCS Sedan et M. Xiang ZHAN, demeurant 39 rue Madame de Sévigné 08000 CHARLEVILLE MEZIERES. La Société sera immatriculée au RCS de TROYES Pour avis : Le Présidente.
M2601104

SCI BG CHOMEDEY

Société civile immobilière au capital de 1.000 Euros
Siège social : 46 rue de la Paix - 10000 TROYES
Société en formation

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TROYES du 8 janvier 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : FORME SOCIALE : Société civile immobilière. DÉNOMINATION SOCIALE : SCI BG CHOMEDEY. SIÈGE SOCIAL : 46 rue de la Paix - 10000 TROYES. OBJET SOCIAL : l'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement dudit immeuble et de tous autres immeubles bâtis dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement. DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. CAPITAL SOCIAL : 1.000 €, constitué uniquement d'apports en numéraire Gérance : Monsieur BERNARDI Marc et Madame BERNARDI Emilie, demeurant ensemble 15 rue Pasteur - 10800 SAINT JULIEN LES VILLAS. CLAUSES RELATIVES AUX CESSIONS DE PARTS : dispense d'agrément pour les cessions entre associés. Agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de TROYES. Pour avis : La gérance.
M2601133

LDA BRIENNE LE CHATEAU

Société par actions simplifiée au capital de 10.000 Euros
Siège social : 65 rue André BEURY - 10000 TROYES

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à TROYES du 10/01/2026 il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société par actions simplifiée pluripersonnelle Dénomination : LDA BRIENNE LE CHATEAU Siège : 65 rue André BEURY, 10000 TROYES-10000 Durée : quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés Capital : 10 000 euros Objet : Activité d'audioprothésiste ainsi que la vente d'appareillage et produits liés à cette activité. Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. Agrément : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. Président : La société LDA, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 10 000 euros, Ayant son siège social 65 rue André Beury, 10000 TROYES, Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 532 471 117 RCS TROYES, Représentée aux présentes par son Gérant, Monsieur Ludovic DELACOUR, Directeur général : La société HCZ INVEST, Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 5 000 euros, Ayant son siège social 65 Rue André Beury, 10000 TROYES, Immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 883 674 848 RCS TROYES Représentée aux présentes par son Gérant, Monsieur Loïc HANCAZAR, La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de TROYES. Le Président.
M2601214



M° COSSARD - MARTIN - DAMAY
30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI ST JOSEPH

Avis de constitution

Suivant acte SSP du 27 janvier 2026 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes : Objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. Dénomination : SCI ST JOSEPH. Siège social : BAR-SUR-SEINE (10110), 5 Impasse Saint Joseph. Durée : 99 années. Capital social : 120 € divisé en 120 parts de 1€ chacune numérotées de 1 à 120. Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Les cogérants sont Madame Céline QUINOT et Monsieur Francis CHARDIN demeurant à BAR-SUR-SEINE (10110), 5 Impasse Saint Joseph. La société sera immatriculée au R.C.S. de TROYES. Pour avis : La gérance.
M2601279



M° COSSARD - MARTIN - DAMAY
30 boulevard Victor Hugo, B.P. 704
10001 TROYES CEDEX
Tél. : 03.25.82.66.55

SCI PLMA

Avis de constitution

Suivant acte SSP du 13 novembre 2025 a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes : OBJET : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question. DÉNOMINATION : SCI PLMA. SIÈGE SOCIAL : TORVILLIERS (10440), 21 rue Edouard Baudiot. DURÉE : 99 années. CAPITAL SOCIAL : 1.200 € divisé en 120 parts de 10 € chacune numérotées de 1 à 120. Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés. Les cogérants sont Monsieur Anthony ZAMBONELLI et Madame Pauline VERNIER, demeurant à TORVILLIERS (10440), 21 rue Edouard Baudiot. La société sera immatriculée au R.C.S. de TROYES. Pour avis : La gérance.
M2601286

MODIFICATION DE STATUTS

EMBALLAGES BARSEQUANAIS

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social : 1 avenue Bernard Pieds
10110 BAR SUR SEINE
828 554 188 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 01/12/2025, il résulte que : - M. Romain BACHELIER, demeurant 175 route du Docteur Laroche - 24380 ST AMAND DE VERGT a été nommé en qualité de membre du président en remplacement de M^{me} Emilie BACHELIER, démissionnaire. - Le capital social a été augmenté d'un montant de 6.000 € par émission de 60 actions nouvelles de numéraire, et porté de 1.000 € à 7.000 €. En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié. ANCIENNE MENTION : Le capital social est fixé à mille euros (1.000 €). NOUVELLE MENTION : Le capital social est fixé à sept mille euros (7.000 €). Pour avis : Le président.
M2512591

CAP OU PAS CAP

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 Euros
Siège social : 23 rue de la Coopérative
10800 ST JULIEN LES VILLAS
887 674 562 RCS Troyes

Aux termes d'une décision en date du 26 novembre 2025, l'Associée Unique a nommé : Monsieur Romain SENECHAL, demeurant 2 Rue de l'Abbé Patureau 75018 PARIS, en qualité de gérant pour une durée illimitée, en remplacement de Madame Aurore FABRE, démissionnaire. Pour avis. La Gérance.
M2600728

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

SPFPL BOISSEAU-POMEZ

SPFPL SARL au capital de 3000 €
siège social : 1 rue de la Paix - 10000 TROYES
884 342 122 RCS TROYES

L'AGE du 03/12/2025 a décidé à compter du 06/11/2025 de :
- de nommer en qualité de co-gérant M. BOISSEAU Geoffroy, demeurant 2 rue de Vauluisant 10000 TROYES en remplacement de M. POMEZ Thierry, pour cause de démission. Modification au RCS de TROYES.
M2513163

SCEV TAISNE-RIOCOUR TRONCHOIS

Société civile au capital de 1.040 Euros
Siège social :
18 rue de Bise - 10340 LES RICEYS
RCS : Troyes 483 510 335

Avis de modification

Aux termes d'une délibération en date du 15 décembre 2025, l'assemblée des associés a nommé Madame Marie-Amicie de GUIGNE, demeurant à PARIS (75), 24 avenue Théophile Gauthier, aux fonctions de co-gérante à compter du 1^{er} janvier 2026.
L'inscription modificative sera effectuée au Greffe du Tribunal de commerce de TROYES.
Pour avis : La gérance.
M2513713

GASTRO-ENTÉROLOGIE MONTIER LA CELLE

Société civile de moyens au capital de 762.25 €
Siège social : 17 Rue Charles Baltet
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
RCS de TROYES n°334 236 148

Avis de modification

L'AGE du 15/01/2026 a décidé à compter du 28/02/2026 de rendre effective la démission de ALMURA HGE, SELARL au capital de 1 000 €, aux fonctions de co-gérant.
Modification au RCS de TROYES.
Alain MOITRY
M2600436



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

SARL AO ARLINDO OLIVEIRA

EURL au capital de 32 500 €
Siège social : 141 Chemin du Carmel
10120 SAINT GERMAIN
RCS de TROYES n°845 353 192

Avis de modification

En date du 26/01/2026, l'associé unique a décidé à compter du 01/02/2026 de nommer en qualité de co-gérante M^{me} DA SILVA OLIVEIRA Anne -Charlotte, demeurant 5 Rue Eugène Menuelle 10280 SAINT MESMIN.
Modification au RCS de TROYES.
M2600690

TERRAE

Société par actions simplifiée au capital de 460.000 Euros
porté à 705.000 Euros
Siège social :
116 Rue Paul Doumer
10300 STE SAVINE
887 710 481 RCS Troyes

Du procès-verbal des décisions de l'Associée Unique en date du 30/12/2025,
- Du certificat de dépôt des fonds établi le 30/12/2025 par le CIC EST,
Il résulte que le capital social a été augmenté d'un montant de 245.000 € par émission de 4.900 actions nouvelles de numéraire, et porté de 460.000 € à 705.000 €. En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié. Ancienne mention : Le capital social est fixé à quatre cent soixante mille Euros (460.000 €). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à sept cent cinq mille Euros (705.000 €).
POUR AVIS - La Présidente
M2600800

BIOTEK AAA

Société par actions simplifiée au capital de 1 450 000 euros
porté à 1 650 000 euros
Siège social : 116 Rue Paul Doumer
10300 STE SAVINE
851 589 143 RCS TROYES

- Du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30/12/2025,
- Du certificat de dépôt des fonds établi le 30/12/2025 par le CIC EST,
- Du procès-verbal des décisions du Président du 30/12/2025 constatant la réalisation de l'augmentation de capital, Il résulte que le capital social a été augmenté d'un montant de 200 000 euros par émission de 40000 actions nouvelles de numéraire, et porté de 1 450 000 euros à 1 650 000 euros. En conséquence, l'article 7 des statuts a été modifié. Ancienne mention : Le capital social est fixé à un million quatre cent cinquante mille euros (1 450 000 euros). Nouvelle mention : Le capital social est fixé à un million six cent cinquante mille euros (1 650 000 euros).
POUR AVIS - Le Président
M2600801

SCEA BRUGGEMAN

au capital de 21.500 Euros
Siège social :
13 rue Saint Jacques
Plessis Gatebled
10400 LA LOUPIERE THENARD
R.C.S. Troyes 479 991 416

L'AGE du 31/12/2025 a décidé à compter du 31/12/2025
Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 31 décembre 2025, les associés ont décidé des points suivants à compter de cette même date :
- Modification des parts représentatives d'apport en capital suite à la donation du 22/11/2025
Monsieur Jean-Baptiste BRUGGEMAN détient 512 parts en représentation de son apport en numéraire
Madame Sylvaine BRUGGEMAN -FICHAUX détient 513 parts en représentation de son apport en numéraire
Monsieur Richard BRUGGEMAN détient 334 parts en représentation de son apport en numéraire
Madame Karine BRUGGEMAN détient 334 parts en représentation de son apport en numéraire
Madame Laetitia BILLON-BRUGGEMAN détient 334 parts en représentation de son apport en numéraire
LAERIKIA détient 1050 parts en représentation de son apport en numéraire.
- Retrait de Madame Sylvaine BRUGGEMAN de la gérance.
- Monsieur BRUGGEMAN Richard, Madame BRUGGEMAN Karine, Madame BILLON-BRUGGEMAN Laetitia sont les gérants.
M2600838



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

BELLEVILLE ZOLA

EURL au capital de 5 000 €
Siège social : 2 Rue Raymond Poincaré
10000 TROYES
RCS de TROYES n°978 500 320

Transfert de siège

En date du 20/01/2026, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 19-21 Place Jean Jaurès, 10000 TROYES à compter du 20/01/2026.
Mention : RCS de TROYES
M2601004



POLE DE SANTE LIBERAL AMBULATOIRE D'AIX-EN-OTHE

au capital de 10 Euros
Siège social :
2 rue du Maréchal Foch
10160 AIX VILLEMAUR PALIS
977 629 575 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une délibération en date du 10/03/2025 la collectivité des associés a pris acte de la démission de Madame Sandrine RICHER et de Grégory BACHELIER de leurs fonctions de cogérant a nommé en remplacement en qualité de cogérant : Fanny FERARI, demeurant 12 route de la Chapelle - 10160 AIX VILLEMAUR PÂLIS ; Pascal JOLY, demeurant 2 rue Saint Avit - 10160 AIX VILLEMAUR PALIS, pour une durée illimitée à compter de cette date.
Modification sera faite au greffe du tribunal de commerce de TROYES.
Pour avis : La gérance.
M2601037



EARL LA GRENOUILLE

Extension de l'objet social

L'associé unique de l'EARL LA GRENOUILLE, Exploitation agricole à responsabilité limitée au capital de 90.097,37 Euros, dont le siège social est fixé 71 rue aux Ouches 10400 GUMERY, immatriculée au RCS de Troyes sous le numéro 388 162 372, par décision du 13 janvier 2025 a décidé, à compter de ce jour, d'étendre l'objet social à l'activité de production et la vente d'énergie renouvelable notamment par l'acquisition et l'exploitation de panneaux photovoltaïques. En conséquence, les statuts seront mis à jour.
Pour avis, le Gérant.
M2601110

In Extenso ENTREPRENEZ L'AVENIR.

PAYTA JEAN-CLAUDE ET FILLE

Forme : SARL
Capital social : 224.500 Euros
Siège social :
Z.A.E. - 10250 PLAINES SAINT LANGE
790 343 818 RCS de Troyes

Gérant

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2025, à compter du 31 décembre 2025, les associés ont pris acte de la modification de la gérance de la société : Madame Elise PAYTA, demeurant 45 Zone Artisanale Fouchère - 10250 PLAINES SAINT LANGE en remplacement de Monsieur Jean-Claude PAYTA, démissionnaire.
Mention sera portée au RCS de TROYES.
M2601040

CHAMPAGNE MENUISERIE

Aux termes d'une décision en date du 19/01/2026 l'Associé Unique de la société CHAMPAGNE MENUISERIE, SARL au capital de 9.000 € dont le siège social est situé 7 Rue de la Forêt Champigny - 10270 LAUBRESSEL immatriculée au RCS de TROYES sous le numéro 439 782 616 a nommé en qualité de cogérant pour une durée illimitée à compter du même jour : M. Vincent THIENOT, demeurant 47 Grande Rue - 10220 MESNIL SELLIERES. Modification sera faite au RCS de TROYES.
M2601053

PAIN CHAUD SANCEEN

Société à responsabilité limitée au capital de 5.000 Euros
Siège social :
23 avenue des Sapins
10800 SAINT JULIEN LES VILLAS
518 605 811 R.C.S. Troyes

L'assemblée générale du 2 janvier 2026 a pris acte de la démission de Monsieur Jamel Charni de son mandat de co-gérant à effet du 31 décembre 2025 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.
Modifications au R.C.S. de TROYES.
Pour avis : La gérance.
M2601067

JB LOGIS

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 Euros
Siège social :
10 rue Gornet Boivin prolongée
10100 ROMILLY SUR SEINE
RCS Troyes 990 050 767

Nomination directeur général

Par AGE en date du 01/01/2026, M.Jean BONNEFOI a été nommé directeur général pour une durée indéterminée.
ANCIENNES MENTIONS : PRÉSIDENT : M. Jérôme BONNEFOI demeurant 10 rue Gornet Boivin prolongée 10100 ROMILLY SUR SEINE.
NOUVELLES MENTIONS : PRÉSIDENT : M. Jérôme BONNEFOI demeurant 10 rue Gornet Boivin prolongée 10100 ROMILLY SUR SEINE.
DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. Jean BONNEFOI demeurant 9 rue du Général Leclerc 10510 MAIZIERES LA GRANDE PAROISSE.
La Société sera immatriculée au R.C.S. du Tribunal de commerce de TROYES.
pour avis, Le Président.
M2601120

SARL EVA DEVAUX

Société civile au capital de 1.000 Euros
Siège social :
2 Rue du Moulin
10110 VIVIERS SUR ARTAUT
RCS Troyes 808 289 771

Par une assemblée générale extraordinaire en date du 30 juin 2025 : L'assemblée générale décide de transférer le siège social à compter de la date d'assemblée générale :
Du : 15 Grande Rue - 10110 VIVIERS SUR ARTAUT.
Au : 2 Rue du Moulin - 10110 VIVIERS SUR ARTAUT.
Pour avis.
M2601123

GFA « DE LA PLAISANCE »

Capital social : 915.000 Euros
Siège social : Chez Mr Gérard POIRSON
Ferme d'Hartcourt
10700 SAINT NABORD SUR AUBE
R.C.S. Troyes 450 591 029

Les associés ont pris par acte unanime, et à compter du 1^{er} décembre 2025, les décisions suivantes :
- Transfert du siège social au 10 rue d'Hartcourt - 10700 SAINT-NABORD-SUR-AUBE ;
- Nomination de Madame Marine POIRSON, demeurant 25 rue du Moulin - 10300 MONTGEUX et de Monsieur Mathieu POIRSON, demeurant 10 rue d'Hartcourt - 10700 SAINT-NABORD-SUR-AUBE, en qualité de cogérants ;
- Retrait de Messieurs Didier et Gérard POIRSON de la gérance.
Pour avis : La gérance.
M2601191

EARL DU CLOS SAINT MARTIN

Capital social : 93.000,00 Euros
Siège social :
71 rue de l'Hôtel de Ville
10320 BOUILLY
R.C.S. Troyes 403 170 152

L'AGE du 31/12/2025 a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 236.400 € par pour le porter à 329.400 €.
M2601220

Michèle CLEMENT
Avocat au Barreau de l'Aube
Espace HERMES - 7 bd du 1^{er} R.A.M.
10000 TROYES

ARMOSA

Société par actions simplifiée au capital de 5.000 Euros
Siège social :
47 rue de la République
10390 VERRIERES
R.C.S. Troyes 491 164 018

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 décembre 2025, il a été décidé :
1. D'augmenter le capital social par voie d'apports en nature, ce qui entraine la publication des mentions suivantes :
ANCIENNE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 5.000 €.
NOUVELLE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 17.600 €.
2. D'étendre l'objet social à l'activité de réalisation de prestations de services administratifs, comptables, de gestion, financiers, techniques ou informatiques et à l'animation de ses filiales et participations, et a modifié corrélativement l'article 4 des statuts qui est désormais libellé comme suit :
ARTICLE 4 - Objet
La société a pour objet directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger :
- La prise de participation, sous quelque forme que ce soit, dans le capital de toutes sociétés et la gestion de valeurs mobilières dont elle est propriétaire ;
- Les prestations de services administratifs, comptables, de gestion, financiers, techniques ou informatiques ; l'animation de ses filiales et participations ;
- Toutes opérations de conseils, notamment en amélioration de process industriel ou en design ;
- Création, fabrication et commercialisation d'articles textile.
Le reste de l'article sans changement.
Le président.
M2601235

GFA « DES LILAS »

Capital social : 500.000 Euros
Siège social :
10 rue d'Hartcourt
10700 SAINT NABORD SUR AUBE
R.C.S. Troyes 811 082 973

Les associés ont pris par acte unanime, et à compter du 20 juin 2025, les décisions suivantes :
- Nomination de Madame Marine POIRSON, demeurant 25 rue du Moulin - 10300 MONTGEUX en qualité de cogérante ;
- Retrait de Messieurs Didier et Gérard POIRSON de la gérance.
Pour avis : La gérance.
M2601190

EARL « TRIBOU »

Capital social : 99.000 Euros
Siège social :
4 rue Romaincourt
10230 MAILLY LE CAMP
R.C.S. Troyes 417 620 697

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 10/01/2025, les associés ont décidé d'étendre, à compter du 10/01/2025, l'objet social à l'activité suivante : L'exploitation d'installations de production d'électricité utilisant l'énergie radiative du soleil dont les générateurs sont fixés ou intégrés aux bâtiments dont elle est locataire ou propriétaire.
Le dépôt légal sera effectué au greffe de tribunal de commerce de TROYES.
Pour avis : La gérance.
M2601282



39 Rue Paul Dubois - 10000 TROYES
Tél. : 03.25.71.46.30

TOCHE ET NONO

Société à responsabilité limitée au capital de 10.000 Euros
Siège social :
12 rue du Bourg - 10800 BUCHERES
RCS Troyes 885 174 110

Aux termes du procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire du 01/01/2026, il a été décidé :
- De transférer le siège social de la société au 10, Rue du Bourg - 10800 BUCHERES à compter du 01/01/2026.
- D'étendre l'objet social de la société à compter du 01/01/2026 aux activités suivantes : la conception, la fabrication et la vente de bougies artisanales et de parfums d'intérieurs, l'organisation et l'animation d'ateliers créatifs, de découverte et de fabrication en lien avec ses activités.
Les articles 2 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.
Mention sera faite au RCS de TROYES.
Pour avis.
M2601312

POURSUITE D'ACTIVITE



155 avenue d'Echenilly
10120 SAINT ANDRE LES VERGERS
Tél. : 03.25.45.10.69

NQ IMMO

SAS au capital de 1 000 €
Siège social : 8 Grande Rue
10260 VAUDES
RCS de TROYES n°949 153 878

Avis de poursuite d'activité

L'AGE du 30/06/2025 a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société bien que les capitaux propres soient inférieurs à la moitié du capital social.
Mention au RCS de TROYES.
M2600419

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aube / Aisne

IMMO PERRI MOUTARD
Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 Euros
Siège social :
3 rue du Gué - 10110 BUXEUIL
982 636 151 R.C.S. Troyes

Aux termes d'une délibération en date du 30 octobre 2025, l'assemblée générale extraordinaire des associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.

Pour avis : La gérance.

M2600525

DISSOLUTION

DE SOCIETE

In Extenso
ENTREPRENEZ L'AVENIR.

EARL PAYTA JEAN CLAUDE
Forme : EARL société
en liquidation
Capital social : 166.650 Euros
Siège social :
10250 PLAINES SAINT LANGE
401 198 924 R.C.S. de Troyes

Dissolution anticipée

Aux termes d'une décision en date du 31 décembre 2025, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 décembre 2025. Monsieur Jean-Claude PAYTA, demeurant Z.A.E. - 10250 PLAINES SAINT LANGE a été nommé liquidateur et lui a conféré les pouvoirs les plus étendus.

Le siège de la liquidation est à l'adresse du liquidateur, adresse où doit être envoyée la correspondance.

Pour avis.

M2601035

HOLDING 47
Société à responsabilité limitée
en liquidation au capital de 6.000 Euros
Siège social :
777 rue Louis Guillemin
10120 SAINT GERMAIN
753 313 667 R.C.S. Troyes

Aux termes de l'AGE du 30/11/2025, il a été décidé de prononcer la dissolution anticipée de la société à compter du 30/11/2025. Mr Gérard RICHARD demeurant 777, rue Louis Guillemin 10120 SAINT GERMAIN a été nommé(e) en qualité de liquidateur.

Le siège de liquidation a été fixé au 777, rue Louis Guillemin 10120 SAINT GERMAIN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents devront être notifiés.

M2601106


EXPERTISE COMPTABLE

SARL ANG IMMO
Société à responsabilité limitée
au capital de 20 000,00 Euros
Siège social : 7 Rue Haute
10410 THENNELIERES
R.C.S. TROYES 928 062 082

Suivant décision collective des associés en date du 31 décembre 2025, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 31 décembre 2025 et sa mise en liquidation. L'assemblée générale susvisée a nommé comme liquidateur, Monsieur Nicolas GONTIER demeurant 7 Rue Haute 10410 THENNELIERES, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation a été fixé au domicile du liquidateur, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée.

Mention sera faite au R.C.S. de TROYES

Pour avis

M2601255

SARL ANG IMMO

Rectificatif à l'annonce M2601255 parue le 29 janvier 2026, il convenait de lire :
Siège social : 18 rue Haute 10410 THENNELIERES
Adresse du liquidateur : 18 rue Haute 10410 THENNELIERES
M2601314

CLOTURE

DE LIQUIDATION

COSSARD - MARTIN - DAMAY NOTAIRES ASSOCIÉS D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE TITULAIRE D'UN OFFICE NOTARIAL
Société civile au capital de 295 903,54 €
Siège social : 30 Boulevard Victor Hugo
10000 TROYES
RCS de TROYES n°780 680 328

Avis de liquidation

L'assemblée générale ordinaire du 19/01/2026 a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur M. MARTIN Bertrand-Hugues de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/12/2025.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de TROYES.

M2600336

CHAMPAGNE FRANÇOIS-DYJA
SCEV au capital de 10.000 Euros
Siège social :
7 rue des Vaucelles
10340 LES RICEYS
R.C.S. Troyes 423 326 628

Clôture de liquidation

M. Gilles FRANÇOIS, demeurant 7 rue des Vaucelles - 10340 LES RICEYS, agissant en qualité de liquidateur, déclare que la liquidation de la SCEV CHAMPAGNE FRANÇOIS -DYJA dont la dissolution a été publiée dans ce même journal, le 17 novembre 2025 sous le n° M2512055, a été clôturée le 31 juillet 2024 suivant décision de l'assemblée des associés après approbation du compte définitif.

Le dépôt des actes sera effectué au greffe du tribunal de commerce de TROYES, en annexe au R.C.S.

Pour avis : Le liquidateur.

M2601141


EXPERTISE COMPTABLE

SARL ANG IMMO
Société à responsabilité limitée
au capital de 20 000,00 Euros
Siège social : 7 Rue Haute
10410 THENNELIERES
R.C.S. TROYES 928 062 082

avis de clôture de liquidation

L'assemblée générale extraordinaire réunie le 31 décembre 2025a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Nicolas GONTIER de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES, en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Pour avis : Le liquidateur

M2601256

SARL ANG IMMO

Rectificatif à l'annonce M2601256 parue le 29 janvier 2026, il convenait de lire :
Siège social : 18 rue Haute 10410 THENNELIERES
M2601315

AVIS

ADMINISTRATIF

VILLE DE PONT- SAINTE-MARIE

PROCES VERBAL PROVISoire DE L'ETAT D'ABANDON MANIFESTE DE L'IMMEUBLE SIS 8 « RUE CLAUDE DEBUSSY A PONT-SAINTE-MARIE (10) Parcelle AP 372 - LOT 132 du bâtiment C

Nous soussigné, Pascal LANDREAT, Maire de Pont-Sainte-Marie (10150)
Vu les articles L2243-1 à L2243-4 du Code Général des Collectivités Territoriales
Vu la situation de cette propriété,
Vu l'état d'abandon manifeste du bâtiment cadastré AP 372 - LOT 132 depuis de très nombreuses années
Vu le rapport d'enquête établi par M. Philippe MAILLY, police municipal assermenté en date du 15 janvier 2026
Rapportons les faits suivants :
L'état du bâtiment est décrit comme suit : pour rappel, le bâtiment était un commerce de type épicerie. L'immeuble ne semble plus habité à titre habituel et n'est manifestement plus entretenu. Porte extérieure ouverte permettant l'intrusion, rideaux métalliques non verrouillés, fissures importantes sur toutes les façades, portes et vitres brisées ou absentes, traces de vandalisme / Squat (présence de canapé dans la cour), accumulation des déchets, insalubrité manifeste, toiture présentant des fléchissements majeurs partiellement effondrée, gouttières arrachées, coupure des réseaux (Electricité, Eau et Gaz), absence d'enseigne publicitaire.

Les conséquences de cet état d'abandon manifeste : Le bien immobilier, sis 8 rue Claude Debussy à Pont-Sainte-Marie (10150), cadastré AP 372 - LOT 132 est en état de délabrement et d'abandon manifeste. Qu'au vu du constat établi, des travaux sont nécessaires et indispensables pour faire cesser cet état d'abandon manifeste. Que l'aspect extérieur actuel constitue incontestablement une réelle nuisance pour l'image du quartier, d'autant que la ville réalise actuellement la requalification urbaine du quartier Debussy. Cette requalification intervient dans un quartier classé comme quartier prioritaire, qui a déjà connu la démolition et le désamiantage de 3 tours, d'un centre social et de cellules commerciales vides, peu à peu délaissées, notamment du fait du peu de rentabilité des commerces et des bâtiments consécutivement dégradés. Le projet de requalification porté par la ville permettra une qualité de vie pour les habitants du quartier avec la mise en valeur du paysage par la création d'un parc urbain, la mise en place d'un mail piéton afin de sécuriser les habitants

Au vu de ces constatations, les travaux suivants s'avèrent nécessaires et indispensables pour faire cesser l'état d'abandon manifeste : reprise de toiture, de la charpente et révision générale, reprise des enduits de façade, remplacement des portes et vitres brisées et absentes, remise en état de l'intérieur du local

M2601283

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. PARNET Alain décédé le 06/12/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218143304. M2601158

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. MATHON Alain décédé le 14/11/2023 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218125351. M2601164

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de TROYES en date du 16/12/2025 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne -Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice / curateur de la succession vacante de M^{me} SZUBA Edwige décédée le 20/07/2023. Réf. 0218160936. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. M2601166

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. PARTHIOT Daniel décédé le 12/06/2023 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218143710. M2601156

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} MOUSSIN Laurence décédée le 26/05/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218143304. M2601158

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. PERNET Alain décédé le 06/12/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218152193. M2601159

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} DURAIN Rolande décédée le 11/12/2019 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218133646. M2601161

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} THOMSEN Viktoria décédée le 14/02/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218140704. M2601162

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} THOMSEN Viktoria décédée le 14/02/2024 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218141667. M2601163

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. MATHON Alain décédé le 14/11/2023 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218125351. M2601164

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M^{me} SZYP Nicole décédée le 14/09/2020 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218140291. M2601165

SUCCESSION VACANTE

Par décision du TJ de TROYES en date du 16/12/2025 le Directeur des Finances publiques de Bourgogne -Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, a été nommée curatrice / curateur de la succession vacante de M^{me} SZUBA Edwige décédée le 20/07/2023. Réf. 0218160936. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR. M2601166

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. LHERISSON Alphonse décédé le 14/12/2016 a établi l'inventaire, le projet de règlement du passif et le compte rendu de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218136787. M2601170

SUCCESSION VACANTE

Le Directeur des Finances publiques de Bourgogne-Franche-Comté, 25 RUE DE LA BOUDRONNEE 21000 dijon, curatrice/curateur de la succession de M. NURDIN Kleber décédé le 18/03/2020 a établi le compte de la succession qui sera adressé ultérieurement au T.J. Réf. 0218140081. M2601171

AVIS DIVERS


TANGRAM
NOTAIRES

FRALIGNES (10110)

En application des dispositions de l'article L.331-19 du Code forestier, Madame Paulette MOREAU avise de son intention de mettre en vente le terrain boisé ci-après désigné dont elle est propriétaire :
Une parcelle de taillis, situé à FRALIGNES (10110), repris au cadastre sous les références suivantes : section ZA numéro 123 lieudit L'ASSIER pour une contenance de 24 a 50 ca.
Moyennant le prix principal de 15.000,00 €, payable comptant le jour de la signature de l'acte de vente auquel s'ajoutera les frais d'acquisition.
Tout propriétaire d'une parcelle boisée contiguë à ce terrain dispose d'un délai de deux mois à compter de l'affichage en la mairie de FRALIGNES de cet avis de vente, pour faire connaître l'exercice de son droit de préférence aux prix et conditions fixés par le vendeur. Pour les conditions précises de la vente projetée, il est renvoyé à l'affichage en mairie.
L'exercice de ce droit doit être notifié, par lettre recommandée avec avis de réception ou par remise contre récépissé, à Maître Jean-Baptiste DELAVIGNE, notaire à BAR SUR SEINE (10110), 9 Faubourg de Bourgogne, dûment mandaté à cet effet par le vendeur.
L'absence de réponse dans le délai de deux mois suivant la date d'affichage en mairie équivalra à un refus de l'offre de vente.
M2601274

Aisne

VENTE CESSION

ATTRIBUTION D'APPORTS

LES CHENIZELLES

Cession de fonds de commerce

BASTOM / LES CHENIZELLES

RECTIFICATIF A L'ANNONCE N° M2600989 PUBLIEE LE 22/01/2026 AU JOURNAL MATOT-BRAINE.FR : il fallait lire «enregistré au SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE et DE L'ENREGISTREMENT DE L'AINSE (...)».

Pour avis.

M2601071

CONSTITUTION

DE SOCIETE

SARL « LE RELAIS DE LA CHOUETTE »

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22/01/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société à responsabilité limitée.
DÉNOMINATION : SARL « LE RELAIS DE LA CHOUETTE ».
SIÈGE SOCIAL : 2 rue de la Place à PARFONDEVAL (02360).
OBJET : La restauration, la préparation et la vente de plats cuisinés, sur place, à emporter et en livraison, la vente de boissons chaudes ou froides, avec ou sans alcool, conformément à la législation en vigueur et vente de souvenirs et tous produits complémentaires alimentaires ou non alimentaires.
DURÉE : 99 ans.
CAPITAL : 3.000 €.
GÉRANCE : Madame Maryline CURY, demeurant 7 Place du Culot à PARFONDEVAL (02), et Monsieur Loïc TOMBEUR, demeurant 53 Grande Rue à GRANDCHAMP (08) Immatriculation : en cours au Registre du Commerce et des Sociétés de SAINT QUENTIN (02).
Pour avis : Les gérants.

M2601058

« PARTNER FINANCES PLD »
Société par actions simplifiée

Avis de constitution

Avis est donné de la constitution en date du 2 octobre 2025, par acte authentique, pour une durée de 99 années, d'une société par actions simplifiée dénommée «PARTNER FINANCES PLD», dont le siège social est à LESQUELLES SAINT GERMAIN (02120), 26 rue de Vadencourt.
CAPITAL SOCIAL : 1.000 €.
OBJET SOCIAL : La société a pour objet en France et à l'étranger : La gestion et l'administration de portefeuilles de titres et participations et toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation.

La société a également pour objet l'octroi de sûretés et de garanties au profit de tiers, la société pourra notamment consentir tout cautionnement et tout cautionnement hypothécaire au profit de ses associés.

Pour réaliser cet objet la société peut recourir, en tous lieux, à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'ils soient, sans aucune exception, dès lors que, directement ou indirectement, ils contribuent ou peuvent contribuer, ils facilitent ou peuvent faciliter la réalisation des activités ci-dessus définies ou ils permettent de sauvegarder les intérêts commerciaux, industriels ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation de groupe ou d'affaires.

La société a aussi pour objet en France et à l'étranger de réaliser des prestations administratives et de gestion avec des sociétés ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation de groupe ou d'affaires.

CESSION D'ACTIONS : Les actions ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant les deux tiers des actions.

IMMATRICULATION DE LA SOCIÉTÉ : La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés tenu au greffe du tribunal de commerce de SAINT QUENTIN (02).

Pour avis : La gérance.

M2601252

COMPTABILITÉ

DEPIERREUX Carole

03.26.08.38.27

compta.pamb@legalnet.org

Toutes les annonces légales de votre département sur matot-braine.fr

Aisne

MODIFICATION

DE STATUTS

C.F.E.D.

SASU au capital de 1 000 €
Siège social : 51 avenue de Paris
02400 CHATEAU THIERRY
RCS de SOISSONS n°821 694 130

Transfert de siège

En date du 09/01/2026, l'associé unique a décidé le transfert du siège social au 30 rue du Président Roosevelt, 02400 ESSOMES SUR MARNE à compter du 01/01/2026.
Mention : RCS de SOISSONS M2600387



LOREM
AVOCATS

SCEA LAUREAU - TOULIS

SCEA au capital de 586 000 €
Siège social : 28 GRANDE RUE
02250 TOULIS ET ATTENCOURT
RCS de SAINT-QUENTIN
n°503 277 949

L'AGE du 23/12/2025 a décidé à compter du 23/12/2025 d'augmenter le capital social de 100 € par apport en numéraire en le portant de 586 000 € à 586 100 €.

Article 6 et 7 des statuts modifié en conséquence.

Modification au RCS de SAINT-QUENTIN.
M2601029

LES MINIMES

SCI au capital de 1.600 Euros
Siège social : 37 rue Saint-Paul
50400 GRANVILLE
R.C.S. de Coutances n°841 476 203

Transfert de siège

Par décision de l'AGE en date du 28/12/2025, il a été décidé le transfert de siège social. Autrefois fixé à GRANVILLE (50400), 37 rue Saint-Paul, il sera à compter du 28/12/2025, fixé à CHATEAU THIERRY (02400), 16 rue des Minimes.

Gérance : M^{me} DIGARD Anne-Marie
16 rue des Minimes - 02400 CHATEAU THIERRY.

Objet : Propriété, achat, prise à bail avec ou sans promesse de vente, de tous immeubles bâtis ou non bâtis.
Durée : 99 ans.

Radiation du R.C.S. de COUTANCES et immatriculation au R.C.S. de SOISSONS.
M2601107

S.C.I.

Le Blanc Muret

Société Civile Immobilière
au capital de 777,49 Euros

Siège Social :
70 rue Saint-Christophe
02290 VIC SUR AISNE
387 986 508 RCS Soissons

Aux termes des décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 janvier 2026, il a été décidé de transférer le siège social du 70 rue Saint-Christophe - 02290 VIC SUR AISNE au 106 rue Saint-Lazare - 60200 COMPIEGNE, à compter du même jour, et de modifier corrélativement l'article 4 des Statuts.

La société sera radiée du RCS de SOISSONS et ré-immatriculée au RCS de COMPIEGNE.
M2601188



SISA DE LA MSP DES BORDS DE L' AISNE

Société civile société
interprofessionnelle de soins
ambulatoires

au capital de 480 Euros
Siège social :
2 rue du Point du Jour
02190 VILLENEUVE SUR AISNE
RCS Saint Quentin 879 709 541

Augmentation de capital

Par délibération du 31 décembre 2025, l'AGE a décidé d'augmenter le capital social par apports en numéraire et création de 20 parts sociales pour un montant de 80 € et en conséquence de le porter de 480 € à 560 €.

Les statuts de la société ont été modifiés en conséquence.

ANCIENNE MENTION : 480 € divisé en 120 parts sociales de 4 €.

NOUVELLE MENTION : 560 € divisé en 140 parts sociales de 4 €.

Mention des modifications ci-dessus sera faite au RCS de SAINT QUENTIN.

Pour avis et mention :
La gérance.

M2601244

**BESOIN
DE RENSEIGNEMENTS
POUR PUBLIER
VOTRE ANNONCE LÉGALE ?
03.26.40.21.31**

AVIS DIVERS

CERTIFICATS COOPÉRATIFS D'ASSOCIÉS
DU CRÉDIT AGRICOLE DU NORD EST

Le 26 janvier 2026, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est (ci-après la Caisse régionale) a fixé le prix indicatif de référence des Certificats Coopératifs d'Associés (C.C.A.) sur la base de l'arrêté des comptes individuels au 31 décembre 2025.

Le nouveau prix indicatif de référence des C.C.A. est de 270,50 euros par titre (dividende inclus).

La valorisation des C.C.A. est fondée sur une méthode multicritère. Elle repose, d'une part, sur l'actif net de la Caisse régionale, retraité des plus-values latentes des titres enregistrés dans les portefeuilles de participation de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées* ; et d'autre part, sur le cumul des résultats nets retraités de la Caisse régionale et de ses filiales consolidées*.

A la demande de l'AMF, ce prix a été validé par un expert indépendant. Il prend effet à compter du 3 février 2026 et reste valable jusqu'à la prochaine fermeture du carnet d'ordres.

Pour mémoire, le prix indicatif de référence des C.C.A. était de 252,50 euros sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2024, de 249,98 euros après le paiement du dividende de 2,52 euros par titre en avril 2025 et de 260,20 euros sur la base des comptes arrêtés au 30 juin 2025.

* Filiales consolidées de la Caisse régionale : Nord Est Expansion, Nord Est Capital Investissement, Nord Est Aménagement Promotion, La Foncière Rémoise, Nord Est Immo

**www.credit-agricole.fr/ca-nord-est (1)
Relations Porteurs :
03 26 49 58 50 (2)**

(1) Coût selon fournisseur d'accès
(2) Coût d'un appel local depuis un poste fixe

**CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT
AGRICOLE MUTUEL DU NORD EST**
Société coopérative à capital variable -

Agréée en tant qu'établissement de crédit - Société de courtage d'assurances

Prestataire de services d'investissement agréé et contrôlé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest, 75436 PARIS Cedex 09 - Siège social : 25 rue Libergier, 51100 REIMS

N° SIREN 394 157 085 RCS Reims
- N° ORIAS 07 022 663 - IDU ADEME : FR234269_01FBNY
M2601150

DISSOLUTION

DE SOCIETE



48 rue Camille Desmoulins

Société civile immobilière
au capital de 90.000 Euros

Siège social :
3 rue Condorcet - 02240 RIBEMONT
824 782 684 R.C.S. Saint Quentin

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire du 20 novembre 2025, les associés de la société ont décidé sa dissolution anticipée à compter du même jour et sa mise en liquidation.

Monsieur Alexis CARETTE, demeurant à REIMS (51100), 11 rue du Linguet, a été désigné en qualité de liquidateur, pour toute la durée de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé à REIMS (51100), 11 rue du Linguet. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Mention sera faite au R.C.S. de SAINT QUENTIN.

Pour avis.

M2601073

CLOTURE

DE LIQUIDATION



SCI VAN GOGH

Société civile immobilière
au capital de 1.524,49 € en liquidation
Siège social/ Siège de liquidation :
7 rue Franklin Roosevelt - 02000 LAON

403 050 628 RCS Saint Quentin

Avis de clôture de liquidation

L'Assemblée Générale réunie le 31/12/2025, a approuvé le compte définitif de liquidation, décharge Monsieur Olivier THOMAS, demeurant 7 Rue Franklin Roosevelt - 02000 LAON, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de SAINT QUENTIN, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis.

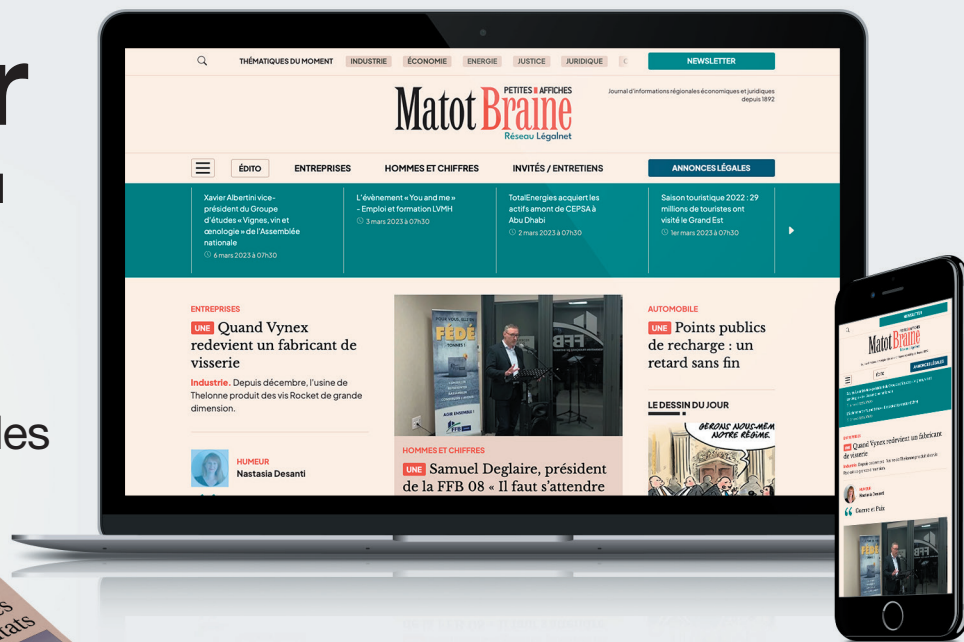
M2601072

Retrouvez l'intégralité de votre journal

sur **matot-braine.fr**

Une expérience digitale accrue avec votre journal

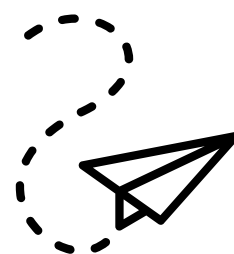
- ✓ Informations économiques et juridiques
- ✓ Contenu web exclusif
- ✓ Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles



NEWSLETTER

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

pour ne rien manquer de l'actualité économique et juridique régionale



matot-braine.fr

Marché. Bilan 2025 favorable pour la marque au Losange. Elle progresse sur un marché globalement négatif et termine en tête des immatriculations avec une Clio toujours n°1 des ventes.

Renault tire son épingle du jeu



La toute nouvelle Clio aura la lourde tâche de confirmer la première place du modèle phare de Renault.

Gagner 3% sur un marché automobile français en recul de 5% constitue une performance. Presque un exploit ! Renault l'a réussi au terme d'un exercice 2025 difficile pour la majorité des acteurs, voire même catastrophique pour certains. Avec 285 531 voitures particulières immatriculées l'an passé, Renault a conforté son leadership et relégué Peugeot, son éternel rival national, loin derrière. Un concurrent à la peine, en recul de 5% (221 001 unités). La différence est significative et dépasse 64 000 voitures. Autant dire qu'elle sera difficile à combler à court terme.

Les constructeurs, Peugeot en particulier, privilégient désormais la rentabilité au volume, il n'en reste pas moins que le fossé est profond. D'autant que le profit peut se combiner avec les chiffres de ventes... Les résultats de Renault reposent en particulier sur une gamme jeune qui compte dans ses rangs de nombreux modèles à succès. Particulièrement du côté des 100% électriques avec une incontestable star : la R5 E-Tech, numéro 1 de sa catégorie avec près de 38 000 (+281%) immatriculations. C'est à quelques unités près le double de sa suivante immédiate, la Tesla

ModelY. La citadine rétro-futuriste, selon la dénomination de la marque, est même la deuxième Renault du classement des voitures les plus vendues sur le marché national avec un septième rang exceptionnel. Le début de carrière prometteur de la R4 E-Tech renforcera encore le leadership national de Renault dans une catégorie où le Scénic E-Tech (16 128) en progression de 80% joue lui aussi les premiers rôles. Paradoxalement, si la voiture la plus vendue l'an passé en France est une Renault, c'est le plus ancien

modèle du catalogue qui pointe le bout de sa calandre en tête : la Clio. C'était déjà le cas en 2024. Ce best-seller absolu sur lequel le temps semble ne pas avoir de prise termine en beauté sa prolifique carrière en gagnant 9% d'un exercice à l'autre pour dépasser les 100 000 unités. Sa concurrente directe, la 208 Peugeot, elle aussi en fin de vie commerciale, est reléguée très loin derrière (73 092). Un écart de 27% marqué par un recul de 18%. Encore plus significatif si on considère que les chiffres de la petite berline Peugeot incluent ceux des E-208 (14 290). La nouvelle Clio qui vient d'arriver chez les distributeurs de la marque a devant elle un gros challenge à relever. D'autant plus qu'en fin d'année, elle trouvera sur sa route la nouvelle 208...

LA C3 REMET CITROËN DANS LE JEU

Citroën a relevé la tête l'an passé. Il était temps. La descente aux enfers est désormais un souvenir avec une progression notable (+3,6%) pour 115 576 immatriculations. Ce retour doit beaucoup à la nouvelle C3 et à sa version ë-C3 qui ont trouvé 57 350 clients avec à la clé un bond en avant spectaculaire de 218 %, assorti d'une place au pied du podium des meilleures ventes toutes énergies confondues et la 3^e place des 100% électriques (16 223). La nouvelle C5 Aircross (26 750) a elle aussi contribué au retour de Citroën.

La réussite commerciale de Renault repose par ailleurs sur sa domination sur le marché des flottes, en souffrance en 2025 en raison de l'instabilité fiscale et

réglementaire, triste spécialité française, incitant les entreprises à différer leurs décisions de renouveler leur parc automobile. Pour les seules voitures particulières, la chute dépasse les 10% avec 450 292 immatriculations. Dans ce contexte, Renault est parvenu à faire mieux que l'année précédente avec une progression de 4% (95 526). Derrière ces chiffres positifs, on retrouve cette bonne vieille Clio qui a assuré à elle seule plus du tiers des ventes de la marque sur le marché BtoB. Avec en complément le Scénic E-Tech, seul modèle 100% électrique à figurer à dans le top 10 des ventes aux flottes avec une 8^e place (9760). En attendant les R5 et R4 E-Tech...

Peugeot occupe toujours une position solide sur ce canal majeur et conforte sa deuxième place avec plus de 80 000 immatriculations (-7,7%) et un tir groupé dans le top 5 : la 208 (20 904) occupe la seconde marche du podium devant la 3008 (16 681), la 2008 (15 804) et la 308 (14 464). Pour Citroën, en recul de 18,4% avec 25 337 véhicules, il reste du chemin à parcourir pour retrouver les premiers rangs.

Enfin dans le segment des utilitaires légers, en baisse lui aussi (-5,8%) avec seulement 273 403 VUL, Renault conserve la tête avec 75 889 utilitaires mais recule significativement (13,4%). Peugeot limite ses pertes (-2,3%) mais reste loin derrière avec 54 916 VUL. Citroën complète le trio d'un marché ultra dominé par les marques françaises avec 35 072 mises à la route (-13,2%).

DOMINIQUE MAREE

Dacia Sandero, une décennie au top

Inamovible troisième voiture la plus vendue en France avec plus de 64 000 immatriculations en 2025, la Sandero est aussi la numéro 1 auprès les clients particuliers.

En 20 ans, Dacia a vendu plus de deux millions de voitures en France, devenant un acteur majeur du marché automobile national. « Une marque incontournable », souligne à juste titre le constructeur. Et indispensable pour le Groupe Renault dont Dacia assure une part significative des résultats. En dépit d'un recul de 4% l'an dernier, Dacia a conforté sa place sur la troisième marche du podium national avec plus de 139 000 immatriculations, détenant 8,5% de part de marché, loin devant Citroën. La Dacia Sandero, la voiture la plus abordable proposée en France, reste encore et toujours la tête de pont d'une gamme de cinq modèles. En dépit d'une baisse de forme (-15%), elle se maintient à la troisième place

des meilleures ventes avec 64 399 immatriculations. Le beau début de carrière commerciale de la nouvelle C3 Citroën pourrait la menacer s'il est confirmé cette année. Année après année, la Sandero, est aussi la voiture la plus achetée par les clients particuliers. Cela dure depuis une décennie ! C'est un des points fort de Dacia dont 79% du total des ventes sont faites par ce canal, qui représente à lui seul 14,3% des parts de marché de de la marque. Le succès de la Sandero repose sur une recette qui confirme sa pertinence dans le temps : un rapport prix-prestations inégalé. Il renseigne par ailleurs sur la situation économique des clients français qui disposent de moyens limités. C'est également une leçon de réalisme



pour les constructeurs lancés dans une course vaine aux équipements superflus et aux aides à la conduite en tout genre dont les acheteurs ne sont pas demandeurs.

Derrière la Sandero, d'autres Dacia ne font pas de la figuration. En particulier le Duster, une valeur sûre, dont la nouvelle génération a été choisie par près de 37 000 clients l'an der-

nier, une progression de 56% qui le hisse au 9^e rang du palmarès. Le dernier-né, le Bigster, le modèle le plus cher jamais proposé par Dacia, fait un carton commercial avec 16 283 immatriculations dont 75% en version hybride 155. Cela le propulse en tête de son segment pour les ventes à particuliers alors que le Jogger avec près de 15 000 ventes monte sur la troisième marche de ce même podium. Marque pragmatique, Dacia est aussi sans rival sur le créneau spécifique des motorisations essence/GPL qui ont assuré 29% de ses ventes en 2025. Cette année, Dacia poursuivra l'électrification de sa gamme, indispensable pour assurer son avenir.

D.M.

Karina Braquet. À 43 ans, elle a fondé en juillet 2024, à Charleville-Mézières, un cabinet de recrutement indépendant destiné à accompagner les dirigeants de TPE/PME ardennaises ne disposant pas de service RH structuré grâce à une approche nouvelle.

Un parcours engagé au service du territoire



« Je change la vie des entreprises et des candidats en faisant matcher emploi et avenir »

Native de Guadeloupe, mais se considérant comme « une fille de la Métropole, car arrivée en Île-de-France à l'âge de six ans », Karina Braquet rejoint sa mère en Seine-Saint-Denis, puis vit à Paris jusqu'en 2016. Elle met du temps à trouver sa voie. « Quand j'étais jeune, je voulais au début être hôtesse de l'air, ce qui m'a amenée à passer un BTS Tourisme en alternance et à travailler dans une filiale d'Air France où je gérerais les programmes de fidélité. »

UN PARCOURS JALONNÉ DE REMISES EN QUESTION

Poussée par l'envie de connaître une autre expérience, elle s'oriente ensuite vers la filière bancaire. « Après avoir réussi un BTS Banque, j'ai démarré en bas de l'échelle sur le marché du particulier et en tant que téléconseillère au sein de l'enseigne LCL, avant de rejoindre ensuite le Crédit du Nord comme chargée d'affaires professionnelles à Saint-Denis puis dans la capitale. » Cette trajectoire lui permet d'obtenir une mutation à

sa demande, à l'agence Kolb, à Charleville-Mézières. « Je n'ai donc pas eu à rechercher un emploi, ce qui a facilité notre installation dans le département d'origine de mon mari (Benjamin Braquet, fondateur d'Été Indien, ndlr.). Quitter Paris pour s'installer dans les Ardennes a été un choix de vie assumé.

« Quitter Paris pour s'installer dans les Ardennes a été un choix de vie assumé. J'ai décidé de m'ancrer personnellement et professionnellement dans le territoire avec l'envie d'y être utile. »

J'ai décidé de m'ancrer personnellement et professionnellement dans le territoire avec l'envie d'y être utile. »

Un déracinement choisi, mais non sans difficultés. Karina Braquet avoue avoir mis trois ans à s'acclimater pleinement. « Le manque de lumière en hiver, mon ancienne vie de pure citadine, le fait de passer à un mode de vie complètement différent ont constitué un vrai choc pour moi. J'étais complètement déconnectée. Cela n'a donc pas été simple tout de

suite mais aujourd'hui, je ne regrette rien, d'autant que le cadre de vie est exceptionnel », confesse-t-elle. Sa volonté d'apprendre, d'avancer et de se challenger l'aide progressivement à trouver sa place.

UN TOURNANT PROFESSIONNEL

Elle rejoint ensuite le réseau Entreprendre Champagne-Ardenne, où elle exerce comme coordinatrice dans la Marne. « Cette immersion a été un tournant professionnel fort avec la découverte du quotidien des dirigeants de TPE/PME. Mon passage d'un grand groupe bancaire à Réseau Entreprendre m'a confrontée à la réalité des dirigeants de TPE/PME et m'a habituée à prendre des décisions rapides, à assumer des responsabilités multiples tout en connaissant parfois des moments de solitude. » Parallèlement, elle reprend ses études et obtient un diplôme en gestion et développement d'une business unit (Bac +4) à Néoma Business School à Reims. « Ce diplôme, validé au terme d'un cursus que j'ai tenu à autofinancer parce que ma famille n'avait pas les moyens de financer une école de commerce, a renforcé ma confiance et ma légitimité professionnelle. Ce fut une grande fierté personnelle et un accélérateur de responsabilités professionnelles. »

UNE EXPÉRIENCE DÉTERMINANTE CHEZ RESIDEIS

La native de Pointe-à-Pitre décroche ensuite un poste d'adjointe de direction chez Resideis (résidences sociales). « La marche était extrêmement haute pour moi, mais j'ai appris

lancer dans l'entrepreneuriat. C'était le moment ou jamais. L'idée commençait à germer dans ma tête. »

RECRECITER MIEUX ET DE FAÇON DURABLE

Karina Braquet décide alors de se reconverter en indépendante dans le recrutement, un secteur mêlant commerce, communication, marketing et relations humaines. « Pour mieux appréhender le métier, j'ai commencé à tâter le terrain en rejoignant le collectif de recruteurs indépendants "Le Mercato de l'Emploi". Je me suis rendu compte que le modèle classique des cabinets de recrutement attirait de moins en moins les dirigeants de TPE et PME, qui ont besoin de plus d'agilité et d'accompagnement. » Elle observe des chefs d'entreprise souvent isolés, contraints d'embaucher dans l'urgence. « Cela m'a confortée dans ce que je voulais faire. Certains viennent aujourd'hui me chercher pour être leur copilote ou leur bras droit, d'autres pour des missions de chasse. »

Après avoir mûri son projet de longue date, elle fonde son entreprise « Osé Recrutement » et sa propre marque en juillet 2024, à la pépinière d'entreprises de Charleville-Mézières. Partant du constat que les dirigeants de TPE/PME n'ont pas besoin d'un prestataire supplémentaire mais d'un partenaire impliqué et ancré localement, elle développe une approche directe et très humaine du recrutement. « Mon concept repose sur la proximité, la compréhension du terrain et la chasse de profils clés. Ce modèle répond précisément aux besoins des entreprises locales, à savoir sécuriser leurs recrutements en réduisant le turn-over. »

RECRECITER POUR CEUX QUI NE CONNAISSENT PAS LA RÉGION

Elle recrute des profils sur mesure pour l'outil de travail des entreprises. « Je recrute avec la même exigence et la même ambition que si c'était pour ma propre entreprise. Mon service s'adresse aussi aux dirigeants qui s'installent dans les Ardennes et doivent recruter localement sans connaître le territoire ni les réseaux. »

Afin de conserver un lien permanent avec le terrain, Karina Braquet assure également une mission continue de recruteuse et consultante RH dans une entreprise métallurgique, FTV à Vireux, ainsi que pour une

autre PME de la vallée de la Meuse, où elle travaille étroitement avec les RH sur des recrutements pénuriques et l'amélioration de l'approche directe des candidats. « Ce qui me permet de développer mes compétences à 360° dans le secteur des ressources humaines. » Entre juillet 2024 et le 31 décembre 2025, 32 recherches de candidats lui ont été confiées. Elle a pourvu 25 postes en identifiant et attirant 25 profils validés par ses clients.

Le temps médian pour trouver un poste dans les Ardennes est estimé à environ 45 jours, un délai plus long pour les postes de cadres ou les profils numériques.

PASCAL REMY

1982

Naissance le 4 juillet à Pointe-à-Pitre, en Guadeloupe.

2016

Mariage à Charleville-Mézières, marquant le début de son ancrage dans les Ardennes.

2019

Entrée au sein du réseau Entreprendre Champagne-Ardenne en tant que coordinatrice.

2022

Obtention d'un diplôme Bac +4 à Néoma Business School à Reims.

2024

Lancement de son activité indépendante dans le recrutement.



Retrouvez tous nos portraits sur **matot-braine.fr**

